

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/201194]

12 FEVRIER 2021. — Arrêté ministériel adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Ath-Lessines-Enghien (planche 38/2) en vue de l'inscription, sur le territoire de la commune de Lessines, d'une zone de dépendances d'extraction permettant l'exploitation du gisement de porphyre entre les carrières Lenoir Frères et Emile Lenoir et Vandevelde, d'une zone d'activité économique industrielle destinée à l'aménagement d'une plate-forme multimodale pour le transport des produits extraits et d'une zone d'espaces verts au titre de compensation planologique

Le Ministre,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 octobre 2020 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon;

Vu la Déclaration de politique régionale 2019-2024 approuvée par le Parlement wallon, en sa séance du 13 septembre 2019;

Vu le Code du Développement territorial (CoDT), l'article D.II. 50;

Vu le schéma de développement du territoire, adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu le plan de secteur de Ath-Lessines-Enghien établi par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 juillet 1986 et ses révisions ultérieures;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 janvier 2015 décidant la mise en révision du plan de secteur de Ath-Lessines-Enghien (planche 38/2) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription, sur le territoire de la commune de Lessines, d'une zone d'extraction permettant l'exploitation du gisement de porphyre entre les carrières Lenoir Frères et Emile Lenoir et Vandevelde, d'une zone d'activité économique industrielle destinée à l'aménagement d'une plate-forme multimodale pour le transport des produits extraits, d'un périmètre de réservation pour le rétablissement de la liaison routière Lessines - Bois-de-Lessines et d'une zone d'espaces verts au titre de compensation planologique;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2015 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Ath-Lessines-Enghien précité;

Vu la délibération du conseil communal de Lessines sur la révision du plan de secteur, le 27 août 2018;

Vu l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme introduite par la société Carrières Unies de Porphyre pour la construction d'une voirie de déviation entre la rue de la Loge et la chaussée Gabrielle Richet, délivré par le fonctionnaire délégué, le 23 septembre 2019;

Vu la délibération du conseil communal de Lessines du 27 août 2020, transmise à la société Carrières Unies de Porphyre, le 8 septembre 2020, autorisant la création d'une voirie de déviation entre la rue de la Loge et la chaussée Gabrielle Richet et refusant la suppression du tronçon de la rue de la Loge entre la rue de Gages et le chemin d'Enghien, en application du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} décembre 2020 portant décision sur recours contre la délibération du conseil communal précitée et acceptant la demande de suppression et de création de la voirie telle qu'identifiée sur les plans (Document A10, plans : N°V-01, N°V-02A, N°V-02B, N°V-02C) dressés par le bureau Arcea scrl, en date du 25 juin 2019;

Vu la convention conclue le 19 décembre 2007 entre la ville de Lessines, la société anonyme Carrières Unies de Porphyre et la société anonyme Snow Games;

Vu la liste des biens du demandeur, fournie par le SPF Finances, attestant qu'il est propriétaire des biens immobiliers cadastrés section C n° 27C2, 27B2, 27Z, 27Y, 28K, 28L, 260C, 63M, 65C, 70D, 70F et section B n°1207C2, 1207D2, 1207 E2 et 1215Y sur lesquels est prévu l'aménagement de la voirie de contournement, ainsi que l'engagement écrit du 8 novembre 2019 par lequel le propriétaire de la parcelle cadastrée section n°28M consent à la céder à la société anonyme Carrières Unies de Porphyre;

Réalisation du rapport sur les incidences environnementales

Considérant que l'évaluation des incidences prescrite par le Code et décidée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2015 précité, a été réalisée par le bureau d'études ARIES Consultants, dûment agréé conformément aux législations sur l'aménagement du territoire et sur l'environnement;

Considérant que l'entrée en vigueur, le 1^{er} juin 2017, du décret du 20 juillet 2016 abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1^{er} à 128 et 129 *quater* à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et formant le Code du Développement territorial (CoDT) est intervenue alors que l'évaluation - dorénavant dénommée « rapport sur les incidences environnementales » par le CoDT - était en cours, une version provisoire du document ayant été déposée le 19 décembre 2016;

Considérant qu'aux termes de l'article D.II.65, § 2, du CoDT relatif au droit transitoire applicable au plan de secteur, il est fait application de la procédure visée par le Code pour les procédures en cours, étant acquis que :

« 2° l'arrêté du Gouvernement arrêtant l'avant-projet de plan vaut décision de révision, adoption provisoire du plan de secteur, adoption provisoire des compensations et dossier de base au sens des articles D.II.44 et D.II.48, § 5;

4° l'étude d'incidences sur l'environnement en cours à la date d'entrée en vigueur du Code se poursuit et, à son terme, constitue le rapport sur les incidences environnementales »;

Considérant que l'avant-projet de plan adopté par arrêté du Gouvernement wallon du 15 janvier 2015 vaut dès lors projet de plan et l'étude d'incidences sur l'environnement constitue le rapport sur les incidences environnementales, aux termes de la législation actuellement en vigueur;

Considérant que la commission régionale d'aménagement du territoire, et le pôle « Aménagement du territoire » qui lui a succédé, ont été régulièrement informés de l'évolution des analyses préalables et de la rédaction du rapport sur les incidences environnementales, comme le prévoient les articles D.II.49, § 1^{er} et D.VIII.30 du CoDT; qu'ils ont formulé des observations et présenté des suggestions le 27 avril 2017, à l'issue de la première phase de l'étude, et le 1^{er} décembre 2017, à l'issue de la seconde phase de l'étude;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales a également été soumis au pôle « Environnement » et à la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité de la ville de Lessines;

Considérant que le pôle « Environnement » a fait part de ses observations et suggestions, le 27 novembre 2017;

Considérant que la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité de la ville de Lessines a émis les siennes, le 29 novembre 2017;

Considérant que l'auteur du rapport sur les incidences environnementales a intégré l'ensemble des observations et suggestions dans son document final, déposé le 14 février 2018;

Réponse aux objectifs poursuivis par le projet de plan

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales confirme l'existence d'un gisement exploitable sous les biens immobiliers sis entre les carrières « Lenoir Frères » et « Lenoir et Vandevelde », inscrits en zone d'activité économique industrielle au plan de secteur en vigueur sur une superficie de 13,1 ha, et qu'un volume total de l'ordre de 46,8 millions de tonnes de porphyre, tel qu'indiqué par le projet de plan, pourra être dégagé par une exploitation du gisement sous la rue de la Loge permettant la jonction des deux fosses d'extraction actuelles;

Considérant que l'exploitation de cette partie du gisement est destinée à compenser l'abandon à long terme, prévu par la convention tripartite conclue le 19 décembre 2007 entre la ville de Lessines, la société anonyme « Snow Games » et la société anonyme Carrières Unies de Porphyre, de l'exploitation de biens immobiliers de 16 ha inscrits en zone de dépendances d'extraction au plan de secteur en vigueur entre la carrière « Lenoir Frères » et les anciennes carrières Cosyns, Notté et Willocq, au droit desquelles un projet de création d'une piste de ski indoor et d'un centre de remise en forme a été autorisé, de manière à préserver une zone d'isolement suffisante entre les deux activités; que le rapport sur les incidences environnementales estime la perte de gisement qui en résulte à un peu plus de 34 millions de tonnes;

Considérant que, contrairement au projet de plan qui les estimait à une quarantaine d'années sur base de prospections géologiques réalisées en 2007, l'auteur du rapport sur les incidences environnementales, s'appuyant sur un levé topographique réalisé en 2015, réévalue les réserves de l'ensemble du site de Lessines des Carrières Unies de Porphyre à près de 210 millions de tonnes, soit une centaine d'années d'exploitation; qu'il juge également que la gestion des terres de découverte et des stériles liée à l'exploitation de ce volume de gisement est réalisable;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales confirme que la demande adressée au granulats de porphyre par le secteur du génie civil et de la construction reste relativement stable malgré les innovations technologiques, vu ses spécificités techniques, en particulier sa résistance à l'abrasion; que l'extraction du porphyre en Belgique est limitée à des poches de gisement situées à Lessines et dans la région de Bierghes-Quenast, qui sont en outre les plus proches du nord de la France, ce qui explique qu'une part du porphyre extrait du site de Lessines des Carrières Unies de Porphyre est directement utilisée par les autres activités du groupe français Eurovia dont relève la société et que plus de 50 % de la production de la société est réalisée à l'exportation, essentiellement en France; que le granulats est cependant un marché fortement contraint par les coûts du transport pour lesquels la multi-modalité, en dehors des aspects environnementaux, devient un enjeu économique majeur permettant d'accéder à un marché plus large, tant à l'échelle nationale que transfrontalière;

Considérant qu'il ressort également du rapport sur les incidences environnementales que la production de porphyre en Belgique est de l'ordre de 5 Mt par an dont quelque 30 % (un peu plus d'1,4 Mt) sont produits sur le site de Lessines des Carrières Unies de Porphyre; qu'en termes d'emploi, il relève que le site de Lessines des Carrières Unies de Porphyre a généré 95 emplois directs en 2014, l'emploi indirect pouvant être évalué à 285 unités, selon un coefficient multiplicateur de 3; que la main d'œuvre est essentiellement locale, la grande majorité du personnel du site d'exploitation habitant à proximité de Lessines;

Considérant que l'auteur du rapport sur les incidences environnementales en conclut que le projet de plan est justifié en termes de besoins économiques;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales estime également que le projet de plan apporte une réponse adéquate aux objectifs de mobilité retenus par le Gouvernement, jugeant que la localisation prévue pour l'implantation de la plate-forme tri-modale permettrait :

- le recours à des itinéraires évitant le charroi des camions des Carrières Unies de Porphyre sur la N42 au centre de Lessines et les nuisances induites; les circulations empruntant actuellement la N42 et la N57 à l'ouest de Lessines, soit environ 90 % du trafic actuel des Carrières Unies de Porphyre, pouvant être supprimées, de même que celles empruntant la chaussée Victor Lampe à travers le centre d'Ollignies;

- l'acheminement de 10 % des produits (200.000 t/an) par le réseau fluvial, le trafic par barges étant techniquement faisable et pouvant s'orienter exclusivement vers le sud de manière à éviter de créer des perturbations dans le centre de Lessines; le chargement des barges étant en outre possible sans interrompre le tracé du RAVeL;

- l'expédition de 20 % de la production (400.000 t/an) par train, l'utilisation de la ligne 87 pour le transport par train étant également techniquement faisable, dans la mesure où il apparaît, notamment, que le linéaire disponible dans la zone de chargement est suffisant sans que la fermeture du passage à niveau de la Mouplière soit nécessaire, et que le trafic automobile sur la chaussée Gabrielle Richet, ne sera pas entravé, le trafic ferroviaire étant limité à quelque trois mouvements par jour;

Considérant, en outre, qu'il ne remet pas en cause la perspective d'une coupure d'un tronçon de la rue de la Loge pour permettre l'exploitation du gisement sous-jacent et ne propose pas d'alternative au tracé de la voirie de déviation retenu par le projet de plan pour rétablir les cheminements concernés, même s'il est amené à conclure que le nouvel itinéraire allongera de 2,2 km le parcours, vers le centre-ville de Lessines, des habitants d'une cinquantaine de maisons de la rue de Gages, et de 0,95 km, celui des habitants de la rue de la Loge et de Bois-de-Lessines;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales conforte également le projet de plan des points de vue énergétique et climatique, estimant que la réorganisation du transport des produits après mise en œuvre de la plate-forme tri-modale permettra une réduction de 12 % de la consommation énergétique annuelle et de 13 % des émissions de CO₂ par tonne de produit transporté, soit une augmentation de la consommation énergétique limitée à 23 % et une production de CO₂ limitée à 22 % pour une production de 40 % supérieure à ce qu'elle est actuellement; qu'à l'intérieur du site, le renouvellement des installations de traitement et leur délocalisation s'accompagneront d'une réduction de 10 % de la consommation de gazole et de 9 à 15 % de la consommation d'électricité;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales n'estime pas que l'inscription de zones destinées à l'activité économique et d'une voirie de déviation engendrera des impacts environnementaux tels sur la qualité de vie, les activités humaines, le sol et le sous-sol, les eaux ou la biodiversité qui le conduisent à remettre en cause le projet de plan; qu'il ne retient aucune alternative jugée préférable sur ces plans en termes de localisation, de délimitation ou d'affectation; que les mesures d'atténuation des nuisances qu'il propose visent des équipements techniques et aménagements particuliers relevant de l'examen des demandes de permis subséquentes à l'adoption définitive de la révision du plan de secteur et des évaluations environnementales dont elles feront l'objet;

Considérant que le choix de la zone à affecter en zone non destinée à l'urbanisation, opéré par le projet de plan, au titre de compensation planologique à l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle sur des biens immobiliers inscrits au plan de secteur en vigueur en zones agricole et d'espaces verts sur une superficie de 5,6 ha, n'est pas remis en cause par le rapport sur les incidences environnementales, ni en termes de localisation ni d'affectation; que, comme l'ont également suggéré les pôles « Aménagement du territoire » et « Environnement », il propose uniquement d'adapter le périmètre de la zone en l'étendant soit à l'est, soit au nord de la carrière Tacquenier, de manière à maintenir la réserve d'explosifs existante dans la zone d'activité économique industrielle et de respecter strictement la balance de la superficie à compenser; qu'il recommande, par ailleurs, une réalisation de fait de cette compensation planologique mais qu'elle n'intervienne pas avant cinq ans à dater de l'adoption définitive de la révision du plan de secteur afin de permettre l'évacuation complète d'un stock de porphyre et des infrastructures ferroviaires présentes sur le site, leur démantèlement supposant, en effet, que la plate-forme multimodale soit rendue opérationnelle;

Considérant que cette adaptation du périmètre ne porte pas atteinte aux options fondamentales retenues par le projet de plan pour la compensation planologique; que, par ailleurs, le seul objectif du phasage proposé par l'auteur du rapport sur les incidences environnementales pour cette compensation est de différer la réalisation effective de la nouvelle zone d'espaces verts inscrite au plan de secteur, sans que la mise en œuvre du projet de plan puisse en être affectée;

Considérant, en effet, que la compensation planologique est réalisée pleinement, en droit, par l'inscription d'une zone non destinée à l'urbanisation en lieu et place de l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation; que le plan de secteur révisé est donc valide dès lors que la compensation planologique est inscrite lors de son adoption définitive, sans qu'il soit nécessaire qu'elle soit effective à cette date;

Considérant qu'en termes d'aménagement du territoire, l'équilibre entre zones destinées et non destinées à l'urbanisation souhaité par l'article D.II.45, § 3, du CoDT suppose une mise en œuvre effective de la zone qui sert de compensation; que cette mise en œuvre peut cependant être différée dans le temps par le biais de l'inscription d'une prescription supplémentaire portant sur le phasage de son occupation, au sens de l'article D.II.21, § 3, 2^o, du CoDT; que la proposition de l'auteur du rapport sur les incidences environnementales de reporter la mise en œuvre de certaines parties de la zone non destinée à l'urbanisation n'engendre donc aucune conséquence pour l'occupation de la nouvelle zone destinée à l'urbanisation et ne remet dès lors pas en cause les objectifs du projet de plan;

Considérant qu'à la suite de la suggestion du pôle « Environnement » du 27 novembre 2017 et du pôle « Aménagement du territoire » du 1^{er} décembre 2017, le rapport sur les incidences environnementales envisage l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction, au sens de l'article D.II.33 du CoDT, en lieu et place d'une zone d'extraction telle que définie par l'article 32 du CWATUP; que l'auteur du rapport sur les incidences environnementales ne met pas en avant d'impacts significativement différents par rapport à l'inscription d'une zone d'extraction et estime, en outre, que l'affectation en zone de dépendances d'extraction aura un impact sur les zones d'habitat voisines plus réduit que l'affectation en zone d'activité économique industrielle au plan de secteur en vigueur;

Considérant que le projet de plan n'a pas non plus été remis en question par les pôles « Aménagement du territoire » et « Environnement » et par la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité de la ville de Lessines lors de la phase d'information sur la réalisation du rapport sur les incidences environnementales;

Considérant que, ni le rapport sur les incidences environnementales ni les pôles et la commission communale n'ayant remis en cause de manière substantielle le projet de plan adopté par le Gouvernement le 15 janvier 2015, il n'a pas été fait application des dispositions de l'article D.II.49, § 2 et § 3, du CoDT qui permettent de soumettre le projet de plan et le rapport sur les incidences environnementales à des consultations complémentaires et, à l'issue de celles-ci, d'adopter éventuellement un nouveau projet de plan;

Enquête publique - réponses aux réclamations

Considérant que le projet de révision du plan de secteur de Ath-Lessines-Enghien a été soumis à enquête publique du 30 mai au 13 juillet 2018 après que celle-ci ait été annoncée selon les formes prescrites par les articles D.VIII.7 et 9 du CoDT; qu'il a fait l'objet de l'avis du conseil communal de Lessines du 27 août 2018 ainsi que des avis des pôles « Environnement » du 31 octobre 2018 et « Aménagement du territoire » du 16 novembre 2018;

Considérant que l'enquête publique a donné lieu à sept réclamations, observations et questionnements de particuliers et d'associations qui portent sur :

- la gestion de la mobilité induite par le projet de plan et les adaptations à apporter au réseau routier;
- la compensation planologique, en particulier sa délimitation;
- les risques d'inondation générés par l'imperméabilisation des biens immobiliers concernés par le projet de plan;
- les nuisances et pollutions engendrées par l'activité;
- l'absence de compensations pour les riverains du projet de plan et de prise en compte de l'éventuelle dévalorisation de leurs habitations;
- la réaffectation d'une partie de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur (ancienne zone d'extraction) dont l'exploitation n'est actuellement plus envisagée;

- le réaménagement du site carrié après exploitation;

auxquels il est répondu de la manière suivante :

Gestion de la mobilité et adaptation du réseau routier

Considérant que, si les réclamants admettent que la réalisation d'une plate-forme multimodale est un aspect positif du projet de plan, ils considèrent néanmoins que la part du transport routier (70 %) reste trop importante, d'autant que la charge totale sur le réseau routier lessinois augmentera à la suite de l'accroissement de la production des Carrières Unies de Porphyre;

Considérant que, si le rapport sur les incidences environnementales indique que le passage à une production de 2Mt/an représentera annuellement environ 400 trains, 660 barges et 49.000 camions en termes absolus, eu égard à la nouvelle répartition des transports que permettra d'envisager la future plate-forme multimodale (70 % route, 20 % rail et 10 % eau), il précise que l'augmentation relative du nombre de camions (16 %) sera assez faible en comparaison de la hausse attendue du nombre de trains (148 %) et de bateaux (210 %);

Considérant qu'en dépit de cette augmentation, les nuisances qu'occasionne actuellement aux Lessinois le trafic routier lié à la carrière seront considérablement réduites grâce à la relocalisation des infrastructures d'expédition routière prévue par le projet « Lessines 2020 »;

Considérant que la reconfiguration des itinéraires envisagée suite à la réalisation de la jonction entre la N521 et la N56 (contournement ouest de Lessines) permettra, en effet, de rejoindre la nouvelle voirie de raccordement à l'A8 au niveau de l'échangeur 30 depuis le boulevard Branquart, limitant ainsi largement les circulations actuelles vers l'échangeur 29 de l'A8 (environ 90 % du trafic routier généré par la carrière) qui empruntent la N42 et la N57 à l'ouest de Lessines et, au-delà, la chaussée Victor Lampe dans sa traversée du centre d'Ollignies; que la distance parcourue par les camions sera donc de 1,5 km contre 11 km actuellement; que cette reconfiguration des circulations est attendue même en l'absence de finalisation de la réalisation du contournement ouest de Lessines;

Considérant que les avis des pôles « Environnement » et « Aménagement du territoire » mettent l'accent sur le fait que la relocalisation des installations de transport du porphyre permettra d'éviter au charroi routier de traverser le centre de Lessines et de réduire ainsi les nuisances qu'il génère;

Considérant que le recours aux alternatives au transport routier - le train et les barges en l'occurrence - n'est possible que lorsque des transports massifiés peuvent être organisés dans des conditions technico-économiques acceptables, liées à de nombreux facteurs : concentration de la clientèle, distance parcourue, présence de chantiers raccordés au rail ou à la voie d'eau, fonctionnement de la logistique ferroviaire et fluviale (écluses et entretien de la voie d'eau dans le cas présent), etc. ce qui implique que le transport routier reste fréquemment le mode le plus utilisé, eu égard à sa flexibilité dans l'espace et le temps; que la répartition modale du trafic généré par l'activité des Carrières Unies de Porphyre est soumise à ces contraintes;

Considérant par ailleurs que le report de la réalisation du canal Seine Nord, s'il n'empêchera pas les expéditions par barges vers le sud via le canal du Nord aujourd'hui en service mais d'un gabarit moindre, risque d'être à l'origine d'une limitation des tonnages annuels transportés par la voie d'eau, indépendant de la volonté des Carrières Unies de Porphyre;

Considérant qu'en ce qui concerne le futur accès à la plate-forme multimodale, certains s'interrogent sur l'utilité réelle d'un nouveau rond-point sur le boulevard Branquart dès lors qu'il en existe un sur la chaussée Gabrielle Richet; que d'autres suggèrent une alternative de sortie des camions de la zone multimodale par la chaussée Gabrielle Richet de manière à éviter la création d'un rond-point supplémentaire sur le boulevard Branquart et l'abattage d'une vingtaine d'arbres remarquables;

Considérant qu'il résulte du rapport sur les incidences environnementales que, pour les raisons suivantes, l'accès à la future zone d'activité économique destinée à accueillir les installations de la plate-forme multimodale doit se faire par le boulevard Branquart plutôt que par la chaussée Gabrielle Richet :

- le rond-point existant à la chaussée Gabrielle Richet n'est pas raccordé à la future plate-forme et ne permet donc pas l'accès à cette dernière;

- la sortie des camions de la plate-forme multimodale au niveau du boulevard périphérique de la ville (boulevard Branquart) permet de minimiser le passage des camions sur des voiries communales de plus petit gabarit et non adaptées à un tel trafic, telles que la chaussée Gabrielle Richet;

- la sécurité des riverains en cas de sortie du charroi par la chaussée Gabrielle Richet serait davantage engagée que par la sortie proposée au niveau du boulevard Branquart, qui ne comporte pas d'habitations à cet endroit;

Considérant que la création d'un rond-point pour la future plate-forme sur le boulevard Branquart a été privilégiée pour permettre un raccordement le plus sécurisé possible dès lors que la route monte à cet endroit et empêche une bonne visibilité pour l'insertion des camions en toute sécurité; que la réalisation de cette infrastructure a fait l'objet d'un accord de principe de la part du Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures, dès le 12 février 2010; que l'abattage des arbres remarquables pourra être compensé par un aménagement paysager approprié de ce rond-point; qu'il reste que la configuration précise de cette infrastructure ne relève pas de l'échelle du plan de secteur et que, pour assurer la connexion la plus adéquate des futures installations à la RN57, des alternatives à la création d'un rond-point pourront être examinées dans le cadre de la procédure de délivrance du permis unique nécessaire à la réalisation de la plate-forme; qu'au stade de la révision du plan de secteur, seule l'existence d'une solution de mobilité doit être établie, et non la forme précise qu'elle prendra; que cette démonstration est apportée par le rapport sur les incidences environnementales

Considérant que certains objectent que l'accès à la RN57 par le rond-point dit « Intermarché » n'est pas aménagé pour supporter le trafic prévisible; que d'autres s'interrogent sur les mesures qui seront prises pour éviter que les camions sortant de la carrière n'empruntent la chaussée Victor Lampe;

Considérant qu'à la suite de la réalisation de la nouvelle voirie d'accès à l'A8 par l'ouest de Lessines, le rond-point dit « Intermarché » deviendra le point de passage principal pour le trafic des camions des Carrières Unies de Porphyre mais également pour tous les autres camions se rendant dans le zoning ou à l'entreprise Baxter; qu'au cas où elle se révélerait nécessaire, l'adaptation de ce rond-point à ce type et ce volume de trafic pourra être envisagée par les autorités wallonnes;

Considérant que la chaussée Victor Lampe est actuellement largement utilisée par le trafic empruntant l'A8; que la nouvelle voirie d'accès à l'A8 par l'ouest de Lessines attirera en toute hypothèse l'essentiel du charroi routier des Carrières Unies de Porphyre, ce qui ne pourra avoir que des conséquences favorables pour les riverains de la chaussée Victor Lampe; que l'obligation pour les camions d'emprunter certains itinéraires relève de mesures de police et non de dispositions du plan de secteur;

Considérant que certains réclamants insistent sur la nécessité d'assurer la protection des cyclistes dans le rond-point envisagé par le projet pour la sortie des camions et d'en garantir la qualité paysagère; que, comme indiqué ci-avant, le dispositif le plus adéquat destiné à assurer la connexion entre la future plate-forme et la RN57 sera étudié dans le cadre de la demande de permis unique et que les considérations de sécurité et de qualité paysagère seront examinées à cette occasion;

Considérant que, dans son avis du 27 août 2018, le conseil communal de Lessines estime que toute adaptation ou modification de la configuration actuelle en matière de mobilité devra, au préalable, faire l'objet d'une étude en mobilité sur la base d'une actualisation des données, particulièrement vu l'augmentation du charroi routier des Carrières Unies de Porphyre malgré la réalisation de la plate-forme;

Considérant qu'une telle demande relève des procédures liées à la délivrance des permis subséquents à la présente révision du plan de secteur;

Considérant que certains réclamants s'opposent à la suppression partielle prévue de la rue de la Loge, voire à la révision du plan de secteur qui l'envisage, et à son remplacement par une voirie de déviation, vu ses impacts sur la mobilité de la population locale, en particulier les piétons et les cyclistes, qui devront parcourir de plus longues distances, notamment pour effectuer la liaison entre Deux-Acres et Bois-de-Lessines; que certains contestent la qualité du rapport sur les incidences environnementales sur ce point, qui minimiserait ou omettrait certaines conséquences de cette suppression; qu'ils estiment, à l'instar du pôle « Environnement », que des pistes cyclables de qualité et sécurisées devront en tout état de cause être prévues;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales estime que la suppression du tronçon de la rue de la Loge situé entre le chemin de Mons à Gand et la rue de Gages est nécessaire à une exploitation complète et rationnelle du gisement situé au sein de la zone de dépendances d'extraction qui justifie la présente révision du plan de secteur;

Considérant que le tracé choisi pour rétablir le cheminement supprimé est celui fixé par la convention du 19 décembre 2007, conclue entre la ville de Lessines et la société anonyme Carrières Unies de Porphyre; qu'il s'aligne sur le chemin de la Mouplière et la limite sud-est de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur pour rejoindre la rue de Bronchenne;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales conclut qu'il est le plus court qu'il soit possible d'envisager entre la rue de la Loge et la chaussée Gabrielle Richet et dès lors celui qui réduira au maximum les distances et les temps de parcours supplémentaires pour les déplacements qui empruntent actuellement le tronçon de voirie dont la suppression est envisagée; que, conformément à la suggestion émise par le pôle « Environnement » le 27 novembre 2017, l'auteur du rapport sur les incidences environnementales a envisagé la possibilité d'élargir le chemin de la Mouplière, mais l'a rejetée, vu la longueur de la voirie à réaménager totalement et les nuisances liées au trafic pour les riverains de la voirie et les habitants du quartier résidentiel de la Basse-Cour; que le rapport sur les incidences environnementales a pris en considération l'ensemble des déplacements potentiellement impactés et n'a pas identifié d'alternative préférable au tracé repris au projet de plan;

Considérant que la qualité du rapport sur les incidences environnementales n'a pas été remise en cause par les pôles « Environnement » et « Aménagement du territoire », sur ce point et que rien ne permet dès lors de penser que les conséquences de la suppression du tronçon précité ont été minimisées;

Considérant, en conséquence, que le problème de mobilité identifié est correctement résolu par le projet de voirie de déviation décrit ci-dessus;

Considérant que la convention du 19 décembre 2007 à laquelle la ville de Lessines et la société anonyme Carrières Unies de Porphyre sont parties prenantes prévoit que la réalisation de la voirie de contournement constitue un préalable à la désaffectation du tronçon de la rue de la Loge compris entre le chemin de Mons à Gand et la rue de Gages;

Considérant qu'elle engage également les Carrières Unies de Porphyre à prendre financièrement en charge la réalisation de la voie de contournement, qui devra être établie sur des biens immobiliers lui appartenant et situés dans le périmètre de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur; qu'elle précise également que cette nouvelle route à deux voies de circulation sera d'une structure équivalente à la rue de la Loge et qu'une fois réalisée, cette route - et l'emprise foncière correspondante - sera cédée à la ville pour l'euro symbolique et inscrite dans la voirie communale;

Considérant que, comme en attestent les documents visés par le présent arrêté, la société anonyme Carrières Unies de Porphyre est d'ores et déjà propriétaire de la quasi-totalité des biens immobiliers correspondant à l'emprise de la voirie de déviation et est détentrice d'un engagement écrit du propriétaire à lui céder la parcelle cadastrée section C n° 28M constituant le solde de l'emprise; qu'une demande de permis d'urbanisme a été introduite par la société pour la réalisation de la voirie de déviation, pour laquelle un accusé de réception a été délivré le 23 septembre 2019; que la demande de création de cette voirie, en application du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale, a été acceptée par arrêté ministériel du 1^{er} décembre 2020, intervenant sur recours contre la délibération du conseil communal du 27 août 2020;

Considérant, en conséquence, que les assurances sont apportées que cette voirie sera bien réalisée, dans le cas où l'exploitation impliquerait la suppression d'un tronçon de la rue de la Loge;

Considérant que la convention du 19 décembre 2007 précitée fournit par ailleurs une réponse aux réclamants qui estiment que les coûts de construction et d'entretien de la voirie de déviation de la rue de la Loge doivent être supportés par les Carrières Unies de Porphyre de manière à ne pas représenter un surcoût pour les finances communales; que cette question est indépendante de la présente révision du plan de secteur;

Considérant, de plus, que la voirie de déviation entre la rue de la Loge et la chaussée Gabrielle Richet, dont la création a été acceptée par l'arrêté ministériel du 1^{er} décembre 2020, prévoit bien une piste cyclable, à double sens;

Considérant que certains demandant des informations sur la fréquence des entrées en gare des trains via l'ancienne ligne Dupuis et souhaitent que le chargement des trains et les entrées en gare soient limités entre 8 et 20 h;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales évalue à 309 le nombre de trains nécessaires à l'évacuation de la production des Carrières Unies de Porphyre lorsque qu'elle atteindra deux millions de tonnes, ce qui correspond à quelque 1,4 trains par jour d'activité, soit environ trois mouvements par jour d'activité; que les plages horaires admises pour la circulation des trains seront fixées par le permis unique nécessaire à la réalisation du projet « Lessines 2020 »;

Compensation planologique

Considérant que certains réclamants estiment que la réserve d'explosifs ne peut être maintenue dans le périmètre de la zone d'espaces verts inscrite au projet de plan au titre de compensation planologique et marquent leur préférence pour l'alternative proposée par le rapport sur les incidences environnementales, sans préciser cependant de quelle alternative il s'agit, le rapport en présentant deux; que certains considèrent que cette zone d'espaces verts doit être, à tout le moins en partie, accessible aux habitants de la commune, dans un but pédagogique et récréatif;

Considérant que le projet de plan adopté le 15 janvier 2015 proposait de compenser planologiquement l'inscription des 5,6 ha de nouvelle zone d'activité économique industrielle en lieu et place de zones agricole et d'espaces verts par la modification, en zone d'espaces verts, de biens immobiliers d'une superficie de quelque 5,6 ha appartenant à la société Carrières Unies de Porphyre au nord et à l'ouest de l'ancienne carrière Tacquenier inscrits en zone d'activité économique industrielle au plan de secteur en vigueur;

Considérant que, dans sa version provisoire déposée le 19 décembre 2016, le rapport sur les incidences environnementales a confirmé que les biens immobiliers étaient encore partiellement occupés par un stock de porphyre jusque-là jugé non valorisable, une voie de chemin de fer privée et les installations actuelles de chargement des trains des Carrières Unies de Porphyre; que le transfert des installations industrielles et logistiques au sud, dans le cadre de la réalisation du projet « Lessines 2020 », ne justifiera plus le maintien de ces équipements; qu'un marché existe pour la valorisation du stock de stériles de porphyre, permettant d'évacuer progressivement ce dépôt et que les voies de chemin de fer privées seront quant à elles démantelées;

Considérant qu'en raison de la localisation du site, de son enclavement et de son absence d'accès par une voie publique, le rapport sur les incidences environnementales n'envisage pas qu'une nouvelle destination industrielle puisse être donnée aux biens immobiliers et conclut que le maintien de l'affectation actuelle ne se justifie donc plus;

Considérant que les biens immobiliers concernés jouxtent un site bordant l'ancienne carrière Tacquenier, inscrit en zone naturelle au plan de secteur en vigueur et comportant en surimpression un périmètre d'intérêt paysager; que le rapport sur les incidences environnementales conclut qu'une réaffectation en zone d'espaces verts des biens immobiliers servant à la compensation permettra leur recolonisation par la végétation naturelle à l'issue du démantèlement des installations ferrées et de l'évacuation du stock de porphyre et la création d'une transition entre la zone naturelle et la zone d'espaces verts située au nord-est;

Considérant que l'auteur du rapport sur les incidences environnementales n'a pas identifié d'alternative de localisation générale plus pertinente à la compensation proposée par le projet de plan parmi les zones destinées à l'urbanisation situées sur le territoire de Lessines et ses alentours; qu'il a cependant relevé la présence d'une réserve d'explosifs sur le site et recommandé d'adapter le périmètre de la compensation proposée par le projet de plan de manière à la maintenir dans la zone d'activité économique industrielle subsistante; que l'alternative de délimitation proposée dans cette première version du rapport sur les incidences environnementales étirait le périmètre vers l'est, dans le prolongement de la zone naturelle bordant la fosse Tacquenier, englobant un espace de parking et une route, et s'inscrivait sur des biens immobiliers affectés en zone d'activité économique industrielle au plan de secteur en vigueur sur une superficie de 6,42 ha;

Considérant que le pôle « Environnement » a considéré dans ses observations et suggestions sur le rapport sur les incidences environnementales datées du 27 novembre 2017 que cette alternative excluant la réserve d'explosifs était plus adéquate que celle du projet de plan;

Considérant que la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité de la ville de Lessines, en date du 29 novembre 2017, a, pour sa part, formulé l'observation que la localisation du dépôt d'explosifs des Carrières Unies de Porphyre pourrait, à terme, limiter le développement de la zone d'aménagement communal concerté voisine; qu'en conclusion, la commission souhaite que la localisation du dépôt d'explosif soit modifiée lorsque le permis qui l'autorise arrivera à échéance;

Considérant que le pôle « Aménagement du territoire » a estimé dans ses observations et suggestions datées du 1^{er} décembre 2017 que, contrairement au pôle « Environnement », la configuration alternative proposée par l'auteur du rapport sur les incidences environnementales devait être davantage motivée, voire modifiée, vu sa forme jugée particulière et la « surcompensation » engendrée;

Considérant que, dans son rapport final daté de janvier 2018 et déposé le 14 février 2018, l'auteur du rapport sur les incidences environnementales observe que le dépôt d'explosifs ne renferme plus le matériel nécessaire aux tirs de mines de l'exploitation depuis le 1^{er} janvier 2018 et ne contient plus que des résidus de tirs et un stock d'appoint de petite importance; que, néanmoins, tenant compte de l'observation du pôle « Aménagement du territoire », il propose une seconde variante de délimitation pour la compensation planologique répondant aux critères suivants :

- maintenir la réserve d'explosifs dans la zone d'activité économique industrielle, en dehors de la zone servant de compensation;
- proposer une forme adaptée;
- inscrire la zone de compensation sur des biens immobiliers appartenant exclusivement aux Carrières Unies de Porphyre;
- lier la zone d'espaces verts située au nord de la zone de compensation proposée et la zone naturelle située au sud de celle-ci, en bordure de la fosse Tacquenier, par l'inscription d'une nouvelle zone d'espaces verts au plan de secteur;
- éviter d'excéder la superficie à compenser;

Considérant que cette seconde proposition alternative prévoit l'inscription en zone d'espaces verts de biens immobiliers d'une superficie de 5,6 ha s'étendant sur la zone d'activité économique industrielle au nord de l'ancienne fosse Tacquenier (4,3 ha) ainsi que sur la zone d'aménagement communal concerté (1,1 ha) et la zone d'activité économique mixte (0,2 ha) la jouxtant;

Considérant que le conseil communal de Lessines, lors de sa séance du 27 août 2018, a estimé qu'une zone de compensation intégrant partiellement la zone d'aménagement communal concerté hypothéquerait l'urbanisation et le réaménagement d'une zone destinée à l'urbanisation, située le long d'une voirie équipée et à proximité de la gare;

Considérant qu'il suggère que la zone de compensation proposée par l'auteur du rapport sur les incidences environnementales soit étendue vers l'ouest, sur la zone d'activité économique industrielle, pour ne pas perdre un potentiel de zone destinée à l'urbanisation permettant de densifier les noyaux d'habitat à proximité du centre-ville et pour protéger davantage la zone naturelle inscrite au plan de secteur en vigueur en augmentant son contact avec la zone d'espaces verts;

Considérant que le schéma de développement du territoire adopté le 27 mai 1999 vise à structurer les quartiers des villes et villages entourant le noyau central en complémentarité avec celui-ci et à densifier l'urbanisation autour de lieux centraux tels que les gares; que réaffecter en zone non destinée à l'urbanisation la zone d'aménagement communal concerté située en bordure du chemin du Foubersart serait contraire à ces objectifs; que la seconde alternative proposée à la compensation planologique du projet de plan par l'auteur du rapport sur les incidences environnementales doit donc être écartée;

Considérant que le conseil communal ne précise pas la délimitation des biens immobiliers à inclure dans la future zone d'espaces verts; que ces biens immobiliers comportent les parcelles cadastrées 584^e, 581m, 506^{e2}, 506b², 498h², 424z, 517n, inscrites en zone d'activité économique industrielle au plan de secteur en vigueur à l'est de l'ancienne carrière Tacquenier, que la société Carrières Unies de Porphyre s'est engagée à céder à la ville pour l'euro symbolique dans le cadre de la convention du 19 décembre 2007 précitée, après démantèlement complet des installations et remblaiement des fosses;

Considérant que ces biens immobiliers s'inscrivent également dans le prolongement du noyau d'habitat aggloméré de la ville et sont proches du centre-ville et de la gare; que l'identification des biens à consacrer à l'urbanisation et ceux qui doivent en être préservés, afin de constituer une transition entre la zone naturelle et l'urbanisation relève de l'échelle locale et qu'il convient dès lors de laisser aux autorités communales, à qui ils sont destinés, le soin de mener, dans le cadre de leurs documents d'aménagement, une réflexion permettant cette distinction; que cette alternative n'a, en outre, pas été retenue par le rapport sur les incidences environnementales;

Considérant que les limites de la première alternative ou variante de délimitation à la compensation planologique du projet de plan, retenue par le rapport sur les incidences environnementales, dans sa version du 19 décembre 2016, ne correspondent ni à des limites parcellaires ni à des éléments physiques tangibles et ne peuvent être représentées au plan de secteur de manière incontestable; que ce périmètre couvre des installations dont le rapport sur les incidences environnementales ne précise pas si elles seront évacuées et permettront de mettre en œuvre la zone d'espaces verts de manière effective;

Considérant dès lors que, ni les alternatives retenues par le rapport sur les incidences environnementales ni la proposition du conseil communal ne peuvent être jugées plus pertinentes que celle présentée par le projet de plan et doivent dès lors être écartées;

Considérant que la réserve d'explosifs comprise dans le périmètre de la compensation planologique du projet de plan est autorisée par un permis du 6 août 2015, pour une durée de 20 ans; qu'il conviendra de se prononcer sur son démantèlement, à terme, comme le suggère la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité de la ville de Lessines; qu'elle ne contient cependant actuellement que des résidus de tirs et un stock de faible importance;

Considérant par ailleurs que les biens immobiliers sur lesquels elle est située ne seront pas davantage accessibles au public qu'ils ne le sont actuellement; qu'en effet, la société Carrières Unies de Porphyre n'envisage ni de céder à la ville les biens immobiliers constituant la compensation planologique proposée par le projet de plan ni de les rendre accessibles au public, dans un but pédagogique et récréatif, la cession de biens à la ville ne portant, comme mentionné ci-avant, que sur les parcelles visées par la convention du 19 décembre 2007;

Considérant, dès lors, que l'inclusion de ce dépôt au sein de la zone d'espaces verts ne constitue pas une entrave à son maintien ni à la possibilité de mettre en œuvre la zone d'espaces verts, vu la faible superficie du bâtiment, dont la pérennité n'est d'ailleurs pas acquise au-delà de la validité du permis;

Considérant que, pour toutes les raisons qui précèdent, il y a lieu de confirmer l'inscription en zone d'espaces verts, au titre de compensation planologique, des biens immobiliers repris comme tels au projet de plan;

Inondations

Considérant que certains réclamants craignent que l'augmentation des surfaces imperméabilisées induite par la révision du plan de secteur et par une modification du tracé du ruisseau de Ligne liée à la création d'une route d'accès à la plate-forme via le nouveau rond-point, ne conduisent à un risque accru d'inondations, en amont;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales indique que la réalisation du projet des Carrières Unies de Porphyre implique bien la déviation du ruisseau de Ligne le long du boulevard Branquart et son élargissement; qu'il recommande de dimensionner la canalisation à réaliser pour accueillir le nouveau tracé du ruisseau (et le perdu à réaliser sous la nouvelle voirie d'accès au site) de manière à gérer les crues centennales, afin d'éviter tout risque d'inondation;

Considérant que les caractéristiques techniques de ces aménagements seront détaillées au niveau de la demande de permis, en accord avec les services compétents de la province du Hainaut, le ruisseau de Ligne étant classé en catégorie 2;

Nuisances et pollutions

Considérant que certains réclamants s'intéressent au problème général des nuisances que générera l'exploitation et s'interrogent sur les conséquences sur la santé, des poussières, bruits et substances utilisées pour le traitement des nouvelles productions; qu'ils souhaitent l'application des normes les plus sévères en ces matières et émettent des suggestions pour réduire les poussières et le bruit, notamment;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales estime que le déplacement des installations de traitement de la roche et de transport des matériaux traités, de leur site d'implantation actuel, relativement proche du centre de Lessines, vers la fosse Lenoir et la nouvelle plate-forme multimodale, plus périphériques et situées dans un environnement moins urbanisé, est de nature à réduire globalement les incidences en termes de bruit et d'émissions de poussières et ce, d'autant que les installations de concassage primaire seront localisées quinze mètres plus bas que le concasseur existant; que la conception de ces nouvelles installations pourra mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles, permettant dès lors de réduire au minimum les émissions de bruit et de poussières et de répondre aux dernières normes environnementales en vigueur; que la production des granulats est uniquement réalisée par des procédés mécaniques sans utilisation de « substances chimiques » et n'entraînera dès lors pas de problèmes sanitaires pour les riverains;

Considérant que, dans leurs avis des 31 octobre et 16 novembre 2018, les pôles « Environnement » et « Aménagement du territoire » adhèrent à la conclusion du rapport sur les incidences environnementales relative à la réduction des incidences par une relocalisation et une modernisation des installations;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales identifie les mesures à prendre afin de réduire au maximum les incidences du projet en termes de bruit et poussières notamment; que ces mesures sont communément admises et éprouvées; qu'elles pourront être examinées par l'étude d'incidences sur l'environnement qui accompagnera la demande de permis unique de classe 1, nécessaire à la réalisation du projet, et être imposées par ledit permis; qu'en tout état de cause, les nuisances éventuelles liées à l'exploitation de la zone de dépendances d'extraction située au lieu-dit « Le Cahô » ont fait l'objet d'un examen dans le cadre de la procédure du permis d'extraction délivré aux Carrières Unie de Porphyre le 7 mai 2002 et ne relèvent pas de la présente révision du plan de secteur;

Considérant que certains réclamants mettent l'accent sur la nécessité d'instaurer un comité de pilotage pour régler les problèmes que pourrait générer le projet « Lessines 2020 »; que les Carrières Unies de Porphyre sont déjà soumises à l'obligation de réunir un comité de suivi dans le cadre des activités couvertes par le permis d'extraction de 2002; que la mise en œuvre du projet « Lessines 2020 » sera présentée lors de ce comité et que les riverains seront informés de l'évolution des démarches y relatives; que, si cela se révèle pertinent, la délivrance du permis unique nécessaire à la réalisation du projet des Carrières Unies de Porphyre pourra imposer la mise en place d'un comité d'accompagnement spécifique, conformément à l'article D29-25 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement;

Considérant que, de manière plus spécifique, les habitants de la chaussée Gabrielle Richet craignent les bruits, poussières et vibrations qu'engendrerait l'activité en dépit des merlons et bardages prévus, vu la situation de leurs habitations entre les installations de concassage primaire et secondaire, à laquelle s'ajoute le charroi et les stocks;

Considérant que les maisons situées à la chaussée Gabrielle Richet, au niveau de la rue du Cahô et du chemin de Bronchenne, les plus susceptibles d'être impactées par l'activité déployée sur la future plate-forme multimodale et, au sein de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur, par la présence des stocks en attente de chargement sur le rail, seront protégées des installations de part et d'autre par l'édification de merlons et par des aménagements paysagers appropriés pour lesquels le rapport sur les incidences environnementales émet des recommandations; que le rapport sur les incidences environnementales recommande par ailleurs plusieurs mesures spécifiques à ces riverains, de nature à réduire les nuisances acoustiques qu'ils pourraient subir; que les mesures à prendre dans ce cadre relèvent néanmoins du permis unique nécessaire à la réalisation de la plate-forme multimodale et seront fixées à cette occasion;

Compensations pour les riverains

Considérant que les habitants de la chaussée Gabrielle Richet regrettent qu'aucune compensation ne soit prévue pour les riverains;

Considérant que la révision d'un plan de secteur n'implique pas en elle-même d'incidences sur les riverains, qui n'apparaissent que lorsque le plan est mis en œuvre; que le CoDT ne comporte pas de disposition prévoyant la compensation des désagréments que peut faire subir aux riverains la mise en œuvre d'un projet d'aménagement que sous-tend la révision du plan de secteur; que l'établissement du rapport sur les incidences environnementales que comporte la procédure de révision du plan de secteur permet d'évaluer la nature et l'importance des impacts que peut raisonnablement générer la mise en œuvre du projet de plan et d'identifier les mesures d'atténuation de ces impacts; que ces mesures, lorsqu'elles s'avèrent nécessaires, ne peuvent se traduire que par une adaptation du plan de secteur dans la limite des mentions que celui-ci peut comporter en vertu du CoDT: délimitation du zonage, inscription d'un périmètre de protection, adoption de prescriptions supplémentaires; que le rapport sur les incidences environnementales n'a pas identifié la nécessité de telles mesures aux abords de la chaussée Gabrielle Richet: que, pour le surplus, les autres mesures d'atténuation nécessaires pourront être imposées à l'occasion de la procédure subséquente de délivrance des permis;

Dévaluation des immeubles

Considérant que les habitants de la chaussée Gabrielle Richet regrettent qu'aucune mesure ne soit envisagée pour couvrir le risque de dévaluation de leurs habitations;

Considérant qu'en ce qui concerne les risques de dévaluation foncière et immobilière, le CoDT ne comporte pas d'autres dispositions que celles qui portent sur l'indemnisation des moins-values d'urbanisme liées à certains changements d'affectation qu'il définit, et dont il précise les modalités en son Livre VI;

Considérant qu'en l'occurrence, les habitations de la chaussée Gabrielle Richet se situent en zone destinée à l'exploitation des carrières depuis l'établissement du plan de secteur de Ath- Lessines-Enghien en 1986 (zone d'extension d'extraction devenue zone d'extraction en vertu du décret du 27 novembre 1997 puis zone de dépendances d'extraction en vertu du décret du 20 juillet 2016) et ne subissent dès lors pas de moins-value d'urbanisme au sens du CoDT; qu'elles se situent, en outre, à l'intérieur du périmètre d'exploitation des Carrières Unies de Porphyre défini par le permis octroyé le 7 mai 2002; que, par ailleurs, les biens immobiliers concernés par la présente révision de plan de secteur les plus proches des habitations de la chaussée Gabrielle Richet, sont inscrits en zone destinée aux activités à caractère industriel depuis l'établissement du plan de secteur;

Réaffectation partielle de la carrière actuelle

Considérant que certains réclamants souhaitent le réaménagement, en vue de sa restitution à la nature, de la partie de la carrière actuelle dont l'exploitation n'est plus envisagée en raison de la proximité du projet Snow Games;

Considérant que la convention tripartite, citée précédemment, envisage la modification du plan de phasage d'exploitation du porphyre dans la carrière Lenoir frères dans sa partie qui jouxte le site retenu pour la réalisation du projet « Snow Games », de manière à maintenir une zone tampon entre les deux activités; que le maintien de cette zone tampon n'implique pas d'intervention active des Carrières Unies de Porphyre en faveur de sa restitution à la nature; que, sur la base de cette convention, le projet de plan ne prévoyait d'ailleurs pas de désaffectation de cette partie de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur et sa modification en zone d'espaces verts ou naturelle;

Réaménagement après exploitation

Considérant qu'en ce qui concerne le réaménagement de la « nouvelle » carrière à l'issue de son exploitation, certains demandent que soient prévus un cautionnement et un comité d'accompagnement;

Considérant que le permis unique nécessaire à la mise en œuvre du projet d'exploitation sera soumis aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 portant conditions sectorielles relatives aux carrières et à leurs dépendances, en particulier les articles 26 et suivants concernant la sûreté ou cautionnement et que, comme mentionné précédemment, l'article D29-25 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement permettant l'instauration d'un comité d'accompagnement pourra également lui être appliqué;

Compatibilité avec le schéma de développement du territoire

Considérant qu'en ce qui concerne l'exploitation de carrières, l'option majeure retenue par le schéma de développement du territoire vise à protéger et gérer durablement les ressources du sous-sol, notamment en réalisant une exploitation parcimonieuse et une valorisation adéquate des gisements, tout en limitant les nuisances des exploitations liées à l'extraction et en favorisant le recours aux alternatives au transport routier;

Considérant ainsi que l'exploitation du gisement situé sous la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan de secteur en vigueur, localisée entre les deux zones d'extraction, répond au souci d'assurer une utilisation parcimonieuse des ressources du sous-sol, défendue par le schéma de développement du territoire; que l'exploitation des biens immobiliers concernés n'a pas pour objectif premier d'accroître les réserves d'extraction existantes de la société, mais découle de la convention du 19 décembre 2007 précitée et compense la soustraction à long terme d'une partie du gisement de la carrière Lenoir Frères, pourtant couvert par un permis unique du 7 mai 2002; qu'elle est, en outre, la résultante de préoccupations environnementales qui visent à la fois à améliorer le cadre de vie d'une partie importante de la population par l'éloignement des installations de traitement et de chargement des matériaux des zones habitées et à éviter un gaspillage de ressources du sous-sol utiles à l'économie de la région; que ces raisons justifient de s'écarter de l'option du schéma de développement du territoire reprise dans sa troisième partie consacrée à sa mise en œuvre, sous « VII.4 Protéger et gérer durablement les ressources - B. Planifier la gestion des ressources du sol et du sous-sol », qui retient l'inscription au plan de secteur de zones d'extraction correspondant aux besoins de la collectivité à 30 ans;

Considérant que l'inscription au plan de secteur d'une zone d'activité économique industrielle destinée à accueillir une plate-forme tri-modale répond à l'option du schéma de développement du territoire qui vise à gérer la mobilité en vue de garantir l'équilibre entre satisfaction de la demande de transport et préservation du cadre de vie;

Respect de l'article D.I.1.

Considérant qu'aux termes de l'article D.I.1., du Code du Développement territorial,

« § 1^{er} le territoire de la Wallonie est un patrimoine commun de ses habitants. L'objectif du Code du Développement territorial [...] est d'assurer un développement durable et attractif du territoire.

Ce développement rencontre ou anticipe de façon équilibrée les besoins sociaux, économiques, démographiques, énergétiques, patrimoniaux, environnementaux et de mobilité de la collectivité, en tenant compte, sans discrimination des dynamiques et des spécificités territoriales, ainsi que de la cohésion sociale.

§ 2 La Région, les communes et les autres autorités publiques, chacune, dans le cadre de ses compétences et en coordination avec la Région, sont acteurs, gestionnaires et garantes de ce développement »

Considérant qu'à l'issue des conclusions du rapport sur les incidences environnementales, telles que synthétisées précédemment, il apparaît que la révision du plan de secteur contribue bien à la satisfaction des besoins sociaux, économiques, énergétiques et de mobilité de la collectivité sans porter une atteinte majeure au patrimoine et à l'environnement;

Considérant, en effet, que s'il a pour objectifs premiers d'assurer le développement des activités de la société et le maintien de l'emploi, le nouveau schéma d'exploitation du site carrier que sous-tend la révision du plan de secteur, s'inscrit manifestement dans l'optique du développement durable, en intégrant des préoccupations liées à une meilleure qualité de l'environnement, à une amélioration du cadre de vie des populations locales et à une mobilité et un transport plus durables; que ce plan permettra de pérenniser l'activité d'extraction à Lessines et ses retombées économiques et sociales locales et régionales, dans le respect des principes de développement durable;

Considérant que la réalisation d'une plate-forme multimodale et l'installation d'une nouvelle usine de traitement des matériaux, à l'extérieur du centre urbain de Lessines, rencontrent également les dispositions de l'article D.I.1, § 1^{er}, du CoDT et les options régionales, en ce qu'elles permettront de répondre aux besoins économiques de la collectivité tout en favorisant une réduction sensible du recours au transport routier des produits, une limitation des nuisances qu'il génère pour les riverains et les usagers de la route, une diminution relative des émissions de gaz à effet de serre et de la consommation d'énergie fossile non renouvelable, de même qu'une atténuation des impacts environnementaux pour les riverains (bruit, poussières,...);

Considérant que la révision du plan de secteur répond dès lors bien au prescrit de l'article D.I.1., du CoDT, comme l'envisageait le projet de plan, en ce qu'elle réalise un équilibre dans la satisfaction des besoins de la collectivité permettant d'assurer un développement durable et attractif du territoire;

Considérant que la révision du plan de secteur s'inscrit dans les dynamiques locales et l'exploitation des spécificités territoriales en ce qu'elle permet la valorisation d'une ressource locale et la pérennisation d'activités et de compétences locales développées de longue date;

Conséquences de l'entrée en vigueur du CoDT (dispositions hors procédure)

Inscription d'une zone de dépendances d'extraction au plan de secteur

Considérant qu'au projet de révision du plan de secteur de Ath-Lessines-Enghien adopté par arrêté du Gouvernement wallon du 15 janvier 2015, les biens immobiliers inscrits en zone d'activité économique industrielle au plan de secteur entre les carrières « Lenoir et Vandeveld » et « Lenoir Frères » étaient inscrits en zone d'extraction, au sens de l'article 32 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUP), alors en vigueur;

Considérant que le décret du 20 juillet 2016 formant le Code du Développement territorial, entré en vigueur le 1^{er} juin 2017, propose désormais deux affectations permettant l'activité d'extraction : la zone de dépendances d'extraction, classifiée comme zone destinée à l'urbanisation et prévue aux articles D.II.28 et 33, du CoDT et la zone d'extraction, non destinée à l'urbanisation, à l'article D.II.41, du CoDT; que les dispositions de ce dernier, contrairement à celles de l'article 32 du CWATUP jusque-là applicables, ne permettent dorénavant plus la présence de dépendances en dehors de celles indispensables à l'extraction, et seulement pour une période limitée;

Considérant que l'inscription au plan de secteur d'une zone de dépendances d'extraction au sens de l'article D.II.33, du CoDT permet de garantir les mêmes potentialités d'utilisation des biens immobiliers que l'inscription de la zone d'extraction prévue au projet de plan;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales a été complété suite aux observations et suggestions formulées par les pôles, de manière à répondre aux nouvelles dispositions du CoDT; que l'auteur du rapport sur les incidences environnementales a ainsi envisagé l'inscription au plan de secteur d'une zone de dépendances d'extraction, au sens de l'article D.II.33, du CoDT en lieu et place d'une zone d'extraction telle que définie par l'article 32, du CWATUP et inscrite au projet de plan;

Considérant que l'auteur du rapport sur les incidences environnementales a retenu une inscription des biens immobiliers concernés en zone de dépendances d'extraction au plan de secteur afin d'homogénéiser l'affectation de l'ensemble du site des Carrières Unies de Porphyre et de ne pas constituer une entrave au bon fonctionnement de l'exploitation ; que si certaines installations de traitement actuellement présentes à cet endroit seront relocalisées dans la fosse Lenoir Frères, pour certaines, et sur le site de la future plate-forme multimodale, pour d'autres, l'exploitation nécessite que le laboratoire et l'atelier existants soient maintenus de manière permanente sur ces biens immobiliers;

Considérant que l'enquête publique et l'avis du conseil communal de la ville de Lessines n'ont pas fait apparaître d'objection à cette proposition de l'auteur du rapport sur les incidences environnementales;

Considérant qu'il ressort des observations et suggestions qu'ils ont formulées en cours de procédure que les pôles « Aménagement du territoire » et « Environnement » ont retenu une affectation au plan de secteur en zone de dépendances d'extraction; que le pôle « Aménagement du territoire » estime que « l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction dans le périmètre Nord aura aussi pour effet de regrouper d'un seul tenant l'ensemble de l'activité »;

Considérant que l'article D.II.65, § 1^{er}, alinéa 2, fixe les mesures transitoires lorsque la révision de plan de secteur porte sur l'inscription d'une zone d'extraction visée à l'article 32 du CWATUP; que le Gouvernement peut arrêter définitivement la révision en inscrivant une zone de dépendances d'extraction visée à l'article D.II.33, du CoDT pour autant que :

- 1° le dossier soumis enquête publique ait porté sur l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction;
- 2° un complément de rapport sur les incidences environnementales ait été réalisé;
- 3° le Gouvernement fixe les compensations visées à l'article D.II.45, § 3;

Considérant que le dossier soumis à enquête publique a bien porté sur l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction, cette solution faisant partie des alternatives proposées par le rapport sur les incidences;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales a été complété pour prendre en compte l'évolution législative liée à l'entrée en vigueur du CoDT;

Considérant que la zone de dépendances d'extraction s'inscrit sur des biens immobiliers déjà affectés en zone destinée à l'urbanisation; qu'il n'y a donc pas lieu de définir de compensations complémentaires à l'inscription de cette zone;

Considérant, en conclusion de ce qui précède, que les conditions de l'article D.II.65, § 1^{er}, alinéa 2, étant réunies, le présent arrêté inscrit une zone de dépendances d'extraction, d'une superficie de 13,1 ha, sur les biens immobiliers actuellement affectés en zone d'activité économique industrielle au plan de secteur, entre la carrière « Lenoir Emile et Vandeveld », au nord, la rue de Gages, à l'est, la rue de la Loge, au sud, et le chemin de Mons à Gand, à l'ouest, de manière à permettre l'exploitation du gisement de porphyre entre les deux carrières et la présence de dépendances liées à l'exploitation du site carrier;

Voirie de déviation

Considérant que le projet de révision de plan de secteur précité envisageait par ailleurs la suppression du tronçon de la rue de la Loge compris entre l'intersection de cette rue avec le chemin de Mons à Gand et son croisement avec la rue de Gages, de manière à permettre l'exploitation du gisement de porphyre sous-jacent; que, pour permettre le rétablissement de la liaison entre le village de Bois-de-Lessines et le centre de Lessines, il inscrivait provisoirement au plan de secteur un périmètre de réservation, au sens des articles 40, § 1^{er}, 6° et 452/25 du CWATUP, de la rue de la Loge jusqu'à la chaussée Gabrielle Richet, parallèlement au chemin de la Mouplière dans un premier temps, pour ensuite s'inscrire en limite sud de la zone de dépendances d'extraction du « Cahô » et rejoindre le chemin de Bronchenne;

Considérant que le périmètre de réservation retenu par le projet de plan permettait la réalisation de la voie de déviation dont le tracé est fixé par la convention du 19 décembre 2007 entre la société Carrières Unies de Porphyre et la ville de Lessines;

Considérant que, selon les alternatives de phasage de l'exploitation envisagées dans le cadre du rapport sur les incidences environnementales, la réunion des deux fosses n'interviendrait pas avant 2070, en cas de réalisation du projet de loisirs « Snow Games » et interviendrait avant 2040, dans le cas contraire; que l'étude n'a pas conclu qu'un tracé alternatif jugé préférable sur les plans de l'environnement et de la mobilité pouvait être substitué à celui présenté par le projet de plan;

Considérant que l'article D.II.21, § 1^{er}, 2^o, du Code du Développement territorial, entré en vigueur le 1^{er} juin 2017, n'autorise plus l'inscription au plan de secteur d'un périmètre de réservation que pour réserver les espaces nécessaires à la réalisation de voiries relevant du réseau des principales infrastructures de communication; que la voirie de déviation à créer n'a pas ce statut et que le projet de tracé et le périmètre de réservation qui lui est associé ne peuvent dès lors plus être inscrits au plan de secteur; qu'aux termes du CoDT, le plan de secteur ne peut par ailleurs plus comporter de mesures d'aménagement;

Considérant que les documents suivants, visés au présent arrêté, permettent néanmoins de garantir que la voirie de déviation sera bien réalisée, dans le cas où l'exploitation du gisement impliquerait la suppression du tronçon concerné de la rue de la Loge :

- la convention du 19 décembre 2007 passée entre la société Carrières Unies de Porphyre, la société « Snow Games » et la ville de Lessines, qui comporte les obligations et engagements suivants :

- la désaffectation par la commune de la voie vicinale de la rue de la Loge, sur la partie de son tracé comprise entre le Chemin de Mons à Gand et son intersection avec la rue de Gages, après, successivement :

1. adoption définitive de la révision du plan de secteur visant à inscrire les biens immobiliers situés sur l'emprise de la voirie et au nord de celle-ci en zone destinée à l'extraction au plan de secteur;

2. création d'une voie de contournement par le sud, selon le tracé fixé;

- la prise en charge par la société Carrières Unies de Porphyre du financement de la réalisation de la voie de contournement selon un gabarit à deux voies de circulation et une structure équivalente à celle de la rue de la Loge;

- la réalisation de la voie de contournement sur des terrains appartenant à la société Carrières Unies de Porphyre et situés dans le périmètre d'extraction;

- la cession à la ville de Lessines pour l'euro symbolique de la route et de l'emprise foncière correspondante et son inscription dans la voirie communale;

- l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme introduite par la société pour la réalisation de la voirie, délivré le 23 septembre 2019 et déclarant le dossier complet;

- l'arrêté ministériel du 1^{er} décembre 2020 portant décision, sur recours, contre la délibération du conseil communal précitée, et acceptant la demande de suppression et de création de la voirie telle qu'identifiée sur les plans (Document A10, plans : N^o V-01, N^o V-02A, N^o V-02B, N^o V-02C) dressés par le bureau ARCEA SCRL, en date du 25 juin 2019;

- la liste des biens du demandeur, fournie par le SPF Finances, attestant qu'il est propriétaire des biens immobiliers cadastrés section C n^o 27C2, 27B2, 27Z, 27Y, 28K, 28L, 260C, 63M, 65C, 70D, 70F et section B n^o 1207C2, 1207D2, 1207E2 et 1215Y sur lesquels est prévu l'aménagement de la voirie de contournement, ainsi que l'engagement écrit du 8 novembre 2019 par lequel le propriétaire de la parcelle cadastrée section n^o 28M consent à la céder à la société anonyme Carrières Unies de Porphyre;

Considérant qu'aucune autre disposition particulière ne doit être prévue par le présent arrêté adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Ath-Lessines-Engghien;

Respect des principes applicables à la révision du plan de secteur (article D.II.45)

Considérant qu'en application de l'article D.II.45, du CoDT, l'inscription au plan de secteur de nouvelles zones destinées à l'urbanisation en lieu et place de zones non destinées à l'urbanisation, au sens de l'article D.II.23, du CoDT, doit répondre à des principes d'aménagement du territoire visant à densifier l'urbanisation; que, lorsque ces nouvelles zones sont susceptibles d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, leur inscription doit, en outre, être compensée par la modification équivalente d'une zone existante destinée à l'urbanisation ou d'une zone d'aménagement communal concerté en zone non destinée à l'urbanisation, ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement, tant en termes opérationnels, environnementaux ou énergétiques qu'en termes de mobilité, en tenant compte, notamment, de l'impact de la zone destinée à l'urbanisation sur le voisinage;

Considérant que l'inscription au plan de secteur de la zone de dépendances d'extraction visée par le présent arrêté n'est pas soumise aux principes applicables à la révision énoncés à l'article D.II.45, § 1^{er} à 3, du CoDT dès lors qu'elle porte sur des biens immobiliers affectés en zone d'activité économique industrielle et, de ce fait, déjà destinés à l'urbanisation au plan de secteur en vigueur;

Considérant que ces principes ne sont pas non plus applicables à la modification d'une partie de zone d'aménagement communal concerté à caractère économique inscrite au plan de secteur en vigueur en zone d'activité économique industrielle, également considérée comme une zone destinée à l'urbanisation, au sens de l'article D.II.23, du CoDT;

Considérant qu'ils sont en revanche applicables à la modification des zones agricole et d'espaces verts inscrites au plan de secteur en vigueur en zone d'activité économique industrielle; qu'elle s'inscrit en lieu et place de zones non destinées à l'urbanisation, au sens de l'article D.II.23, du CoDT et est dès lors soumise au respect des principes de contiguïté à une zone existante destinée à l'urbanisation, de compacité de l'urbanisation et de compensation à l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation, énoncés à l'article D.II.45, du CoDT;

Considérant, cependant, que l'inscription au plan de secteur d'une zone d'activité économique industrielle peut s'écarter du principe repris à l'article D.II.45, § 1^{er}, du CoDT, selon lequel l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation en lieu et place d'une zone non destinée à l'urbanisation doit être attenante à une zone existante destinée à l'urbanisation; que ce principe est néanmoins respecté en l'espèce;

Considérant que la nouvelle zone d'activité économique industrielle a une configuration compacte et ne se développe pas de manière linéaire le long d'une voirie, comme le proscriit l'article D.II.45, § 2, du CoDT;

Considérant, enfin, que, seule, la partie de la zone d'activité économique industrielle qui s'inscrit sur des biens immobiliers affectés en zone agricole au plan de secteur en vigueur, sur une superficie d'environ 4,6 ha et en zone d'espaces verts, sur une superficie de l'ordre d'1 ha, doit être compensée;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article D.II.45, § 3, du CoDT, la compensation est réalisée par la modification en zone d'espaces verts de biens immobiliers d'une superficie de 5,6 ha affectés en zone d'activité économique industrielle au plan de secteur en vigueur, au nord de l'ancienne carrière Tacquenier, dont la société Carrières Unies de Porphyre est propriétaire;

Considérant, comme indiqué précédemment, que le démantèlement des voies ferrées ne pourra intervenir que lorsque les nouvelles infrastructures ferroviaires de la plate-forme multimodale seront opérationnelles, au risque, d'ici-là, de mettre en péril la poursuite des activités; que, selon le projet d'exploitation présenté, ce démantèlement, de même que l'évacuation préalable du stock de porphyre, devraient intervenir dans les 5 ans de l'adoption définitive de la révision du plan de secteur;

Considérant que l'inscription au plan de secteur de la nouvelle zone d'espaces verts est dès lors assortie, comme le recommande l'auteur du rapport sur les incidences environnementales, d'une prescription supplémentaire portant sur le phasage de son occupation, au sens de l'article D.II.21, § 3, 2°, du CoDT, afin de garantir l'effectivité de sa réalisation; que cette obligation faite aux Carrières Unies de Porphyre permettra, en effet, une amélioration de la qualité des sols, actuellement artificialisés sur leur majeure partie, favorisant ainsi, à terme, la régénération du milieu naturel et la formation du paysage; qu'elle répond, en outre, à la suggestion du pôle « Environnement » que des espaces permettant d'accueillir les espèces présentes dans le périmètre sud puissent être aménagés dans la zone de compensation planologique;

Synthèse

Considérant, en synthèse, que le projet de réorganisation de l'exploitation du gisement et des installations de traitement et d'expédition des produits, présenté par la société Carrières Unies de Porphyre, nécessite la révision du plan de secteur de Ath-Lessines-Enghien en vue de l'inscription au plan de secteur :

- en zone de dépendances d'extraction, de biens immobiliers d'une superficie de 13,1 ha, affectés en zone d'activité économique industrielle au plan de secteur en vigueur entre la carrière « Lenoir Emile et Vandevelde », au nord, la rue de Gages, à l'est, la rue de la Loge, au sud, et le chemin de Mons à Gand, à l'ouest;

- en zone d'activité économique industrielle, de biens immobiliers d'une superficie de 17,3 ha, inscrits en zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel sur une superficie de 11,7 ha, en zone agricole sur quelque 4,6 ha et en zone d'espaces verts sur 1 ha au plan de secteur en vigueur, entre la ligne de chemin de fer Lessines-Bassily, au nord, la chaussée Gabrielle Richet, au nord-est, le boulevard Branquart (RN57), au sud, la Dendre canalisée, à l'ouest, et la ferme de Bronchenne, à l'est;

- en zone d'espaces verts, au titre de compensation planologique à l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation, de biens immobiliers d'une superficie de +/- 5,6 ha, inscrits en zone d'activité économique industrielle au plan de secteur en vigueur, au nord de l'ancienne carrière Tacquenier;

- d'une prescription supplémentaire, identifiée par le sigle « *S.88 » sur la nouvelle zone d'espaces verts, portant sur le phasage de son occupation de manière à permettre de différer la remise en état des biens immobiliers propre à la mettre en œuvre dans les faits;

Considérant que les autres recommandations émises par le rapport sur les incidences environnementales concernent la mise en place d'équipements techniques et d'aménagements particuliers visant à réduire les incidences sur l'environnement du projet d'exploitation; que ces mesures, jugées suffisantes par l'auteur du rapport sur les incidences environnementales compte tenu de l'état de connaissance du projet d'exploitation, ne relèvent cependant pas du plan de secteur et seront examinées dans le cadre de la délivrance des permis subséquents à l'adoption définitive du plan;

Considérant qu'il appartiendra, dès lors, aux autorités compétentes en la matière de déterminer les mesures visant à réduire les impacts sur l'environnement de la mise en œuvre du plan et d'assurer le suivi de ces mesures afin de vérifier qu'elles suffisent à réduire les impacts négatifs imprévus et pouvoir engager les actions correctrices éventuelles qu'elles jugeraient appropriées;

Considérant que la déclaration environnementale prescrite par l'article D.VIII.36, du CoDT est annexée au présent arrêté;

Arrête :

Article 1^{er}. La révision du plan de secteur de Ath-Lessines-Enghien portant sur l'inscription au plan de secteur :

- d'une zone de dépendances d'extraction;
 - d'une zone d'activité économique industrielle;
 - d'une zone d'espaces verts, au titre de compensation planologique;
- est adoptée définitivement conformément au plan ci-annexé.

Art. 2. La prescription supplémentaire, identifiée par le sigle « *S.88 » sur le plan, est d'application dans la zone d'espaces verts inscrite au plan de secteur par le présent arrêté :

« L'évacuation du stock de porphyre et le démantèlement des installations ferroviaires présents dans la zone seront réalisés dans un délai de 5 ans à dater de l'adoption définitive de la présente révision. Ils seront constatés par le fonctionnaire délégué. En cas de carence, les travaux seront réalisés par la Région à la charge de la société Carrières Unies de Porphyre ».

Art. 3. La déclaration environnementale requise en application de l'article D.VIII.36, du CoDT est jointe au présent arrêté et en fait partie intégrante.

Fait à Namur, le 12 février 2021.

Le Ministre de l'Aménagement du territoire,
W. BORSUS

Annexe 1 : Déclaration environnementale

Déclaration environnementale relative à l'adoption définitive de la révision du plan de secteur de Ath-Lessines-Enghien portant sur l'inscription, sur le territoire de la commune de Lessines, d'une zone de dépendances d'extraction permettant l'exploitation du gisement de porphyre entre les carrières Lenoir Frères et Emile Lenoir et Vandevelde, d'une zone d'activité économique industrielle destinée à l'aménagement d'une plate-forme multimodale pour le transport des produits extraits et d'une zone d'espaces verts au titre de compensation planologique.

Introduction

La présente déclaration environnementale est requise en vertu de l'article D.VIII.36 du Code du Développement territorial. Elle accompagne l'arrêté ministériel adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Ath-Lessines-Enghien (planche 38/2) en vue de l'inscription, sur le territoire de Lessines, d'une zone de dépendances d'extraction permettant l'exploitation du gisement de porphyre entre les carrières Lenoir Frères et Emile Lenoir et Vandevelde, d'une zone d'activité économique industrielle destinée à l'aménagement d'une plate-forme multimodale pour le transport des produits extraits et d'une zone d'espaces verts au titre de compensation planologique. Elle est publiée au *Moniteur belge* et est accessible via le site Internet du Département de l'Aménagement du territoire et de

l'Urbanisme du Service public de Wallonie Territoire Logement Patrimoine Energie. La déclaration environnementale résume la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le plan et dont le rapport sur les incidences environnementales, les avis, les réclamations et observations ont été pris en considération ainsi que les raisons du choix du plan tel qu'adopté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées. La réponse aux réclamations et observations émises lors de l'enquête publique est apportée de manière détaillée dans l'arrêté ministériel qui adopte définitivement la révision du plan.

Dans un souci de lisibilité, la déclaration environnementale se subdivise en quatre chapitres : le premier est consacré à l'objet de la révision du plan de secteur, le deuxième à la chronologie de la révision du plan de secteur, le troisième aux considérations environnementales et le dernier, aux raisons du choix du plan adopté compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

I. Objet de la révision du plan de secteur

La révision du plan de secteur porte sur l'inscription :

. d'une zone de dépendances d'extraction d'une superficie de 13,1 ha sur des biens immobiliers actuellement inscrits en zone d'activité économique industrielle au plan de secteur en vigueur entre la carrière « Lenoir Emile et Vandevelde », au Nord, la rue de Gages, à l'Est, la rue de la Loge, au Sud, et le chemin de Mons à Gand, à l'Ouest, de manière à permettre l'exploitation du gisement de porphyre entre les deux carrières;

. d'une zone d'activité économique industrielle de 17,3 ha sur des biens immobiliers inscrits en zone d'aménagement communal concerté à caractère économique sur 11,7 ha, en zone agricole sur quelque 4,6 ha et en zone d'espaces verts sur 1 ha entre la ligne de chemin de fer Lessines-Bassily, au nord, la chaussée Gabrielle Richet, au nord-est, le boulevard Branquart (RN57), au sud, la Dendre canalisée, à l'ouest, et la ferme de Bronchenne, à l'Est afin d'y localiser les installations de traitement du porphyre et d'y aménager une plate-forme multimodale pour le transport des produits extraits par la voie d'eau, le chemin de fer et la route;

Et, à titre de compensation planologique :

. d'une zone d'espaces verts sur des biens immobiliers de 5,6 ha affectés en zone d'activité économique industrielle au nord-ouest de l'ancienne carrière Tacquenier;

La prescription supplémentaire, identifiée « *S.88 » est d'application dans la zone d'espaces verts, de manière à obtenir un démantèlement des installations existantes et une évacuation des stocks actuels, à terme, propres à la mise en œuvre d'une zone d'espaces verts en fait, comme en droit.

La procédure à laquelle a été soumise la révision du plan de secteur a été celle prévue aux articles 42*bis* à 44 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUP) et, depuis l'entrée en vigueur du Code du Développement territorial, le 1^{er} juin 2017, celle prescrite par ses articles D.II.48, D.II.49, D.II.50, D.VIII.7, D.VIII.9, D.VIII.14 et 15, D.VIII.17 à 20, D.VIII.30, D.VIII.35 et 36.

L'avant-projet de plan adopté par arrêté du Gouvernement wallon du 15 janvier 2015 est soumis aux mesures de droit transitoire prévues par l'article D.II.65, § 2, du Code du Développement territorial aux termes desquelles il vaut adoption provisoire du plan de secteur et des compensations. La même disposition précise par ailleurs que l'étude d'incidences sur l'environnement, en cours de réalisation à la date d'entrée en vigueur du CoDT, constitue à son terme le rapport sur les incidences environnementales.

II. Chronologie de la révision du plan de secteur.

Le 6 décembre 2010, la société Carrières Unies de Porphyre a adressé au Gouvernement wallon une demande portant sur l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la commune de Lessines, en application de l'article 42*bis* du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUP), en vigueur à l'époque.

Préalablement à l'envoi au Gouvernement wallon, la demande, accompagnée du dossier, a fait l'objet d'une information du public, conformément aux articles D.29-5 et D.29-6 du Livre 1^{er} du Code de l'environnement. La réunion d'information du public s'est tenue à Lessines, le 26 octobre 2010. Le 30 novembre 2010, le conseil communal de Lessines a émis un avis favorable sur la demande de révision du plan de secteur.

Par arrêté du 15 janvier 2015, le Gouvernement wallon a décidé de soumettre à révision le plan de secteur de Ath-Lessines-Enghien (planche 38/2) et a adopté l'avant-projet de plan en vue de l'inscription au plan de secteur, sur le territoire de la commune de Lessines, d'une zone d'extraction permettant l'exploitation du gisement de porphyre entre les carrières Lenoir Frères et Emile Lenoir et Vandevelde, d'une zone d'activité économique industrielle destinée à l'aménagement d'une plate-forme multimodale pour le transport des produits extraits, d'un périmètre de réservation pour le rétablissement de la liaison routière Lessines - Bois-de-Lessines et d'une zone d'espaces verts au titre de compensation planologique.

Par arrêté du 9 juillet 2015, le Gouvernement wallon a décidé de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de plan.

Conformément à l'article 42*bis* du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie, en vigueur, à l'époque, le demandeur a choisi le bureau d'études chargé de la réalisation de l'étude d'incidences relative à l'avant-projet de révision du plan de secteur de Ath-Lessines-Enghien. La société ARIES, agréée en application du CWATUP et du Livre 1^{er} du Code de l'environnement, a été retenue.

L'étude d'incidences, dénommée rapport sur les incidences environnementales depuis l'entrée en vigueur du Code du Développement territorial, le 1^{er} juin 2017, a fait l'objet d'observations et de suggestions du pôle « Aménagement du territoire », les 27 avril et 1^{er} décembre 2017, du pôle « Environnement », le 27 novembre 2017 et de la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité de Lessines, le 29 novembre 2017, dans le cadre de son élaboration, conformément à l'article D.VIII.30, du CoDT.

L'avant-projet de plan, devenu projet de plan aux termes des dispositions de l'article D.II.65, § 2, 1^o, du Code du Développement territorial, a été soumis à enquête publique du 30 mai au 13 juillet 2018 dans la commune de Lessines. L'enquête publique a donné lieu à 7 réclamations, détaillées dans l'arrêté ministériel auquel est annexée la présente déclaration environnementale et qui précise la manière dont elles ont été prises en considération.

Le conseil communal de Lessines a émis un avis favorable sur la révision du plan, le 27 août 2018, sous réserve de revoir le périmètre de la zone d'espaces verts retenue au titre de compensation planologique aux abords de l'ancienne carrière Tacquenier.

Le 31 octobre 2018, le pôle « Environnement » a émis un avis favorable sur l'opportunité environnementale du projet de plan pour autant que les recommandations formulées par l'auteur du rapport sur les incidences environnementales et par lui-même soient prises en compte. Cet avis est référencé ENV.18.109.AV.

Le pôle « Aménagement du territoire » a émis un avis favorable sur le projet de plan, le 16 novembre 2018. Cet avis est référencé AT.18.91.AV.

III. Considérations environnementales.

1. Diversité biologique - Faune et flore

Le rapport sur les incidences environnementales considère que les incidences de la révision du plan de secteur sur la biodiversité ne seront pas négligeables.

La nouvelle zone d'activité économique industrielle présente une valeur écologique assez importante, dont des espèces végétales et animales protégées reprises sur la liste rouge en région wallonne.

Le site joue également un rôle dans le maillage écologique local car il sert de liaison entre les trois sites de grand intérêt biologique (SGIB) voisins du site de la révision de plan de secteur (carrière Cosyns (n° 1821), carrière Lenoir (n° 1822) et anciennes carrières du Mouplon et des Sarts (n° 2127)) et la Dendre.

Les incidences de la révision concernent dès lors la perte d'espèces protégées et la création de barrières physiques limitant le déplacement des espèces animales et végétales entre différents milieux naturels, notamment entre les trois sites de grand intérêt biologique (SGIB) et la Dendre. Une demande de dérogation en application des articles 5 et 5bis de la loi sur la Conservation de la Nature devra être introduite pour la suppression des espèces protégées observées.

Les mesures envisagées par le rapport sur les incidences environnementales visent à recréer des milieux naturels identiques aux milieux perdus lors des aménagements paysagers imposés dans le cadre des permis, par un choix adapté d'espèces et une composition variée. Les espèces indigènes doivent également être privilégiées et les résineux, exclus, lors des aménagements aux abords des infrastructures.

L'auteur du rapport sur les incidences environnementales recommande également de préserver un cordon boisé le long de la Dendre qui puisse constituer une liaison écologique. Cette recommandation est appuyée par le pôle « Environnement » qui insiste pour qu'un maximum de végétation naturelle existante au sein et autour des périmètres concernés soit maintenu, principalement le long de la Dendre.

L'ensemble des mesures envisagées relève du permis.

L'auteur du rapport sur les incidences environnementales pointe également la présence d'une vingtaine d'arbres repris comme arbres remarquables de part et d'autre du boulevard Branquart, au droit de l'accès prévu à la future zone d'activité économique industrielle. L'aménagement d'un rond-point à cet endroit pour la création d'un raccordement routier à la plate-forme multimodale implique la suppression de certains de ces arbres remarquables.

Le présent arrêté adoptant définitivement la révision du plan de secteur considère cependant que d'autres solutions doivent également être examinées pour permettre cet accès dans le cadre de la délivrance du permis de manière à déterminer les aménagements de connexion les plus adéquats.

La nouvelle zone de dépendances d'extraction ne présente pas de milieux de grande qualité.

Toutefois, au terme de l'exploitation du gisement et du démantèlement des installations, une recolonisation des remblais et substrats rocheux peut être attendue dans cette zone, pouvant évoluer vers une très grande qualité biologique.

La participation des Carrières Unies de Porphyre au projet « Life in Quarries » permettra également, par les mesures mises en place, de garantir une disponibilité constante des milieux propices au développement des populations durant chacune des phases de l'exploitation. Le pôle « Environnement » recommande l'adoption d'un plan global de gestion du réseau écologique. L'auteur du rapport sur les incidences environnementales plaide également en faveur d'un partenariat avec la commune, les membres d'Action Nature et le parc naturel du Pays des Collines pour une gestion active des milieux concernés.

Le déplacement de terres contaminées par des espèces invasives, notamment la renouée du Japon dans le périmètre sud et le buddleia dans le périmètre nord, pourrait favoriser leur propagation vers d'autres milieux. Le pôle « Environnement » recommande la prise de mesures particulières dans le cadre du permis pour éviter leur dissémination.

Compte tenu de son occupation, la zone d'espaces verts inscrite au titre de compensation planologique ne présente pas d'intérêt particulier sur le plan biologique.

La prescription supplémentaire relative à cette zone prévue par le présent arrêté vise à rendre la zone d'espaces verts réellement effective, à terme. Le démantèlement des installations et l'évacuation des stocks présents sur le site permettront d'améliorer la qualité du sol et dès lors de favoriser la régénération du milieu naturel.

Cette prescription permet aussi de répondre à la suggestion du pôle « Environnement » que des espaces permettant d'accueillir les espèces présentes dans le périmètre sud soient aménagés dans cette zone de compensation planologique.

Si elle n'est pas sans conséquences sur la diversité biologique locale, la modification du plan de secteur n'aura cependant pas d'impact sur le site Natura 2000 BE21005 « Vallées de la Dendre et de la Marcq » ni sur les réserves naturelles de Lessines.

2. Population

2.1. Activités humaines dont activités agricoles et forestières

Les espaces concernés par la révision du plan de secteur ne sont pas situés dans un périmètre de remembrement.

Le rapport sur les incidences environnementales conclut que la révision du plan de secteur n'aura pas de conséquences sur l'activité sylvicole, absente des zones dont la modification d'affectation est arrêtée, et que les impacts sur l'activité agricole seront insignifiants dès lors que ces modifications d'affectation n'impliqueront la désinscription que de 5 hectares de zone agricole, de qualité pédologique très moyenne, propriétés des Carrières Unies de Porphyre et désormais non valorisés par l'activité agricole, sinon à titre précaire.

En ce qui concerne les autres activités, le rapport sur les incidences environnementales estime qu'aucune incidence n'est à attendre sur les équipements touristiques, sportifs et socio-culturels, ceux-ci étant situés à distance respectable de la zone concernée par le projet industriel. Le statut juridique de la liaison RAVeL la préserve normalement de tout empiètement ou entrave au cheminement.

2.2. Qualité de vie et Santé humaine

2.2.1. Bruit

En ce qui concerne le bruit, le rapport sur les incidences environnementales met l'accent sur la dégradation attendue de l'environnement sonore aux alentours du périmètre devant accueillir la nouvelle plate-forme tri-modale et les nouvelles installations de traitement de la roche extraite, en raison de l'apparition de nouvelles sources sonores dans ce périmètre et son prolongement nord : chargement des trains et des péniches, trafic des camions empruntant la N57, bande transporteuse traversant la Chaussée Gabrielle Richet en aérien et process de traitement de la roche proprement dit. Les lieux particulièrement touchés devraient être la Chaussée Gabrielle Richet et le RAVeL le long de la Dendre, à proximité de la nouvelle plate-forme, ainsi que les biens immobiliers proches de la fosse Lenoir, où sera installé le concasseur primaire.

Il recommande que les nouveaux équipements et installations soient conçus de manière à réduire la gêne acoustique ressentie par les riverains, en particulier les habitants de la Chaussée Gabrielle Richet. La mise en place des équipements techniques et des aménagements nécessaires ne relève cependant pas de la planologie, mais bien des permis futurs et sera examinée dans le cadre des études d'incidences réalisées à cette occasion.

Le rapport sur les incidences environnementales prévoit, en revanche, une amélioration sensible de l'environnement sonore à proximité de la nouvelle zone de dépendances d'extraction et de la zone de compensation planologique, proches du tissu urbanisé de Lessines, dès lors que le projet industriel des Carrières Unies de Porphyre envisagé de supprimer les sources sonores actuelles que sont les installations de traitement de la roche, la bande transporteuse qui assure l'approvisionnement de la zone actuelle de chargement des trains, le concasseur primaire et de déplacer les stocks et le charroi qui leur sont associés.

Le rapport sur les incidences environnementales conclut que, eu égard à la relocalisation des installations que prévoit le projet, les incidences sonores s'éloigneront du centre de Lessines vers un environnement moins urbanisé. Les pôles « Environnement » et « Aménagement du Territoire » adhèrent à cette conclusion.

Quant au bruit généré par le transport de la production, le rapport sur les incidences environnementales conclut que la relocalisation des installations de traitement permettra l'utilisation d'itinéraires qui éviteront le centre de Lessines et la Chaussée Victor Lampe.

2.2.2. Air

L'incidence majeure, de ce point de vue, est le risque de propagation des poussières engendrées par l'exploitation. Les conclusions tirées lors de l'examen du bruit s'appliquent également ici, dès lors que les sources de poussières (installations de traitement, de concassage, de criblage, etc.) se délocalisent vers un environnement moins urbanisé.

Les activités purement d'extraction qui prendront place dans la nouvelle zone de dépendances d'extraction pourront, dans le cadre du futur permis, être soumises à des mesures de nature à réduire la propagation des poussières qu'elles engendreront (forages des trous de mines et tirs de mines, charroi des engins de découverte, déversement de la roche dans les bennes, etc.). De telles mesures, recommandées par le rapport sur les incidences environnementales, sont communément admises et éprouvées.

Quant aux émissions de poussières liées au transport routier de la production, le rapport sur les incidences environnementales aboutit aux mêmes conclusions que celles formulées à propos du bruit.

2.2.3. Vibrations

Aux termes du rapport sur les incidences environnementales, la gêne ressentie par les riverains de l'exploitation carrière à l'occasion des tirs de mines sera limitée dès lors qu'il est prévu qu'ils n'aient lieu qu'une à deux fois par semaine et à heure fixe. Il appartiendra aux futurs permis de fixer les conditions auxquelles les tirs de mines seront soumis pour réduire la gêne qu'ils provoqueront.

2.3. Mobilité

En termes de mobilité des personnes, le rapport sur les incidences environnementales conclut que la suppression d'une portion de la rue de la Loge et la réalisation d'une voirie de contournement entre cette dernière et la Chaussée Gabrielle Richet engendrera, pour les résidents de la rue de Gages (une cinquantaine d'habitations) et, dans une moindre mesure, ceux de Bois-de-Lessines et de la rue de la Loge, une déviation pour se rendre au centre de Lessines, qui se traduira inéluctablement par un allongement des déplacements et temps de parcours, particulièrement préjudiciables aux transports lents, cyclistes et piétons.

Les incidences pour les déplacements à plus longue distance ou de transit, qui se réalisent principalement en voiture, seront, quant à elles, beaucoup plus limitées.

Le présent arrêté considère qu'un certain nombre d'actes, indépendants de l'adoption définitive de la révision du plan de secteur, apportent des garanties suffisantes de la réalisation effective, aux frais des carrières Unies de Porphyre, de cette voirie de déviation, au cas où l'exploitation du gisement impliquerait la suppression du tronçon de la rue de la Loge, et qu'aucune disposition supplémentaire n'est à prendre dans le cadre de la procédure de révision pour garantir cette effectivité. Ces éléments sont les suivants :

- la convention du 19 décembre 2007 passée entre la société Carrières Unies de Porphyre, la société « Snow Games » et la ville de Lessines, qui comporte les obligations et engagements suivants :

* la désaffectation par la commune de la voie vicinale de la rue de la Loge, sur la partie de son tracé comprise entre le Chemin de Mons à Gand et son intersection avec la rue de Gages, après, successivement :

1. l'adoption définitive de la révision du plan de secteur visant à inscrire en zone destinée à l'extraction, les biens immobiliers situés sur l'emprise de la voirie et au nord de celle-ci;

2. la création d'une voie de contournement par le sud, selon le tracé fixé;

* la prise en charge par la société Carrières Unies de Porphyre du financement de la réalisation de la voie de contournement selon un gabarit à deux voies de circulation et une structure équivalente à celle de la rue de la Loge;

* la réalisation de la voie de contournement sur des terrains appartenant à la société Carrières Unies de Porphyre et situés dans le périmètre d'extraction;

* la cession à la ville de Lessines pour l'euro symbolique de la route et de l'emprise foncière correspondante et son inscription dans la voirie communale;

- l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme introduite par la société pour la réalisation de la voirie, délivré le 23 septembre 2019 et déclarant le dossier complet;

- l'arrêté ministériel du 1^{er} décembre 2020 portant décision, sur recours, contre la délibération du conseil communal précitée, et acceptant la demande de suppression et de création de la voirie telle qu'identifiée sur les plans (Document A10, plans : N° V-01, N° V-02A, N° V-02B, N° V-02C) dressés par le bureau ARCEA SCRL, en date du 25 juin 2019;

- la liste des biens du demandeur, fournie par le SPF Finances, attestant qu'il est propriétaire des biens immobiliers cadastrés section C n° 27C2, 27B2, 27Z, 27Y, 28K, 28L, 260C, 63M, 65C, 70D, 70F et section B n° 1207C2, 1207D2, 1207E2 et 1215Y sur lesquels est prévu l'aménagement de la voirie de contournement, ainsi que l'engagement écrit du 8 novembre 2019 par lequel le propriétaire de la parcelle cadastrée section n°28M consent à la céder à la société anonyme Carrières Unies de Porphyre;

Le rapport sur les incidences environnementales met également l'accent sur l'interruption ponctuelle du trafic empruntant la Chaussée Gabrielle Richet lors de l'évacuation de la production des carrières unies de porphyre par la voie ferrée; eu égard au nombre de mouvements de trains prévus, la fermeture du passage à niveau n'est cependant prévue que 3 fois par jour d'activité.

Il est renvoyé à l'arrêté ministériel pour le détail des réponses aux réclamations formulées lors de l'enquête publique qui portent sur les infrastructures et la mobilité.

3. Biens matériels - cadre bâti

a. Vibrations

Le rapport sur les incidences environnementales reconnaît que les vibrations occasionnées par les tirs de mines qui seront effectués dans la nouvelle zone de dépendances d'extraction risquent de porter atteinte à la stabilité des bâtiments les plus proches, en particulier lorsque le front de taille s'en rapprochera. Il précise cependant que ces incidences dépendent principalement de la quantité de roche abattue et de la quantité d'explosifs utilisés, qu'il recommande de réduire progressivement au fur et à mesure que les tirs de mines se rapprocheront des riverains. Il recommande également de mesurer systématiquement les vibrations au sein du bâtiment le plus proche de l'exploitation. Il appartiendra aux futurs permis de fixer les conditions auxquelles les tirs de mines seront soumis pour réduire le risque d'atteinte à la stabilité des bâtiments proches de l'exploitation.

b. Dépréciation immobilière

La possibilité d'une dépréciation immobilière de leurs biens est soulevée par certains habitants de la Chaussée Gabrielle Richet, qui regrettent qu'aucune mesure ne soit envisagée pour la couvrir.

Il convient de préciser que le CoDT ne comporte pas d'autres dispositions que celles qui portent sur l'indemnisation des moins-values d'urbanisme liées à certains changements d'affectation qu'il définit, et dont il précise les modalités; qu'en l'occurrence, les habitations de la rue Richet se situent en zone destinée à l'exploitation carrière depuis l'établissement du plan de secteur d'Ath- Lessines -Enghien en 1986 et ne subissent dès lors pas de moins-value d'urbanisme au sens du CoDT, et que, par ailleurs, elles se situent déjà à l'intérieur du périmètre d'exploitation des Carrières Unies de Porphyre défini par le permis octroyé le 6 mai 2002.

Il faut, en outre, relever que les terrains concernés par la présente révision de plan de secteur qui sont les plus proches des habitations de la rue Richet, sont inscrits en zone destinée aux activités à caractère industriel depuis l'établissement du plan de secteur, ce qui relativise largement les risques de dépréciation des biens aux alentours imputables à la révision du plan.

4. Patrimoine culturel

4.1. Patrimoine culturel architectural

Une potale, reprise à l'inventaire du patrimoine monumental de la Belgique, est présente dans le périmètre de la future zone d'activité économique industrielle destinée à l'implantation de la plate-forme multimodale. Le projet sous-tendu par la présente révision du plan de secteur permet cependant de la conserver.

La ferme de Bronchenne, qui jouxte le périmètre sud et est reprise à l'inventaire du patrimoine monumental de Wallonie, n'est pas impactée par l'avant-projet.

Les biens classés, les biens exceptionnels de même que les autres biens repris à l'inventaire du patrimoine monumental, qui sont identifiés en dehors des périmètres concernés par la révision du plan de secteur, sont situés à plusieurs centaines de mètres de ces périmètres et en sont séparés, visuellement, de sorte qu'ils ne seront pas impactés par la révision.

4.2. Patrimoine archéologique

L'inventaire des sites archéologiques wallons mentionne une ferme dans le périmètre de la zone d'activité économique industrielle inscrite par le présent arrêté ministériel, sans que son implantation soit connue précisément. L'avis du Gouvernement sera requis lors de la procédure de délivrance du permis, en application des dispositions du Code du Patrimoine et du CoDT.

5. Paysage

Selon le rapport sur les incidences environnementales, la nouvelle zone de dépendances d'extraction est globalement peu perçue à longue et moyenne distances. Si les zones boisées existantes en son sein et à ses abords sont bien conservées, comme le prévoit le projet des Carrières Unies de Porphyre, le site restera peu visible, d'autant que les éléments élevés actuels (usine de criblage) disparaîtront. Le principal élément visible sera le merlon longeant le chemin de Mons à Gand, qui pourra toutefois contribuer à transformer le paysage industriel existant en un paysage plus végétalisé. Le paysage de la partie nord de ce périmètre sera peu modifié, les éléments présents dans cette zone étant conservés.

La future zone d'activité économique industrielle est, en revanche, visible tant à courte qu'à longue distances. Du côté de la Dendre et de la Chaussée Gabrielle Richet, le merlon prévu sur le pourtour de la zone réduira l'incidence visuelle des nouvelles installations et des stocks, dont la hauteur constituera l'élément impactant majeur sur le plan paysager. Les installations de chargement des barges, à l'ouest et la bande transporteuse aérienne, à l'est, qui sont implantées à l'extérieur du merlon périphérique, resteront particulièrement visibles. Un traitement qualitatif de ces éléments, comme le recommande le rapport sur les incidences environnementales, permettra d'en améliorer l'intégration dans l'environnement paysager.

La suppression de l'alignement d'arbres remarquables le long du Boulevard Branquart, pour permettre l'aménagement d'un rond-point d'accès au site, aurait un impact paysager très important. Le présent arrêté recommande la recherche d'un dispositif de connexion sécurisant mais moins impactant sur ce plan, dans le cadre de la procédure de délivrance des permis subséquents à la révision.

La voirie de déviation s'inscrit dans un paysage ouvert. Elle créera une coupure dans le paysage existant, particulièrement si elle est accompagnée d'un dispositif d'éclairage. Cette perception s'atténuera lorsque la zone de dépendances d'extraction faisant d'ores et déjà l'objet d'un permis délivré en 2006 sera progressivement mise en œuvre. La voirie apparaîtra alors à l'interface entre le merlon de cette zone destinée à l'extraction et le paysage ouvert de champs. Le profil de la voirie ainsi que les dispositifs dont elle devra être accompagnée relèvent des permis et non de la présente révision.

Les périmètres d'intérêt paysager et les points de vue remarquables, tant repris au plan de secteur qu'identifiés par l'ADESA, ne sont pas impactés par la révision du plan de secteur.

6. Sols

Les sols du périmètre nord, où prendra place la nouvelle zone de dépendances d'extraction, ainsi que ceux de la zone d'espaces verts inscrite au titre de compensation planologique sont entièrement artificialisés et impropres à l'agriculture dans leur état actuel.

Ceux du périmètre sud, destiné à l'implantation de la plate-forme multimodale, sont en partie des sols remblayés ou remaniés, aux qualités variant en fonction des matériaux importés. Les sols naturels dans ce périmètre ont une valeur agricole globalement médiocre, plus apte à la prairie qu'à la culture. Les sols du tiers sud de la zone souffrent d'un excès d'eau et sont inaptes à l'agriculture. Les meilleurs sols se trouvent dans les 2/3 nord du périmètre mais sont néanmoins communs dans la région.

L'étroite bande précédemment affectée en zone d'espaces verts en bordure de la Dendre est constituée de sols anthropisés ou d'une aptitude médiocre à l'agriculture.

Les impacts de la révision de plan de secteur sur les sols seront dès lors :

- la suppression du sol dans la zone de dépendances d'extraction dont le gisement sous-jacent sera exploité. Il s'agit d'un impact résiduel non réductible;

- l'imperméabilisation partielle des sols au sein de la nouvelle zone d'activité économique industrielle en raison de l'implantation de diverses installations de traitement et de chargement des matériaux ainsi que de la présence de stocks piles.

Il y a lieu de noter que la modification du plan de secteur n'engendrera par elle-même qu'une faible perte en terres agricoles, les meilleures étant déjà affectées en zone d'aménagement concerté à caractère industriel au plan de secteur initial, adopté le 17 juillet 1986, tandis que les parcelles précédemment inscrites en zone agricole ont été remblayées ou sont inaptes à l'agriculture.

- l'amélioration de la qualité des sols dans la zone de compensation après évacuation des stocks et des rails.

La voirie de déviation qu'implique la révision du plan de secteur sera réalisée sur des espaces à valeur agricole moyenne à bonne. Il s'agit de sols communs dans la région, déjà inscrits en zone de dépendances d'extraction au plan de secteur en vigueur et dès lors déjà condamnés pour l'agriculture.

Toutes les zones soumises à la révision du plan de secteur sont par ailleurs potentiellement sujettes à un risque élevé de perte de terre par érosion hydrique, d'éventuelles coulées de boues pouvant être induites par le décapage des sols ou l'aplanissement des terrains. De même, un risque d'érosion éolienne peut exister en période sèche là où les terres sont laissées nues. Des mesures d'exploitation sont préconisées par l'auteur du rapport sur les incidences environnementales.

Le chargé d'étude émet également des recommandations quant à la qualité sanitaire des terres et matériaux utilisés pour la voirie de déviation et l'aménagement de la zone d'activité économique industrielle ainsi que pour éviter les épanchements accidentels de produits pouvant polluer les sols.

7. Eaux

a. Eaux souterraines

Selon le rapport sur les incidences environnementales, la découverte et l'extraction dans le périmètre actuellement inscrit en zone d'activité économique industrielle au plan de secteur en vigueur induiront un rabattement des nappes superficielles, dont les conséquences seront limitées, vu l'importance assez faible de ces nappes.

Le puits le plus proche, situé à environ 250 m à l'ouest du talus de découverte ne devrait pas être affecté par le rabattement induit par l'activité d'extraction.

Pour l'auteur du rapport sur les incidences environnementales, la mise en œuvre de la révision de plan ne va pas modifier le régime hydrogéologique existant ni augmenter sensiblement les volumes d'exhaure. Il préconise de valoriser au maximum l'exhaure et d'éviter les pollutions accidentelles de la nappe. Les mesures y relatives ne relèvent pas de la révision du plan de secteur.

L'imperméabilisation plus importante des parties de la future zone d'activité économique industrielle actuellement inscrites en zones agricole et d'espaces verts au plan de secteur en vigueur pourrait induire un impact sur l'alimentation des nappes superficielles. Le rapport sur les incidences environnementales considère cependant qu'il s'agit d'une superficie réduite et que des mesures d'aménagement pour assurer le drainage des terrains peuvent être prises dans le cadre du permis.

La zone de compensation planologique, par sa reconversion en zone d'espaces verts, favorisera quant à elle une infiltration naturelle des eaux vers les nappes superficielles.

b. Eaux de surface

Le rapport sur les incidences environnementales considère que la déviation du ruisseau de Ligne, nécessaire à la réalisation de l'accès à la plate-forme multimodale induite par la révision du plan de secteur, s'accompagnera de la suppression du risque d'inondation au sein de la nouvelle zone d'activité économique industrielle.

Il ressort de l'enquête publique que certains réclamants craignent que l'augmentation des surfaces imperméabilisées, combinée à une modification du tracé du ruisseau de Ligne, ne conduise à un risque accru d'inondations en amont. Le rapport sur les incidences environnementales recommande de dimensionner la canalisation devant accueillir le nouveau tracé du ruisseau (et le pertuis à réaliser sous la nouvelle voirie d'accès au site) en tenant compte de crues présentant un temps de retour de 100 ans afin d'éviter tout risque d'inondation. Ces aménagements techniques sont à envisager dans le cadre du permis.

Au niveau de la nouvelle zone de dépendances d'extraction, une part plus importante du ruissellement sera déversée dans la fosse d'extraction. Le rapport sur les incidences environnementales indique qu'elle sera pompée pour être renvoyée dans le réseau hydrographique durant la période d'exploitation et qu'elle alimentera le plan d'eau créé à l'issue de celle-ci.

8. Facteurs climatiques

Selon les estimations reprises par le rapport sur les incidences environnementales, la mise en place de la plate-forme multimodale envisagée par la présente révision, et le report du transport vers le rail et la voie d'eau qu'elle permettra, engendrera une diminution de 13 % de la production de CO₂ par tonne de produit transporté, les émissions de CO₂ du transport ferroviaire et du transport fluvial étant considérablement moindres que celles du transport routier.

Néanmoins, compte tenu d'une augmentation de la production à 2 millions de tonnes, comme envisagé par le projet d'exploitation, la production de CO₂ sera 22 % plus importante qu'actuellement.

Il est également à noter que le combustible utilisé pour le transport fluvial émet davantage de dioxyde de soufre.

La modernisation des installations de traitement devrait, elle, s'accompagner d'une réduction sensible de la consommation de gasoil, impliquant une diminution des émissions de CO₂.

9. Interactions entre les différents facteurs

Le rapport sur les incidences environnementales indique que les incidences liées à l'activité d'extraction sont cumulatives et impactent directement l'environnement proche, tant par l'extraction de la roche et son traitement que par le trafic lourd généré pour son transport.

Il ne met cependant pas l'accent sur des interactions particulières entre les incidences identifiées dans la présente déclaration environnementale.

Dans le cas présent, la mise en œuvre du plan de secteur tel que modifié aura globalement pour conséquences une relocalisation des installations visant au traitement de la roche extraite, des équipements liés au transport de ces matières et des flux de transport issus de l'activité des Carrière Unies de Porphyre, dont la croissance est envisagée, avec pour conséquence, un déplacement des incidences environnementales.

Le rapport sur les incidences environnementales met ainsi l'accent sur la dégradation attendue de l'environnement aux alentours du périmètre devant accueillir la nouvelle plate-forme trimodale et les nouvelles installations de traitement de la roche extraite, tout en identifiant un certain nombre de mesures, relevant des permis ultérieurs, de nature à limiter fortement les incidences résiduelles de la révision du plan.

A l'inverse, il pointe une amélioration sensible de l'environnement à proximité de la nouvelle zone de dépendances d'extraction et de la zone de compensation planologique, proches du tissu urbanisé de Lessines. La prescription supplémentaire appliquée à la zone d'espaces verts inscrite au titre de compensation planologique par le présent arrêté permettra, en particulier, de garantir l'effectivité de sa reconversion à moyen terme.

Il résulte des éléments qui précèdent, issus des conclusions du rapport sur les incidences environnementales, que la révision du plan de secteur présente une balance environnementale positive sur le plan des incidences locales, les incidences s'éloignant du centre de Lessines vers un environnement moins urbanisé.

IV. Autres solutions raisonnables envisagées

Le rapport sur les incidences environnementales a conclu qu'aucune alternative de localisation ou de délimitation n'était préférable aux zones retenues par le projet de plan adopté par le Gouvernement wallon le 15 janvier 2015 pour l'implantation d'une plate-forme multimodale, dont la localisation permet la reconfiguration des itinéraires routiers et le report modal, et pour l'exploitation du gisement, dont il confirme l'existence à cet endroit.

Il n'a pas non plus remis en cause la suppression prévue d'un tronçon de la rue de la Loge ni proposé de tracé alternatif pour la voirie de déviation liée à cette suppression.

Deux alternatives de délimitation ont, en revanche, été proposées pour la zone d'espaces verts retenue au titre de compensation planologique aux abords de l'ancienne carrière Tacquenier, dans l'optique d'exclure une réserve d'explosifs du périmètre présenté par le projet de plan.

Ces alternatives, ainsi que les avis et réclamations dont elles ont fait l'objet sont amplement décrites dans le présent arrêté.

En synthèse, il a été tenu compte des éléments suivants :

- la première alternative proposée a fait l'objet d'un avis défavorable du pôle « Aménagement du territoire » eu égard à sa configuration et à sa superficie, jugée excessive.

Le présent arrêté a par ailleurs considéré que la configuration de cette alternative, qui ne s'appuie sur aucune limite tangible, ne permettait pas une représentation non contestable au plan de secteur et que la réalisation, à terme, d'une réelle zone d'espaces verts, permettant une compensation tant en fait qu'en droit, n'était pas garantie, vu que le démantèlement des installations qu'elle comporte n'est pas envisageable;

- la seconde alternative, incluant partiellement une zone d'aménagement communal concerté, n'est pas souhaitée par le conseil communal de Lessines qui estime cet espace, proche du centre-ville et de la gare, en bordure de voirie équipée, bien situé pour recevoir de l'habitat. Le présent arrêté partage cet avis au regard des principes énoncés en matière de structuration du territoire par le Schéma de développement du territoire, adopté le 27 mai 1999;

- l'existence d'un petit bâtiment à usage de réserve d'explosifs ne représente pas une contrainte particulière à l'inscription d'une zone d'espaces verts sur les biens immobiliers concernés :

- il est autorisé jusqu'en 2035 par un permis délivré le 6 août 2015 et la CCATM a émis le souhait qu'il soit relocalisé ailleurs à l'issue du permis, vu sa proximité de zones destinées à l'habitat;

- il ne contient plus que des résidus de tirs et un stock de faible importance;

- les biens immobiliers sur lesquels il est établi restent propriété des Carrières Unies de Porphyre et non accessibles au public;

- sa superficie extrêmement réduite ne met pas en péril la réalisation effective de la future zone d'espaces verts;

En conséquence, le présent arrêté s'en tient à la délimitation de la zone présentée par le projet de plan qu'il confirme dans le cadre de l'adoption définitive de la révision du plan de secteur.

Il retient néanmoins la recommandation faite par l'auteur du rapport sur les incidences environnementales et envisage une prescription supplémentaire permettant de différer l'effectivité de la zone d'espaces verts de cinq ans à dater de l'adoption définitive de la révision du plan de manière à permettre que les installations présentes sur le site puissent subsister jusqu'à ce que celles destinées à les remplacer dans le cadre de la plate-forme multimodale soient opérationnelles.

Fait à Namur, le 12 février 2021.

W. BORSUS,
Ministre de l'Aménagement du territoire.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/201194]

12 FEBRUARI 2021. — Ministerieel besluit tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Aat-Lessen-Edingen (blad 38/2) met het oog op de opnemings, op het grondgebied van de gemeente Lessen, van een gebied van aanhorigheden van ontginningen voor de exploitatie van een porfierafzetting tussen de groeven Lenoir Frères en Emile Lenoir en Vandevelde, van een industrieel bedrijfsgebied voor de aanleg van een multimodaal platform voor het vervoer van de ontgonnen materialen en van een groengebied als planologische compensatie

De Minister,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 oktober 2020 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op de gewestelijke beleidsverklaring 2019-2024 goedgekeurd door het Waals Parlement, tijdens zijn zitting van 13 september 2019;

Gelet op het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling (CoDT), artikel D.II. 50;

Gelet op het ruimtelijk ontwikkelingsplan, aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het gewestplan Aat-Lessen-Edingen opgesteld door het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 juli 1986 en de latere herzieningen ervan;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 januari 2015 tot herziening van het gewestplan Aat-Lessen-Edingen (blad 38/2) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening met het oog op de opnemings, op het grondgebied van de gemeente Lessen, van een ontginningsgebied voor de exploitatie van een porfierafzetting tussen de groeven Léon Frères en Emile Lenoir en Vandevelde, van een industrieel bedrijfsgebied voor de aanleg van een multimodaal platform voor het vervoer van de ontgonnen materialen, van een reserveringsomtrek voor het herstel van de wegverbinding Lessen - Lessenbos en van een groengebied als planologische compensatie;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 2015 waarbij beslist wordt een effectenonderzoek te laten doorvoeren met betrekking tot het voorontwerp van herziening van bovenvermeld gewestplan Aat-Lessen-Edingen;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van Lessen over de herziening van het gewestplan, op 27 augustus 2018;

Gelet op het ontvangstbericht van de door de firma "Carrières Unies de Porphyre" ingediende aanvraag om stedenbouwkundige vergunning voor de aanleg van een omleidingsweg tussen de rue de la Loge en de chaussée Gabrielle Richet, afgegeven door de gemachtigde ambtenaar, op 23 september 2019;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van Lessen van 27 augustus 2020, overgemaakt aan de vennootschap "Carrières Unies de Porphyre", van 8 september 2020, waarbij toestemming wordt verleend voor de aanleg van een omleidingsweg tussen de rue de la Loge en de chaussée Gabrielle Richet en de verwijdering van het gedeelte van de rue de la Loge tussen de rue de Gages en de chemin d'Enghien wordt geweigerd, in toepassing van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeenteweg;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 december 2020 op het beroep tegen voornoemde beraadslaging van de gemeenteraad en houdende aanvaarding van het verzoek tot opheffing en aanleg van de rijweg zoals aangeduid op de plannen (document A10, plannen: N° V-01, N° V-02A, N° V-02B, N° V-02C), opgesteld door Arcea srl, van 25 juni 2019;

Gelet op de overeenkomst die op 19 december 2007 is gesloten tussen de stad Lessen, de naamloze vennootschap "Carrières Unies de Porphyre" en de naamloze vennootschap "Snow Games";

Gelet op de lijst van de eigendommen van de aanvrager, afgeleverd door de FOD Financiën, verklarend dat hij eigenaar is van de onroerende goederen ten kadaster gekend als sectie C n°27C2, 27B2, 27Z, 27Y, 28K, 28L, 260C, 63M, 65C, 70D, 70F en sectie B n° 1207C2, 1207D2, 1207 E2 en 1215Y waarop de aanleg van de ringweg is gepland, alsmede de schriftelijke verbintenis van 8 november 2019 waarbij de eigenaar van het perceel ten kadaster gekend als sectie nr. 28M ermee instemt dit over te dragen aan de naamloze vennootschap "Carrières Unies de Porphyre";

Opmaken van het milieueffectenrapport

Overwegende dat de door het wetboek voorgeschreven effectbeoordeling, waartoe bij voornoemd besluit van de Waalse regering van 9 juli 2015 is besloten, is uitgevoerd door het adviesbureau ARIES Consultants, dat naar behoren is erkend overeenkomstig de wetgeving inzake ruimtelijke ordening en milieu;

Overwegende dat de inwerkingtreding, op 1 juni 2017, van het decreet van 20 juli 2016 tot opheffing van het decreet van 24 april 2014 tot opheffing van de artikelen 1 tot 128 en 129^{quater} tot 184 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie en tot vorming van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling (CoDT) in werking is getreden terwijl de beoordeling - door het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling voortaan "milieueffectrapport" genoemd - aan de gang was, aangezien een voorlopige versie van het document op 19 december 2016 was neergelegd;

Overwegende dat overeenkomstig artikel D.II.65, lid 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling met betrekking tot het overgangsrecht dat van toepassing is op het gewestplan, de in het Wetboek bedoelde procedure wordt toegepast op de lopende procedures, met dien verstande dat :

2° het besluit van de Regering tot vaststelling van het voorontwerp van plan als beslissing tot herziening, voorlopige aanneming van het gewestplan, voorlopige aanneming van de compensaties en basisdossier in de zin van de artikelen D.II.44 en D.II.48, § 5, geldt;

4° het op de datum van inwerkingtreding van het Wetboek vigerende milieueffectenonderzoek verder behandeld wordt en bij de voltooiing ervan het verslag over de milieugevolgen vormt.

Overwegende dat het voorontwerpplan dat bij besluit van de Waalse regering van 15 januari 2015 is vastgesteld, derhalve een ontwerpplan is en dat de milieueffectstudie het milieueffectrapport vormt krachtens de vigerende wetgeving;

Overwegende dat de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) en haar opvolger, de Beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening", regelmatig op de hoogte zijn gebracht van de voortgang van de voorlopige analyses en de opstelling van het milieueffectrapport, zoals bepaald in de artikelen D.II.49, § 1 en D.VIII.30 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling; dat zij op 27 april 2017, aan het einde van de eerste fase van de studie, en op 1 december 2017, aan het einde van de tweede fase van de studie, opmerkingen en suggesties hebben geformuleerd;

Overwegende dat het milieueffectrapport ook is voorgelegd aan de Beleidsgroep "Leefmilieu" en aan de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van de stad Lessen;

Overwegende dat de Beleidsgroep "Leefmilieu" op 27 november 2017 zijn opmerkingen en suggesties heeft meegedeeld;

Overwegende dat de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van de stad Lessen haar opmerkingen en suggesties op 29 november 2017 heeft meegedeeld;

Overwegende dat de opsteller van het milieueffectrapport alle opmerkingen en suggesties heeft verwerkt in zijn definitieve document, dat op 14 februari 2018 is ingediend;

Antwoord op de doelstellingen van het ontwerpplan

Overwegende dat het milieueffectrapport het bestaan bevestigt van een exploiteerbare afzetting onder de eigendommen gelegen tussen de steengroeven "Lenoir Frères" en "Lenoir et Vandevelde", geregistreerd als industrieel bedrijfsgebied in het gewestplan over een oppervlakte van 13,1 ha, en dat een totaal volume van ongeveer 46,8 miljoen ton porfier, zoals aangegeven in het ontwerpplan, zou kunnen worden vrijgemaakt door de afzetting onder de rue de la Loge te ontginnen, waardoor de twee huidige ontginningsputten zouden kunnen worden samengevoegd;

Overwegende dat de exploitatie van dit deel van de afzetting dient ter compensatie van de stopzetting op lange termijn waarin is voorzien in de tripartiete overeenkomst die op 19 december 2007 is gesloten tussen de stad Lessen, de naamloze vennootschap "Snow Games" en de naamloze vennootschap "Carrières Unies de Porphyre", van de exploitatie van een onroerend goed van 16 ha dat in het gewestplan is ingeschreven in het gebied van aanhorigheden van ontginningen tussen de steengroeve "Lenoir Frères" en de vroegere steengroeven van Cosyns, Notté en Willocq, waarvoor een project voor de aanleg van een overdekte skipiste en een fitnesscentrum is goedgekeurd, teneinde een voldoende grote isolatiezone tussen beide activiteiten in stand te houden; dat in het milieueffectrapport het resulterende verlies aan afzettingen op iets meer dan 34 miljoen ton wordt geraamd;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectrapport, in tegenstelling tot het ontwerpplan waarin deze reserves op basis van geologische prospectie uit 2007 op ongeveer 40 jaar werden geraamd, op basis van een topografische verkenning uit 2015 de reserves van de gehele site Lessen des Carrières Unies de Porphyre opnieuw raamt op bijna 210 miljoen ton, dat wil zeggen honderd jaar exploitatie; dat hij tevens van mening is dat het beheer van de afgegraven aarde en het steriele gesteenten die verband houden met de exploitatie van dit volume van de afzetting, haalbaar is;

Overwegende dat in het milieueffectrapport wordt bevestigd dat de vraag naar porfiergranulaat van de civieltechnische werken en in de bouwsector ondanks technologische innovaties betrekkelijk stabiel blijft, gezien de specifieke technische kenmerken ervan, met name de slijtvastheid; dat de winning van porfier in België beperkt is tot de afzettingen in Lessen en Bierghes-Quenast, die ook het dichtst bij Noord-Frankrijk liggen, wat verklaart dat een deel van het porfier dat in Lessen door "Carrières Unies de Porphyre" wordt gewonnen, rechtstreeks wordt gebruikt voor de andere activiteiten van de Franse groep Eurovia, waartoe de onderneming behoort, en dat meer dan 50 % van de productie van de onderneming wordt uitgevoerd, hoofdzakelijk naar Frankrijk; dat aggregaten echter een markt vormen die sterk wordt beperkt door de vervoerskosten en waarvoor multimodaliteit, afgezien van de milieuaspecten, een belangrijke economische factor aan het worden is die toegang tot een grotere markt, zowel nationaal als grensoverschrijdend, mogelijk maakt;

Overwegende dat uit het milieueffectrapport ook blijkt dat de productie van porfier in België in de orde van grootte van 5 Mt per jaar ligt, waarvan ongeveer 30 % (iets meer dan 1,4 Mt) wordt geproduceerd op de site van Lessen "des Carrières Unies de Porphyre"; wat de werkgelegenheid betreft, merkt hij op dat de site van Lessen "des Carrières Unies de Porphyre" in 2014 95 directe banen heeft gegenereerd, met een geraamde indirecte werkgelegenheid van 285 eenheden, op basis van een vermenigvuldigingsfactor van 3; dat het personeelsbestand hoofdzakelijk lokaal is, en dat het overgrote deel van het personeel van de operationele site in de buurt van Lessen woont;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectrapport concludeert dat het ontwerpplan gerechtvaardigd is uit het oogpunt van de economische behoeften;

Overwegende dat in het milieueffectrapport ook wordt gesteld dat het ontwerpplan een adequaat antwoord biedt op de door de regering vastgestelde mobiliteitsdoelstellingen, aangezien de voor de vestiging van het tri-modale platform geplande locatie het volgende mogelijk zou maken :

- het gebruik van trajecten om de vrachtwagens van de "Carrières Unies de Porphyre" op de N42 in het centrum van Lessen en de daaruit voortvloeiende overlast te vermijden; het verkeer dat momenteel gebruik maakt van de N42 en de N57 ten westen van Lessen, d.w.z. ongeveer 90 % van het huidige verkeer van de "Carrières Unies de Porphyre", zou kunnen worden opgeheven, evenals het verkeer dat gebruik maakt van de weg Victor Lampe door het centrum van Ollignies;

- het vervoer van 10 % van de producten (200.000 ton/jaar) via het waterwegennet, aangezien het verkeer per binnenschip technisch haalbaar is en uitsluitend naar het zuiden kan worden geleid, zodat het centrum van Lessen niet wordt verstoord; bovendien is het laden van binnenschepen mogelijk zonder het traject van de RAVeL te onderbreken;

- het vervoer van 20 % van de productie (400.000 ton/jaar) per trein, waarbij het gebruik van lijn 87 voor het vervoer per trein ook technisch haalbaar is, aangezien met name blijkt dat er voldoende ruimte beschikbaar is op de laadplaats zonder dat de spoorwegovergang van "la Mouplière" moet worden gesloten, en dat het autoverkeer op de "chaussée Gabrielle Richet" geen hinder zal ondervinden, aangezien het treinverkeer beperkt is tot ongeveer drie bewegingen per dag;

Overwegende voorts dat zij niet de mogelijkheid ter discussie stelt om een deel van de rue de la Loge af te snijden om de exploitatie van de onderliggende afzetting mogelijk te maken, en geen alternatief voorstelt voor het tracé van de omleidingsweg dat in het ontwerpplan is aangehouden om de betrokken wegen weer in gebruik te nemen ook al wordt geconcludeerd dat het nieuwe tracé de reis naar het centrum van Lessen met 2,2 km zal verlengen voor de bewoners van een vijftigtal huizen in de rue de Gages, en met 0,95 km voor de bewoners van de rue de la Loge en Lessenbos;

Overwegende dat het milieueffectrapport het ontwerpplan ook steunt vanuit energie- en klimaatopgumpunt, aangezien de reorganisatie van het productvervoer na de invoering van het tri-modale platform een vermindering van het jaarlijkse energieverbruik met 12 % en van de CO₂-uitstoot met 13 % per ton vervoerd product mogelijk zal maken, d.w.z. een stijging van het energieverbruik beperkt tot 23 % en van de CO₂-productie beperkt tot 22 % bij een productiestijging van 40 %; binnen de site zal de vernieuwing van de verwerkingsinstallaties en de verplaatsing ervan gepaard gaan met een vermindering van het dieselverbruik met 10 % en van het elektriciteitsverbruik met 9 à 15 %;

Overwegende dat in het milieueffectrapport niet wordt gesteld dat de opnemings van zones met een economische bestemming en van een omleidingsweg milieueffecten zal hebben, zoals op de levenskwaliteit, de menselijke activiteiten, de bodem en ondergrond, het water of de biodiversiteit, die ertoe zouden leiden dat het ontwerpplan ter discussie wordt gesteld; dat geen enkel alternatief wordt gekozen dat qua ligging, afbakening of gebruik de voorkeur verdient; dat de voorgestelde mitigerende maatregelen gericht zijn op specifieke technische installaties en voorzieningen die deel uitmaken van de toetsing van vergunningsaanvragen na de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan en de milieubeoordelingen waaraan zij zullen worden onderworpen;

Overwegende dat de in het ontwerpplan gemaakte keuze van de zone die moet worden toegekend als zone die niet voor bebouwing is bestemd, als planologische compensatie voor de opnemings van een industriële bedrijfsruimte op onroerende goederen die in het gewestplan zijn opgenomen in landbouw- en groengebieden met een oppervlakte van 5,6 ha, door het verslag over de milieueffecten noch wat de ligging, noch wat het gebruik betreft, ter discussie wordt gesteld; dat hij, zoals ook is voorgesteld door de Beleidsgroepen "Ruimtelijke ordening" en "Leefmilieu", slechts voorstelt de omtrek van de zone aan te passen door deze hetzij ten oosten, hetzij ten noorden van de steengroeve Tacquenier uit te breiden, teneinde de bestaande reserve van explosieven in de industriële bedrijfsruimte te handhaven en het evenwicht van het te compenseren gebied strikt te eerbiedigen; dat hij bovendien aanbeveelt dat deze planologische compensatie de facto wordt uitgevoerd, maar niet eerder dan vijf jaar na de datum van de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan, teneinde de volledige verwijdering van een porfierbestand en van de ter plaatse aanwezige spoorweginfrastructuur mogelijk te maken, waarbij de ontmanteling ervan in feite veronderstelt dat het multimodale platform operationeel wordt gemaakt;

Overwegende dat deze aanpassing van de omtrek niet van invloed is op de fundamentele mogelijkheden die het ontwerpplan voor planologische compensatie biedt; dat de fasering die de auteur van het milieueffectrapport voor deze compensatie voorstelt, er bovendien uitsluitend op gericht is de daadwerkelijke verwezenlijking van de in het gewestplan opgenomen nieuwe groenstrook uit te stellen, zonder dat dit gevolgen heeft voor de uitvoering van het ontwerpplan;

Overwegende dat de planologische compensatie juridisch volledig wordt verwezenlijkt door de opnemings van een gebied dat niet voor bebouwing is bestemd in plaats van de opnemings van een voor bebouwing bestemd gebied; dat het herziene gewestplan bijgevolg geldig is zodra de planologische compensatie is ingeschreven op het ogenblik van de definitieve vaststelling ervan, zonder dat het nodig is dat het op die datum van kracht wordt;

Overwegende dat het in artikel D.II.45, lid 3, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling bedoelde evenwicht tussen al dan niet voor bebouwing bestemde gebieden op het gebied van de ruimtelijke ordening veronderstelt dat gebied dat als compensatie dient, daadwerkelijk wordt uitgevoerd; dat deze uitvoering echter in de tijd kan worden uitgesteld door de opnemings van een aanvullende bepaling betreffende de fasering van de ingebruiknemings, in de zin van artikel D.II.21, § 3, 2°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling; dat het voorstel van de auteur van het milieueffectrapport om de uitvoering van bepaalde delen van het niet voor bebouwing bestemde gebied uit te stellen dus geen gevolgen heeft voor de bewoning van het nieuwe voor bebouwing bestemde gebied en dus de doelstellingen van het ontwerpplan niet ter discussie stelt;

Overwegende dat naar aanleiding van de suggestie van de Beleidsgroep "Leefmilieu" van 27 november 2017 en de Beleidsgroep "Ruimtelijke ordening" van 1 december 2017, in het milieueffectrapport de opnemings van een gebied van aanhorigheden van ontginningen, in de zin van artikel D.II.33 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, wordt overwogen, in plaats van een ontginningsgebied zoals bepaald in artikel 32 van het "CWATUP"; dat de auteur van het milieueffectrapport geen aanmerkelijk andere effecten voorstelt dan de opnemings van een ontginningsgebied en bovendien van oordeel is dat de bestemming in een gebied van aanhorigheden van ontginningen een geringer effect op naburige woongebieden zal hebben dan de bestemming in een industriële bedrijfsruimte in het gewestplan;

Overwegende dat het ontwerpplan niet ter discussie is gesteld door de Beleidsplannen "Ruimtelijke ordening" en "Leefmilieu" en door de gemeentelijke adviescommissie Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit van de stad Lessen tijdens de informatiefase over de totstandkoming van het milieueffectrapport;

Overwegende dat, aangezien noch het rapport over de milieueffecten, noch de Beleidsplannen en de gemeentelijke commissie het door de Regering op 15 januari 2015 vastgestelde ontwerpplan wezenlijk in vraag hebben gesteld, geen toepassing is gegeven aan de bepalingen van artikel D.II.49, § 2 en § 3, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, op grond waarvan het ontwerpplan en het rapport over de milieueffecten aan een aanvullend overleg kunnen worden onderworpen en na dit overleg eventueel een nieuw ontwerpplan kan worden vastgesteld;

Openbaar onderzoek - antwoorden op klachten

Overwegende dat het ontwerp van herziening van het gewestplan Ath-Lessen-Edingen van 30 mei tot en met 13 juli 2018 aan een openbaar onderzoek is onderworpen, nadat het was bekendgemaakt volgens de door de artikelen D.VIII.7 en 9 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling voorgeschreven formulieren; dat de gemeenteraad van Lessen er op 27 augustus 2018 advies over heeft uitgebracht, evenals de adviezen van de beleidsgroepen "Leefmilieu" van 31 oktober 2018 en "Ruimtelijke Ordening" van 16 november 2018;

Overwegende dat het openbaar onderzoek aanleiding heeft gegeven tot zeven klachten, opmerkingen en vragen van personen en verenigingen betreffende :

- het beheer van de door het ontwerpplan teweeggebrachte mobiliteit en de aanpassingen die aan het wegennet moeten worden aangebracht;
- de planologische compensatie, in het bijzonder de afbakening ervan;
- de overstromingsrisico's die worden veroorzaakt door het waterdicht maken van de onroerende goederen waarop het ontwerpplan betrekking heeft;
- de door de activiteit veroorzaakte overlast en vervuiling;
- het ontbreken van compensatie voor de bewoners van het ontwerpplan en het feit dat geen rekening is gehouden met de mogelijke devaluatie van hun woningen;
- de herbesteding van een deel van het in het vigerende gewestplan opgenomen gebied van aanhorigheden van ontginningen (voormalig ontginningsgebied), waarvan de exploitatie thans niet meer wordt overwogen;

- de herinrichting van de steengroeve na de exploitatie; die als volgt worden ingevuld:

Mobiliteitsbeheer en aanpassing van het wegennet

Overwegende dat, hoewel de bezwaarindieners toegeven dat de verwezenlijking van een multimodaal platform een positief aspect van het ontwerpplan is, zij niettemin van mening zijn dat het aandeel van het wegvervoer (70 %) te hoog blijft, te meer daar de totale belasting van het Chinese wegennet zal toenemen ten gevolge van de toegenomen productie van de "Carrières Unies de Porphyre";

Overwegende dat in het milieueffectrapport weliswaar wordt gesteld dat de overschakeling op een productie van 2 Mt/jaar in absolute cijfers ongeveer 400 treinen, 660 binnenschepen en 49.000 vrachtwagens per jaar zal vertegenwoordigen, maar dat, gezien de nieuwe verdeling van het vervoer die het toekomstige multimodale platform mogelijk zal maken (70 % weg, 20 % spoor en 10 % water), de relatieve toename van het aantal vrachtwagens (16 %) vrij gering zal zijn in vergelijking met de verwachte toename van het aantal treinen (148 %) en het aantal schepen (210 %);

Overwegende dat, ondanks deze toename, de overlast die het wegverkeer in verband met de steengroeve momenteel voor de Lessen-bevolking veroorzaakt, aanzienlijk zal afnemen dankzij de verplaatsing van de infrastructuur voor het wegvervoer die in het kader van het project "Lessen 2020" is gepland;

Overwegende dat de herconfiguratie van de routes die wordt overwogen na de voltooiing van het knooppunt tussen de N521 en de N56 (westelijke rondweg van Lessen) het mogelijk zal maken om vanaf de boulevard Branquart de nieuwe verbindingsweg met de A8 aan knooppunt 30 op te nemen, waardoor het huidige verkeer grotendeels beperkt blijft tot het knooppunt 29 van de A8 (ongeveer 90 % van het wegverkeer dat door de steengroeve wordt gegenereerd), dat de N42 en de N57 ten westen van Lessen neemt en, verder, de chaussée Victor Lampe wanneer deze het centrum van Ollignies doorkruist; dat de afstand die door de vrachtwagens zal worden afgelegd derhalve 1,5 km zal bedragen in plaats van de huidige 11 km; dat deze herschikking van het verkeer wordt verwacht ook al is de westelijke singel om Lessen nog niet voltooid;

Overwegende dat de nota's van de Beleidsgroepen "Leefmilieu" en "Ruimtelijke Ordening" benadrukken dat de verplaatsing van de porfiertransportinstallaties zal verhinderen dat het vrachtverkeer het centrum van Lessen doorkruist en dus de overlast die het veroorzaakt zal verminderen;

Overwegende dat het gebruik van alternatieven voor het wegvervoer - in dit geval het spoor en de binnenschepen - alleen mogelijk is wanneer het massavervoer kan worden georganiseerd onder aanvaardbare technische en economische voorwaarden, die verband houden met talrijke factoren: concentratie van de klanten, afgelegde afstand, aanwezigheid van werkplaatsen die verbonden zijn met het spoor of de waterwegen, exploitatie van de spoor- en rivierlogistiek (in dit geval sluizen en onderhoud van de waterweg), enz. hetgeen impliceert dat het wegvervoer vaak de meest gebruikte vervoerswijze is, gezien de flexibiliteit in ruimte en tijd; dat de modale verdeling van het verkeer dat door de activiteit van de "Carrières Unies de Porphyre" wordt gegenereerd, aan deze beperkingen onderhevig is.

Voorts overwegende dat het uitstel van de aanleg van het kanaal "Seine Nord", hoewel het geen beletsel vormt voor het vervoer per binnenschip in zuidelijke richting via het "Canal du Nord", dat thans in gebruik is maar een kleinere spoorwijdte heeft, waarschijnlijk zal leiden tot een beperking van de jaarlijks over water vervoerde tonnages, waarop de Carrières Unies de Porphyre geen vat hebben;

Overwegende dat wat de toekomstige toegang tot het multimodale platform betreft, sommigen zich afvragen of een nieuwe rotonde op de "boulevard Branquart" wel zin heeft, aangezien er al een rotonde op de "chaussée Gabrielle Richet" ligt; dat anderen een alternatieve manier voorstellen om vrachtwagens de multimodale zone te laten verlaten via de "chaussée Gabrielle Richet", zodat de aanleg van een extra rotonde op de "boulevard Branquart" en de kap van een twintigtal opmerkelijke bomen vermeden kunnen worden;

Overwegende dat uit het milieueffectrapport blijkt dat, om de volgende redenen, de toegang tot de toekomstige bedrijfsruimte die de installaties van het multimodale platform moet huisvesten, via de "boulevard Branquart" moet lopen en niet via de chaussée "Gabrielle Richet":

- de bestaande rotonde aan de chaussée Gabrielle Richet staat niet in verbinding met het toekomstige platform en biedt derhalve geen toegang tot dit laatste;

- het uitrijden van vrachtwagens van het multimodale platform aan de ringweg van de stad (boulevard Branquart) beperkt de doorgang van vrachtwagens op kleinere gemeentelijke wegen die niet aan dergelijk verkeer zijn aangepast, zoals de chaussée Gabrielle Richet;

- de veiligheid van de omwonenden in geval van een uitrit van het vrachtverkeer via de "chaussée Gabrielle Richet" zou meer in het geding zijn dan bij de voorgestelde uitrit aan de "boulevard Branquart", waar zich op deze plaats geen woningen bevinden;

Overwegende dat de aanleg van een rotonde voor het toekomstige platform op de "boulevard Branquart" de voorkeur geniet om een zo veilig mogelijke verbinding mogelijk te maken daar de weg op deze plaats stijgt en een goede zichtbaarheid voor het veilig invoegen van vrachtwagens verhindert; dat de verwezenlijking van deze infrastructuur het voorwerp heeft uitgemaakt van een principeakkoord van de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur van 12 februari 2010; dat het kappen van opmerkelijke bomen zou kunnen worden gecompenseerd door een passende landschappelijke inplanting van deze rotonde; dat de precieze configuratie van deze infrastructuur buiten de schaal van het gewestplan valt en dat, met het oog op de meest geschikte aansluiting van de toekomstige installaties op de RN57, alternatieven voor de aanleg van een rotonde kunnen worden onderzocht in het kader van de procedure voor de afgifte van de voor de aanleg van het platform vereiste eenmalige vergunning; dat in het stadium van de herziening van het gewestplan alleen het bestaan van een mobiliteitsoplossing moet worden vastgesteld, en niet de precieze vorm die deze zal aannemen; dat dit wordt aangetoond door het milieueffectrapport;

Overwegende dat sommigen bezwaar maken tegen het feit dat de toegang tot de RN57 via de rotonde "Intermarché" niet is toegerust om het te verwachten verkeer te verwerken; dat anderen zich afvragen welke maatregelen zullen worden genomen om te voorkomen dat vrachtwagens die de steengroeve verlaten, de "chaussée Victor Lampe" gebruiken;

Overwegende dat na de voltooiing van de nieuwe toegangsweg tot de A8 vanuit het westen van Lessen de rotonde bekend als "Intermarché" de belangrijkste doorgangsweg zal worden voor het vrachtverkeer van de "Carrières Unies de Porphyre" maar ook voor alle andere vrachtwagens die naar de zoning of naar de firma Baxter gaan; dat de Waalse autoriteiten eventueel kunnen overwegen deze rotonde aan te passen aan dit soort verkeer en dit verkeersvolume;

Overwegende dat de "chaussée Victor Lampe" momenteel veel wordt gebruikt door verkeer dat gebruik maakt van de A8; dat de nieuwe toegangsweg tot de A8 via het westen van Lessen in ieder geval het grootste deel van het wegverkeer van de "Carrières Unies de Porphyre" zal aantrekken, hetgeen alleen maar gunstige gevolgen kan hebben voor de bewoners van de "chaussée Victor Lampe"; dat de verplichting voor vrachtwagens om bepaalde routes te gebruiken een politieke maatregel is en geen bepaling van het gewestplan;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners erop aandringen dat de bescherming van fietsers op de door het project voorziene rotonde voor het uitrijden van vrachtwagens wordt gewaarborgd en dat de kwaliteit van het landschap wordt gewaarborgd; dat, zoals hierboven is aangegeven, de meest geschikte inrichting om de verbinding tussen het toekomstige platform en de RN57 te waarborgen, zal worden bestudeerd in het kader van de aanvraag voor een eenmalige vergunning en dat bij die gelegenheid overwegingen in verband met de veiligheid en de kwaliteit van het landschap zullen worden onderzocht;

Overwegende dat de gemeenteraad van Lessen in zijn advies van 27 augustus 2018 van mening is dat elke aanpassing of wijziging van de huidige configuratie op het gebied van mobiliteit vooraf het voorwerp moet uitmaken van een mobiliteitsstudie op basis van een actualisering van de gegevens, met name gezien de toename van het vrachtverkeer van de "Carrières Unies de Porphyre" ondanks de realisatie van het platform;

Overwegende dat een dergelijk verzoek valt onder de procedures met betrekking tot de afgifte van vergunningen na de huidige herziening van het gewestplan;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners zich verzetten tegen de geplande gedeeltelijke opheffing van de rue de la Loge, of zelfs tegen de herziening van het gewestplan dat in die opheffing voorziet, en tegen de vervanging ervan door een omleidingsweg, gezien de gevolgen daarvan voor de mobiliteit van de plaatselijke bevolking, met name voetgangers en fietsers, die langere afstanden zullen moeten afleggen, met name om de verbinding tussen Deux-Acres en Lessenbos tot stand te brengen; dat sommigen vraagtekens zetten bij de kwaliteit van het milieueffectrapport op dit punt, waarin bepaalde gevolgen van deze verwijdering zouden worden geminimaliseerd of weggelaten; dat zij, evenals de Beleidsgroep "Leefmilieu", van mening zijn dat in ieder geval moet worden voorzien in kwalitatief goede en veilige fietspaden;

Overwegende dat in het milieueffectrapport wordt gesteld dat de verwijdering van het gedeelte van de "rue de la Loge" tussen de "chemin de Mons à Gand" en de "rue de Gages" noodzakelijk is voor een volledige en rationele exploitatie van de afzetting die zich binnen het gebied van aanhorigheden van ontginningen bevindt, hetgeen de onderhavige herziening van het gewestplan rechtvaardigt;

Overwegende dat het gekozen tracé om de opgeheven weg weer in gebruik te nemen, het tracé is dat is vastgelegd in de overeenkomst van 19 december 2007 tussen de gemeente Lessen en de naamloze vennootschap "Carrières Unies de Porphyre"; dat het tracé aansluit op de chemin de la Mouplière en de zuidoostelijke grens van het gebied van aanhorigheden van ontginningen dat is opgenomen in het gewestplan om uit te komen op de weg van Bronchenne;

Overwegende dat in het milieueffectrapport wordt geconcludeerd dat dit het kortst mogelijke traject is tussen de "rue de la Loge" en de "chaussée Gabrielle Richet" en dus het traject dat de extra afstanden en reistijden voor de ritten die momenteel gebruik maken van het weggedeelte waarvan de opheffing wordt overwogen, zoveel mogelijk zal beperken; dat, overeenkomstig de suggestie van de Beleidsgroep "Leefmilieu" van 27 november 2017, de auteur van het milieueffectrapport de mogelijkheid van verbreding van de "Chemin de la Mouplière" heeft overwogen, maar deze heeft verworpen, gezien de lengte van de weg die volledig moet worden heringericht en de overlast in verband met het verkeer voor de bewoners die in de buurt van de weg wonen en de bewoners van de woonwijk van la "Basse-Cour"; dat in het milieueffectrapport rekening is gehouden met alle potentieel getroffen bewegingen en geen verkieslijk alternatief is aangegeven voor het in het ontwerpplan opgenomen tracé;

Overwegende dat de kwaliteit van het milieueffectrapport door de Beleidsgroepen "Leefmilieu" en "Ruimtelijke ordening" op dit punt niet in twijfel is getrokken en dat er derhalve geen reden is om aan te nemen dat de gevolgen van de schrapping van bovengenoemd onderdeel tot een minimum zijn beperkt;

Overwegende derhalve dat het vastgestelde mobiliteitsprobleem op correcte wijze wordt opgelost door het hierboven beschreven project voor een omleidingsweg;

Overwegende dat de overeenkomst van 19 december 2007, waarbij de Stad Lessen en de naamloze vennootschap "Carrières Unies de Porphyre" partij zijn, bepaalt dat de realisatie van de ringweg een voorafgaande voorwaarde is voor de buitengebruikstelling van het gedeelte van de "rue de la Loge" tussen de "chemin de Mons à Gand" en de "rue des Gages";

Overwegende dat zij zich er tevens toe verbindt de "Carrières Unies de Porphyre" financieel te belasten met de aanleg van de ringweg, die zal moeten worden aangelegd op onroerend goed dat haar toebehoort en dat gelegen is binnen de omtrek van het gebied van aanhorigheden van ontginningen dat in het gewestplan is opgenomen; dat zij tevens preciseerd dat deze nieuwe tweebaansweg een structuur zal hebben die gelijkwaardig is aan die van de "rue de la Loge" en dat deze weg - en het bijbehorende grondbezit - na voltooiing voor de symbolische euro aan de stad zullen worden overgedragen en in het gemeentelijke wettelijk zullen worden opgenomen;

Overwegende dat de naamloze vennootschap "Carrières Unies de Porphyre", zoals blijkt uit de documenten waarnaar in dit besluit wordt verwezen, reeds eigenaar is van bijna het gehele onroerend goed dat overeenkomt met het grondbezit van de omleidingsweg en in het bezit is van een schriftelijke verbintenis van de eigenaar om aan haar het perceel over te dragen dat ten kadaster gekend is als sectie C nr. 28M en dat het restant van het grondbezit vormt; dat door de vennootschap een aanvraag om stedenbouwkundige vergunning is ingediend voor de aanleg van de omleidingsweg, waarvoor op 23 september 2019 een ontvangstbewijs is afgegeven; dat de aanvraag voor de aanleg van deze weg, overeenkomstig het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeentelijke wegen, is aanvaard bij ministerieel besluit van 1 december 2020, nadat beroep was ingesteld tegen de beslissing van de gemeenteraad van 27 augustus 2020;

Overwegende dat derhalve de verzekering wordt gegeven dat deze weg zal worden aangelegd, ingeval de operatie de verwijdering van een gedeelte van de "rue de la Loge" zou meebrengen;

Overwegende dat de bovengenoemde overeenkomst van 19 december 2007 ook een antwoord biedt aan de bezwaarindieners die menen dat de aanleg- en onderhoudskosten van de omleidingsweg op de "rue de la Loge" moeten worden gedragen door de "Carrières Unies de Porphyre" om geen extra kosten voor de gemeentefinanciën te vormen; dat deze kwestie losstaat van de huidige herziening van het gewestplan;

Overwegende bovendien dat de omleidingsweg tussen de rue de la Loge en de chaussée Gabrielle Richet, waarvan de aanleg is aanvaard bij ministerieel besluit van 1 december 2020, wel degelijk voorziet in een tweerichtingsfietspad;

Overwegende dat sommigen vragen om informatie over de frequentie van treinen die het station binnenkomen via de oude "ligne Dupuis" en wensen dat het laden van treinen en de toegangen tot het station worden beperkt tussen 8 en 20 uur;

Overwegende dat in het milieueffectrapport wordt geraamd dat 309 treinen nodig zullen zijn om de productie van de "Carrières Unies de Porphyre" te evacueren wanneer deze twee miljoen ton bereikt, wat overeenkomt met ongeveer 1,4 treinen per dag activiteit, d.w.z. ongeveer drie bewegingen per dag activiteit; dat de toegestane tijdstippen voor het treinverkeer zullen worden vastgesteld in de eenmalige vergunning die nodig is voor de uitvoering van het project "Lessen 2020";

Planologische compensatie

Overwegende dat sommigen van oordeel zijn dat de reserve van explosieven niet kan worden gehandhaafd binnen de omtrek van het groengebied dat in het ontwerpplan is opgenomen als planologische compensatie en hun voorkeur uitspreken voor het alternatief dat in het milieueffectrapport wordt voorgesteld, zonder evenwel te preciseren welk alternatief dat is, het rapport stelt er twee voor; dat sommigen van oordeel zijn dat dit groengebied, althans gedeeltelijk, toegankelijk moet zijn voor de inwoners van de gemeente, voor educatieve en recreatieve doeleinden;

Overwegende dat in het op 15 januari 2015 vastgestelde ontwerpplan werd voorgesteld de opnemings van de 5,6 ha nieuwe industriële bedrijfsruimte in plaats van landbouw- en groengebieden planologisch te compenseren door de wijziging in groengebieden van ongeveer 5,6 ha onroerend goed van de vennootschap "Carrières Unies de Porphyre" ten noorden en ten westen van de voormalige steengroeve Tacquenier, die in het gewestplan was opgenomen als industriële bedrijfsruimte;

Overwegende dat het milieueffectrapport in zijn op 19 december 2016 ingediende ontwerpversie bevestigde dat de onroerende goederen nog gedeeltelijk in beslag werden genomen door een porfiervoorraad die eerder als niet-recupereerbaar werd beschouwd, een particuliere spoorweg en de huidige treinlaadfaciliteiten van de "Carrières Unies de Porphyre"; dat de overbrenging van de industriële en logistieke installaties naar het zuiden, in het kader van het project "Lessen 2020", de instandhouding van deze installaties niet langer zal rechtvaardigen; dat er een markt bestaat voor de valorisatie van het porfierhoudend afvalgesteente, die de geleidelijke ontginning van deze afzetting mogelijk maakt en dat de particuliere spoorwegen zullen worden ontmanteld;

Overwegende dat het milieueffectrapport, gezien de ligging van de site, zijn insluiting en het ontbreken van toegang via de openbare weg, niet voorziet in de mogelijkheid van een nieuwe industriële bestemming en concludeert dat de handhaving van het huidige gebruik derhalve niet langer gerechtvaardigd is;

Overwegende dat de betrokken onroerende goederen grenzen aan een site die grenst aan de voormalige steengroeve Tacquenier, die in het gewestplan als natuurgebied is opgenomen en waarop een landschappelijk waardevol gebied is aangelegd; dat in het milieueffectrapport wordt geconcludeerd dat een herbestemming van de percelen die voor compensatie worden gebruikt in een groengebied het mogelijk zal maken dat deze percelen, na de ontmanteling van de spoorweginstallaties en de verwijdering van het porfierbestand, opnieuw door een natuurlijke vegetatie worden gekoloniseerd en dat een overgang wordt gecreëerd tussen de natuurgebied en het groengebied dat in het noordoosten is gelegen;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectrapport geen relevanter algemeen locatiealternatief voor de door het ontwerpplan voorgestelde compensatie heeft aangegeven onder de bebouwingsgebieden op het grondgebied van Lessen en omgeving; dat hij niettemin de aanwezigheid van een explosievenreserve op het terrein heeft vastgesteld en heeft aanbevolen de omtrek van de door het ontwerpplan voorgestelde compensatie aan te passen om deze in de resterende industriële bedrijfsruimte te handhaven; dat de in deze eerste versie van het milieueffectrapport voorgestelde alternatieve afbakening de omtrek in oostelijke richting heeft opgerekt, in het verlengde van het natuurgebied grenzend aan de mijnput Tacquenier, met inbegrip van een parkeerterrein en een weg, en onroerend goed omvat dat in het gewestplan over een oppervlakte van 6,42 ha is toegewezen aan de industriële bedrijfsruimte;

Overwegende dat de Beleidsgroep "Leefmilieu" in zijn opmerkingen en suggesties over het milieueffectrapport van 27 november 2017 heeft overwogen dat dit alternatief met uitsluiting van de explosievenreserve adequater was dan het alternatief in het ontwerpplan;

Overwegende dat de gemeentelijke adviescommissie Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit van de stad Lessen van haar kant op 29 november 2017 de vaststelling heeft gedaan dat de locatie van het explosievendepot van de "Carrières Unies de Porphyre" op lange termijn de ontwikkeling van het gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg zou kunnen beperken; dat de Commissie, tot besluit, wenst dat de locatie van het explosievendepot wordt gewijzigd wanneer de vergunning die dit depot toestaat, afloopt;

Overwegende dat de Beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening" in zijn opmerkingen en suggesties van 1 december 2017 heeft overwogen dat, in tegenstelling tot de Beleidsgroep "leefmilieu", de door de auteur van het milieueffectrapport voorgestelde alternatieve configuratie beter moet worden gemotiveerd, of zelfs moet worden gewijzigd, gelet op de bijzondere vorm ervan en de gegenereerde "overcompensatie";

Overwegende dat de auteur van het milieueffectrapport in zijn eindrapport van januari 2018, ingediend op 14 februari 2018, constateert dat het explosievendepot sinds 1 januari 2018 niet meer het materieel bevat dat nodig is voor de mijnschoten uit de exploitatie en alleen nog schotresten en een kleine extra voorraad bevat; dat hij niettemin, rekening houdend met de constatering van de Beleidsgroep "Ruimtelijke ordening", een tweede afbakeningsvariant voorstelt voor planologische compensatie die voldoet aan de volgende criteria :

- de reserve explosieven in de industriële bedrijfsruimte houden, buiten het compensatiegebied;
- een aangepaste vorm voorstellen;
- het compensatiegebied opnemen op onroerend goed dat exclusief toebehoort aan de "Carrières Unies de Porphyre";
- het groengebied ten noorden van het voorgestelde compensatiegebied en het natuurgebied ten zuiden ervan, grenzend aan de mijnput Tacquenier, met elkaar verbinden door in het gewestplan een nieuwe groengebied op te nemen;
- de te compenseren oppervlakte niet overschrijden;

Overwegende dat dit tweede alternatieve voorstel voorziet in de opname in een groengebied van onroerende goederen met een oppervlakte van 5,6 ha die zich uitstrekt over de industriële bedrijfsruimte ten noorden van de voormalige mijnput Tacquenier (4,3 ha) alsmede over het gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg (1,1 ha) en de gemengde bedrijfsruimte (0,2 ha) die daaraan grenst;

Overwegende dat de gemeenteraad van Lessen, tijdens zijn vergadering van 27 augustus 2018, van mening was dat een compensatiegebied dat het gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg gedeeltelijk integreert, een hypotheek zou leggen op de verstedelijking en de herontwikkeling van een bebouwingsgebied, gelegen langs een uitgeruste rijweg en dicht bij het treinstation;

Overwegende dat hij voorstelt het door de auteur van het milieueffectrapport voorgestelde compensatiegebied uit te breiden in westelijke richting, op de industriële bedrijfsruimte, teneinde het potentieel van een bebouwingsgebied niet verloren te laten gaan, de verdichting van de habitatkernen in de buurt van het stadscentrum mogelijk te maken en het in het gewestplan opgenomen natuurgebied verder te beschermen door het contact ervan met het groengebied te vergroten;

Overwegende dat het op 27 mei 1999 goedgekeurde ruimtelijk ontwikkelingsplan tot doel heeft de stads- en dorpskernen rond de centrale kern te structureren in complementariteit met deze kern en de verstedelijking rond centrale plaatsen zoals stations te verdichten; dat de herbestemming van het gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg langs de Chemin du Foubersart naar een niet voor bebouwing bestemd gebied, strijdig zou zijn met deze doelstellingen; dat het tweede alternatief dat door de auteur van het milieueffectrapport is voorgesteld voor de planologische compensatie van het ontwerpplan, derhalve moet worden verworpen;

Overwegende dat de gemeenteraad de afbakening van de onroerende goederen die in het toekomstige groengebied moeten worden opgenomen, niet preciseerd; dat deze onroerende goederen de kadastrale percelen 584e, 581m, 506e², 506b², 498h², 424z, 517n omvatten, die als industriële bedrijfsruimte in het vigerende gewestplan opgenomen zijn ten oosten van de voormalige steengroeve Tacquenier, en die de vennootschap "Carrières Unies de Porphyre" heeft toegezegd aan de stad te verkopen voor de symbolische euro in het kader van de voornoemde overeenkomst van 19 december 2007, na volledige ontmanteling van de installaties en het opvullen van de putten;

Overwegende dat deze onroerende goederen ook deel uitmaken van de uitbreiding van de bebouwde woonkern van de stad en dicht bij het stadscentrum en het spoorwegstation liggen; dat de identificatie van de goederen die voor bebouwing moeten worden bestemd en van die welke daarvoor zullen worden behoed om een overgang tussen het natuurgebied en de bebouwing te vormen, een lokale aangelegenheid is en dat het derhalve aan de gemeentebesturen, voor wie zij bestemd zijn, moet worden overgelaten om dit onderscheid in het kader van hun beheersplannen te maken; dat dit alternatief overigens niet in het milieueffectenrapport is gehandhaafd;

Overwegende dat de grenzen van het eerste alternatief of de afbakeningsvariante van de planologische compensatie van het ontwerpplan, die in het milieueffectenrapport, in de versie van 19 december 2016, is aangehouden, noch met perceelsgrenzen, noch met tastbare fysieke elementen overeenstemmen en niet op onbetwistbare wijze in het gewestplan kunnen worden weergegeven; dat deze omtrek installaties dekt waarvan in het milieueffectenrapport niet is aangegeven of zij zullen worden afgevoerd en de daadwerkelijke verwezenlijking van het groengebied mogelijk zal maken;

Overwegende dat derhalve noch de in het milieueffectenrapport gekozen alternatieven, noch het voorstel van de gemeenteraad als relevanter kunnen worden beschouwd dan het door het ontwerpplan gepresenteerde alternatief, en derhalve terzijde moeten worden geschoven;

Overwegende dat de voorraad explosieven die deel uitmaakt van de omtrek van de planologische compensatie van het ontwerpplan, bij een vergunning van 6 augustus 2015, voor een periode van 20 jaar is toegelaten; dat er op lange termijn zal moeten worden beslist over de ontmanteling ervan, zoals voorgesteld door de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van de stad Lessen; dat deze voorraad momenteel alleen schietresten en een voorraad van geringe betekenis bevat;

Overwegende bovendien dat de onroerende goederen waarop hij is gevestigd niet toegankelijker voor het publiek zullen worden dan thans het geval is; dat de vennootschap "Carrières Unies de Porphyre" inderdaad niet voornemens is de onroerende goederen die de door het ontwerpplan voorgestelde planologische compensatie vormen, aan de stad over te dragen, noch deze voor het publiek toegankelijk te maken voor educatieve en recreatieve doeleinden, waarbij de overdracht van onroerende goederen aan de stad, zoals hierboven vermeld, slechts betrekking heeft op de percelen waarop de overeenkomst van 19 december 2007 van toepassing is;

Overwegende derhalve dat de opname van dit depot in het groengebied geen belemmering vormt voor het onderhoud ervan, noch voor de mogelijkheid om het groengebied te ontsluiten, gezien de geringe oppervlakte van het gebouw, waarvan de duurzaamheid bovendien niet wordt verkregen na de geldigheidsduur van de vergunning;

Overwegende dat het om alle bovengenoemde redenen noodzakelijk is de opnemings als groengebied, als planologische compensatie, van de als zodanig in het ontwerpplan genoemde onroerende goederen te bevestigen;

Overstromingen

Overwegende dat sommige bezwaarindieners vrezen dat de toename van ondoordringbare oppervlakken als gevolg van de herziening van het gewestplan en een wijziging van het tracé van de beek "de Ligne" in verband met de aanleg van een toegangsweg naar het platform via de nieuwe rotonde, zou kunnen leiden tot een verhoogd overstromingsrisico stroomopwaarts;

Overwegende dat uit het milieueffectenrapport blijkt dat de verwezenlijking van het project "Carrières Unies de Porphyre" inderdaad de omliegging van de beek "de Ligne" langs de "Boulevard Branquart" en de verbreding ervan impliceert; dat daarin wordt aanbevolen de pijpleiding die moet worden aangelegd aan te passen aan het nieuwe tracé van de beek (en de opening die onder de nieuwe toegangsweg naar de site moet worden gemaakt) om de honderdjarige overstromingen te beheren, teneinde elk risico van overstromingen te voorkomen;

Overwegende dat de technische kenmerken van deze inrichtingen in de vergunningsaanvraag nader zullen worden omschreven, in overleg met de bevoegde diensten van de provincie Henegouwen, aangezien de beek "de Ligne" in categorie 2 is ingedeeld;

Hinder en verontreinigingen

Overwegende dat sommige bezwaarindieners belangstelling hebben voor het algemene probleem van de hinder die door de exploitatie zal worden veroorzaakt en zich vragen stellen over de gevolgen voor de gezondheid van het stof, het lawaai en de stoffen die bij de verwerking van de nieuwe productie worden gebruikt; dat zij wensen dat op deze gebieden de strengste normen worden toegepast en voorstellen doen om met name stof en lawaai te beperken;

Overwegende dat in het milieueffectenrapport wordt gesteld dat de verplaatsing van de steenverwerkingsinstallaties en het vervoer van de verwerkte materialen van hun huidige locatie, relatief dicht bij het centrum van Lessen naar de groeve Lenoir en het nieuwe multimodale platform, die meer perifeer gelegen zijn en in een minder verstedelijkte omgeving liggen, de totale impact wat betreft geluids- en stofemissies waarschijnlijk zal verminderen, vooral omdat de primaire breekinstallaties vijftien meter lager zullen worden geplaatst dan de bestaande breker; dat bij het ontwerp van deze nieuwe installaties de beste beschikbare technieken kunnen worden toegepast, zodat de geluids- en stofemissies tot een minimum kunnen worden beperkt en aan de meest recente geldende milieunormen kan worden voldaan; dat de productie van aggregaten uitsluitend plaatsvindt door middel van mechanische processen zonder gebruikmaking van "chemische stoffen" en derhalve geen gezondheidsproblemen voor de omwonenden zal veroorzaken;

Overwegende dat de beleidsgroepen "Leefmilieu" en "Ruimtelijke ordening" in hun adviezen van 31 oktober en 16 november 2018 instemmen met de conclusie van het milieueffectenrapport wat betreft de vermindering van de effecten door de verplaatsing en modernisering van de installaties;

Overwegende dat het milieueffectenrapport de maatregelen vaststelt die moeten worden genomen om de gevolgen van het project, met name wat lawaai en stof betreft, tot een minimum te beperken; dat deze maatregelen algemeen aanvaard zijn en hun deugdelijkheid hebben bewezen; dat zij kunnen worden onderzocht in het kader van het milieueffectenonderzoek dat de aanvraag voor een voor de uitvoering van het project noodzakelijke globale vergunning van klasse 1 zal vergezellen, en dat zij bij die vergunning kunnen worden opgelegd; dat in ieder geval de mogelijke hinder in verband met de exploitatie van het gebied van aanhorigheden van ontginningen in het gehucht "Le Cahô" is onderzocht in het kader van de procedure voor de ontginningsvergunning die op 7 mei 2002 aan de "Carrières Unie de Porphyre" is afgegeven, en dat deze niet onder de huidige herziening van het gewestplan valt;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners de noodzaak benadrukken van de oprichting van een stuurcomité om de problemen aan te pakken die zouden kunnen voortvloeien uit het project "Lessines 2020"; dat de "Carrières Unies de Porphyre" reeds zijn onderworpen aan de verplichting om een stuurcomité op te richten in het kader van de activiteiten waarop de ontginningsvergunning van 2002 betrekking heeft; dat de uitvoering van het project "Lessines 2020" aan dit comité zal worden voorgelegd en dat de omwonenden op de hoogte zullen worden gehouden van het verloop van de desbetreffende procedures; dat, in voorkomend geval, de afgifte van de globale vergunning die nodig is voor de uitvoering van het project "Carrières Unies de Porphyre" de oprichting van een specifiek begeleidingscomité kan vereisen, overeenkomstig artikel D29-25 van boek I van het Milieuwetboek;

Overwegende dat met name de bewoners van de "chaussée Gabrielle Richet" vrezen voor lawaai, stof en trillingen die de activiteit ondanks de geplande merloenen en bekleding zou veroorzaken, gezien de ligging van hun woningen tussen de primaire en secundaire breekinstallaties, naast het vrachtverkeer en de voorraden;

Overwegende dat de huizen gelegen "chaussée Gabrielle Richet", ter hoogte van de "rue du Cahô" en de "chemin de Bronchenne", die het meest te lijden zullen hebben van de activiteit die op het toekomstige multimodale platform zal worden ontplooid en, binnen het gebied van aanhorigheden van ontginningen dat in het vigerende gewestplan is opgenomen, door de aanwezigheid van voorraden die wachten om op het spoor te worden geladen, zullen worden beschermd tegen de installaties aan weerszijden door de aanleg van merloenen en door een passende landschappelijke inrichtingen, waarvoor in het milieueffectenrapport aanbevelingen worden gedaan; dat in het milieueffectenrapport ook een aantal specifieke maatregelen voor deze omwonenden wordt aanbevolen om de geluidshinder die zij kunnen ondervinden, te verminderen; dat de in dit verband te nemen maatregelen niettemin onder de voor de aanleg van het multimodale platform vereiste globale vergunning vallen en bij die gelegenheid zullen worden vastgesteld;

Compensaties voor de omwonenden

Overwegende dat de bewoners van de "chaussée Gabrielle Richet" het betreuren dat er geen compensatie voor de omwonenden is voorzien;

Overwegende dat de herziening van een gewestplan op zich geen gevolgen voor de omwonenden met zich meebrengt, die pas duidelijk worden wanneer het plan wordt uitgevoerd; dat het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling geen bepaling bevat inzake compensatie voor de hinder die de omwonenden kunnen ondervinden van de uitvoering van een ontwerp van inrichting dat aan de herziening van het gewestplan ten grondslag ligt; dat de opstelling van het milieueffectenrapport in het kader van de toetsingsprocedure van het gewestplan het mogelijk maakt de aard en de ernst te beoordelen van de gevolgen die redelijkerwijs kunnen worden teweeggebracht door de uitvoering van het ontwerpplan, en maatregelen vast te stellen om deze gevolgen te verzachten; dat deze maatregelen, wanneer zij noodzakelijk blijken, slechts kunnen leiden tot een aanpassing van het gewestplan binnen de grenzen van de verwijzingen die het krachtens het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling mag bevatten: afbakening van de zonering, opnemings van een beschermingsomtrek, aanneming van bijkomende voorschriften; dat in het milieueffectenrapport niet wordt gewezen op de noodzaak van dergelijke maatregelen langs de "chaussée Gabrielle Richet": dat de andere noodzakelijke verzachtingsmaatregelen voor het overige kunnen worden opgelegd tijdens de volgende procedure voor de afgifte van de vergunning;

Waardedaling van de gebouwen

Overwegende dat de bewoners van de "chaussée Gabrielle Richet" het betreuren dat er geen maatregelen worden overwogen om het risico van de waardedaling van hun woningen te dekken;

Overwegende dat, wat de risico's van waardedaling van gronden en onroerende goederen betreft, het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling geen andere bepalingen bevat dan die welke betrekking hebben op de schadeloosstelling wegens waardedaling in het kader van de stedenbouw die verband houdt met sommige bestemmingswijzigingen bepaald door het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, en waarvoor het in boek VI de voorwaarden en modaliteiten vaststelt;

Overwegende dat in casu de woningen van de "chaussée Gabrielle Richet" gelegen zijn in een gebied dat sinds de vaststelling van het gewestplan van Aat-Lessen-Edingen in 1986 is bestemd voor de exploitatie van steengroeven (ontginningsuitbreidingsgebied dat krachtens het decreet van 27 november 1997 ontginningsgebied is geworden en vervolgens gebied van aanhorigheden van ontginningen krachtens het decreet van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling lijden; dat zij zich bovendien bevinden binnen de ontginningsomtrek van de "Carrières Unies de Porphyre", dat is afgebakend bij de op 7 mei 2002 verleende vergunning; dat voorts de onroerende goederen waarop deze herziening van het gewestplan betrekking heeft en die het dichtst bij de woningen aan de "chaussée Gabrielle Richet" zijn gelegen, sinds de opstelling van het gewestplan zijn opgenomen als gebied bestemd voor activiteiten van industriële aard;

Gedeeltelijke herbestemming van de huidige steengroeve

Overwegende dat bepaalde bezwaarindieners de herbestemming van het gedeelte van de huidige steengroeve waarvan de exploitatie niet langer wordt overwogen wegens de nabijheid van het project "Snow Games", met het oog op de teruggave ervan aan de natuur wensen;

Overwegende dat de bovengenoemde driedelige overeenkomst voorziet in de wijziging van het faseringsplan voor de exploitatie van porfier in de steengroeve Lenoir frères in het gedeelte dat grenst aan het terrein dat is uitgekozen voor het project "Snow Games", ten einde een bufferzone tussen beide activiteiten in stand te houden; dat de instandhouding van deze bufferzone geen actieve interventie van de "Carrières Unies de Porphyre" ten gunste van de teruggave aan de natuur impliceert; dat op basis van deze overeenkomst het ontwerpplan niet voorzag in een ontneming van de bestemming van dit deel van de in het vigerende gewestplan opgenomen gebied van aanhorigheden van ontginningen en in de wijziging ervan in een groengebied of natuurgebied;

Heraanleg na exploitatie

Overwegende dat sommigen met het oog op de heraanleg van de "nieuwe" steengroeve aan het einde van de exploitatie vragen om een borgtocht en een begeleidingscomité;

Overwegende dat de voor de uitvoering van het exploitatieproject noodzakelijke globale vergunning zal worden onderworpen aan de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot vaststelling van sectorale voorwaarden betreffende steengroeven en hun aanhorigheden, met name de artikelen 26 en volgende betreffende de zekerheden of borgtochten, en dat, zoals hierboven vermeld, artikel D29-25 van boek I van het Milieuwetboek, dat de oprichting van een steuncomité toestaat, eveneens op haar van toepassing kan zijn;

Verenigbaarheid met het ruimtelijk ontwikkelingsplan

Overwegende dat, wat de steengroeven betreft, de door het ruimtelijk ontwikkelingsplan gekozen hoofdoptie gericht is op de bescherming en het duurzaam beheer van de ondergrondse hulpbronnen, met name door een spaarzame exploitatie en een adequate valorisatie van de afzettingen, waarbij de hinder van de aan de ontginning verbonden exploitaties wordt beperkt en het gebruik van alternatieven voor het wegvervoer wordt bevorderd;

Overwegende dat de exploitatie van de afzetting gelegen onder de industriële bedrijfsruimte van het vigerende gewestplan, tussen de twee ontginningsgebieden, beantwoordt aan de zorg om een spaarzaam gebruik van de ondergrondse hulpbronnen, verdedigd door het ruimtelijk ontwikkelingsplan van het grondgebied, te verzekeren; dat de exploitatie van de betrokken onroerende goederen niet in de eerste plaats tot doel heeft de bestaande ontginningsreserves van de vennootschap te vergroten, maar voortvloeit uit de voormelde overeenkomst van 19 december 2007 en een compensatie vormt voor de onttrekking op lange termijn van een deel van de afzetting van de steengroeve Lenoir Frères, waarvoor een globale vergunning van 7 mei 2002 evenwel is afgegeven; dat ze bovendien het resultaat is van milieuoverwegingen, zowel om de leefomgeving van een belangrijk deel van de bevolking te verbeteren door de installaties voor verwerking en overslag van materiaal te verplaatsen naar gebieden die niet bewoond zijn, als om een verspilling te voorkomen van ondergrondse hulpbronnen die nuttig zijn voor de economie van de regio; dat deze redenen rechtvaardigen dat wordt afgeweken van de optie van het ruimtelijke ontwikkelingsgebied in deel III, dat aan de uitvoering is gewijd, onder "VII.4. Bescherming en duurzaam beheer van de hulpbronnen - B. Planning van het beheer van de hulpbronnen van de bodem en de ondergrond", die voorziet in de opnemings in het gewestplan van ontginningsgebieden die overeenkomen met de behoeften van de gemeenschap op 30 jaar;

Overwegende dat de opnemings in het gewestplan van een industriële bedrijfsruimte die een tri-modaal platform moet huisvesten, met de optie van het ruimtelijke ontwikkelingsplan overeenstemt die gericht is op het beheer van de mobiliteit met het oog op een evenwicht tussen het voldoen aan de vraag naar vervoer en het behoud van de leefomgeving;

Naleving van artikel D.I.1.

Overwegende dat artikel D.I.1. van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling het volgende bepaalt : " § 1. Het grondgebied van Wallonië behoort tot het gemeenschappelijk erfgoed van zijn inwoners. Het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling [...] beoogt een duurzame en aantrekkelijke ruimtelijke ontwikkeling.

Deze ontwikkeling voldoet aan en speelt op een evenwichtige manier in op de sociale, economische, demografische, energetische, patrimoniale, milieu- en mobiliteitsbehoeften van de gemeenschap, rekening houdend, zonder discriminatie, met de ruimtelijke dynamiek en specificiteit, alsook met de sociale cohesie.

§ 2. Het Gewest, de gemeenten en de andere overheidsorganen zijn, elk binnen zijn bevoegdheden en in coördinatie met het Gewest, de actoren, de beheerders en de vrijwaarders van deze ontwikkeling".

Overwegende dat uit de conclusies van het milieueffectenrapport, zoals hierboven samengevat, blijkt dat de herziening van het gewestplan er wel degelijk toe bijdraagt te voldoen aan de sociale, economische, energie- en mobiliteitsbehoeften van de gemeenschap, zonder grote schade te berokkenen aan het erfgoed en het milieu;

Overwegende dat het nieuwe exploitatieplan voor de steengroeve, dat aan de herziening van het gewestplan ten grondslag ligt, weliswaar in de eerste plaats tot doel heeft de activiteiten van de vennootschap en het behoud van de werkgelegenheid te waarborgen, maar duidelijk beantwoordt aan de beginselen van duurzame ontwikkeling door de integratie van de zorg voor een betere milieukwaliteit, een verbetering van de leefomgeving van de plaatselijke bevolking en een duurzamere mobiliteit en duurzamer vervoer; dat dit plan het mogelijk zal maken de ontginningsactiviteit in Lessen en de lokale en regionale economische en sociale spin-offs daarvan te bestendigen, overeenkomstig de beginselen van duurzame ontwikkeling;

Overwegende dat de verwezenlijking van een multimodaal platform en de installatie van een nieuwe fabriek voor de verwerking van materialen, buiten het stedelijk centrum van Lessen, eveneens voldoen aan de bepalingen van artikel D.I.1, § 1, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling en de regionale opties, in die zin dat zij het mogelijk zullen maken om aan de economische behoeften van de gemeenschap te voldoen en tegelijkertijd een aanzienlijke vermindering van het gebruik van het wegvervoer voor producten, een beperking van de hinder die het wegvervoer voor omwonenden en weggebruikers met zich meebrengt, een relatieve vermindering van de uitstoot van broeikasgassen en van het verbruik van niet-hernieuwbare fossiele brandstoffen, alsmede een vermindering van de milieueffecten voor omwonenden (lawaai, stof,...) te bevorderen;

Overwegende dat de herziening van het gewestplan derhalve voldoet aan de eisen van artikel D.I.1 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, zoals beoogd in het ontwerpplan, in die zin dat er een evenwicht wordt bereikt in het voldoen aan de behoeften van de gemeenschap om een duurzame en aantrekkelijke ontwikkeling van het grondgebied te waarborgen;

Overwegende dat de herziening van het gewestplan kadert in de lokale dynamiek en de benutting van de specifieke territoriale kenmerken, aangezien zij de valorisatie van een lokale hulpbron en de bestendiging van reeds lang ontwikkelde lokale activiteiten en vaardigheden mogelijk maakt;

Gevolgen van de inwerkingtreding van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling (niet-procedurele bepalingen)

Opnemings van een gebied van aanhorigheden van ontginningen in het gewestplan

Overwegende dat in het ontwerp van herziening van het gewestplan Aat-Lessen-Edingen, vastgesteld bij besluit van de Waalse Regering van 15 januari 2015, de onroerende goederen opgenomen in het gewestplan als industriële bedrijfsruimte tussen de steengroeven "Lenoir en Vandeveld" en "Lenoir Frères", opgenomen waren als ontginningsgebied in de zin van artikel 32 van het toen vigerende Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, huisvesting, Erfgoed en energie (CWATUP);

Overwegende dat het decreet van 20 juli 2016 tot vaststelling van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, dat op 1 juni 2017 in werking is getreden, thans twee bestemmingen voorstelt die de ontginningsactiviteit mogelijk maken: het gebied van aanhorigheden van ontginningen, dat is ingedeeld als een bebouwingsgebied en is bedoeld in de artikelen D.II.28 en 33 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling en het niet voor bebouwing bestemde ontginningsgebied, bedoeld in artikel D.II.41 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling; dat de bepalingen van laatstgenoemd artikel, in tegenstelling tot die van artikel 32 van het CWATUP, die tot dan toe van toepassing waren, de aanwezigheid van andere dan voor de ontginning noodzakelijke aanhorigheden niet meer toestaan, en dit slechts voor een beperkte periode;

Overwegende dat de opnemings in het gewestplan van een gebied van aanhorigheden van ontginningen in de zin van artikel D.II.33 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling dezelfde gebruiksmogelijkheden van de onroerende goederen waarborgt als de opnemings van het ontginningsgebied in het ontwerpplan;

Overwegende dat het milieueffectenrapport is aangevuld naar aanleiding van de opmerkingen en suggesties van de beleidsgroepen, teneinde te voldoen aan de nieuwe bepalingen van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling; dat de ontwerper van het milieueffectenrapport aldus heeft overwogen een gebied van aanhorigheden van ontginningen in de zin van artikel D.II.33 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling in het gewestplan op te nemen, in plaats van een ontginningsgebied als omschreven in artikel 32 van het CWATUP en opgenomen in het ontwerpplan;

Overwegende dat de ontwerper van het milieueffectenrapport gekozen heeft voor een opneming van de betrokken onroerende goederen als gebied van aanhorigheden van ontginningen in het gewestplan, teneinde de bestemming van de hele site van de Carrières Unies de Porphyre te homogeniseren en geen belemmering te vormen voor het goede verloop van de exploitatie; dat, hoewel sommige van de thans op deze site aanwezige verwerkingsinstallaties zullen worden verplaatst naar de groeve van Lenoir Frères, voor sommige, en op de plaats van het toekomstige multimodale platform, voor andere, de operatie vereist dat het bestaande laboratorium en de werkplaats permanent op deze onroerende goederen worden gehandhaafd;

Overwegende dat het openbaar onderzoek en het advies van de gemeenteraad van de stad Lessen geen bezwaren van de ontwerper van het milieueffectenrapport tegen dit voorstel aan het licht hebben gebracht;

Overwegende dat uit de opmerkingen en suggesties die zij tijdens de procedure hebben gedaan, blijkt dat de beleidsgroepen "Ruimtelijke ordening" en "Leefmilieu" hebben gekozen voor een bestemming in het gewestplan als gebied van aanhorigheden van ontginningen; dat de beleidsgroep "Ruimtelijke ordening" van oordeel is dat *"de opneming van een gebied van aanhorigheden van ontginningen in de noordelijke omtrek er ook toe zal leiden dat alle activiteiten in één blok worden gegroepeerd"*;

Overwegende dat artikel D.II.65, lid 1, tweede lid, de overgangsmaatregelen vaststelt wanneer de herziening van het gewestplan betrekking heeft op de opneming van een ontginningsgebied als bedoeld in artikel 32 van het CWATUP; dat de Regering de herziening definitief kan stopzetten via de opneming van een gebied van aanhorigheden van ontginningen als bedoeld in artikel D.II.33, van het CWATUP, op voorwaarde dat :

1° het aan een openbaar onderzoek onderworpen dossier betrekking had op de opneming van een gebied van aanhorigheden van ontginningen;

2° een aanvullend milieueffectenrapport uitgevoerd is;

3° de Regering de compensaties bedoeld in artikel D.II.45, § 3 vaststelt;

Overwegende dat het voor het openbaar onderzoek ingediende dossier wel degelijk betrekking had op de opneming van een gebied van aanhorigheden van ontginningen, aangezien deze oplossing een van de in het effectenrapport voorgestelde alternatieven was;

Overwegende dat het milieueffectenrapport is aangevuld om rekening te houden met de ontwikkelingen op wetgevingsgebied die verband houden met de inwerkingtreding van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

Overwegende dat het gebied van aanhorigheden van ontginningen geldt voor onroerende goederen die reeds als bebouwingsgebied zijn bestemd; dat het derhalve niet nodig is aanvullende compensaties vast te stellen voor de opneming van dit gebied;

Overwegende dat als conclusie van het voorgaande en aangezien de voorwaarden van artikel D.II.65, § 1, tweede lid, vervuld zijn, dit besluit een gebied van aanhorigheden van ontginningen, met een oppervlakte van 13,1 ha, op het onroerend goed dat momenteel in het gewestplan als industriële bedrijfsruimte bestemd is, opneemt tussen de steengroeve "Lenoir Emile en Vandevelde", in het noorden, de "rue de Gages" in het oosten, de "rue de la Loge" in het zuiden en de "chemin de Mons à Gand" in het westen, teneinde de exploitatie van de porfierafzetting tussen de twee steengroeven en de aanwezigheid van aanhorigheden in verband met de exploitatie van het steengroevengebied mogelijk te maken;

Wegomlegging

Overwegende dat het voornoemde ontwerp van herziening van het gewestplan bovendien voorzag in de opheffing van het baanvak van de "rue de la Loge" tussen het kruispunt van deze straat met de "chemin de Mons à Gand" en het kruispunt ervan met de "rue de Gages", teneinde de exploitatie van de onderliggende porfierafzetting mogelijk te maken; dat het ontwerp, om het herstel van de verbinding tussen het dorp Bois-de-Lessines en het centrum van Lessen mogelijk te maken, een reserveringsomtrek in de zin van de artikelen 40, § 1, 6° en 452/25 van het CWATUP in het gewestplan voorlopig opnam vanaf de "rue de la Loge" tot aan de "chaussée Gabrielle Richet", in eerste instantie parallel aan de "chemin de la Mouplière," en vervolgens aan de zuidelijke grens van het gebied van aanhorigheden van ontginning "Cahô" en aansluitend op de "chemin de Bronchenne";

Overwegende dat de in het ontwerpplan gekozen reserveringsomtrek de aanleg mogelijk maakte van de wegomlegging waarvan het tracé is vastgelegd in de overeenkomst van 19 december 2007 tussen de vennootschap Carrières Unies de Porphyre en de stad Lessen;

Overwegende dat volgens de in het kader van het milieueffectenrapport overwogen faseringsalternatieven, de samenvoeging van de twee putten in geval van verwezenlijking van het recreatieproject "Snow Games" niet vóór 2070 zou plaatsvinden, maar wel vóór 2040, in het tegenovergestelde geval; dat in het onderzoek niet is geconcludeerd dat een uit milieu- en mobiliteitsoogpunt verkieslijk geacht alternatief tracé in de plaats zou kunnen komen van het tracé dat in het ontwerpplan wordt voorgesteld;

Overwegende dat artikel D.II.21, § 1, 2°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, dat op 1 juni 2017 in werking is getreden, niet langer toestaat dat in het gewestplan een reserveringsomtrek wordt opgenomen, behalve om de ruimten te reserveren die nodig zijn voor de aanleg van wegen die deel uitmaken van het netwerk van de belangrijkste communicatie-infrastructuren; dat de aan te leggen wegomlegging niet dat statuut heeft en dat het voorgestelde tracé en de bijbehorende reserveringsomtrek dus niet langer in het gewestplan kunnen worden opgenomen; dat het gewestplan krachtens het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling geen ontwikkelingsmaatregelen meer kan bevatten;

Overwegende dat de in dit besluit bedoelde volgende documenten het niettemin mogelijk maken te garanderen dat de wegomlegging zal worden uitgevoerd, in het geval dat de exploitatie van de afzetting zou impliceren dat het betrokken baanvak van de "rue de la Loge" zou moeten worden verwijderd :

- de overeenkomst van 19 december 2007 tussen de onderneming Carrières Unies de Porphyre, de onderneming "Snow Games" en de stad Lessen, die de volgende verplichtingen en verbintenissen bevat:

- de ontneming van bestemming door de gemeente van de plaatselijke weg van de "rue de la Loge", op het gedeelte van zijn tracé tussen de "Chemin de Mons à Gand" en zijn kruispunt met de "rue de Gages", na, achtereenvolgens:

1. definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan om de onroerende goederen gelegen op de grondinneming van de weg en ten noorden van deze weg als ontginningsgebied in het gewestplan op te nemen;

2. aanleg van een zuidelijke ringweg, volgens het vastgestelde tracé;

- de overname door de vennootschap Carrières Unies de Porphyre van de financiering van de aanleg van de ringweg met een afmeting van twee rijstroken en een structuur die gelijkwaardig is aan die van de "rue de la Loge";

- de aanleg van de ringweg op terreinen die eigendom zijn van Carrières Unies de Porphyre en die binnen het ontginningsgebied liggen;

- de overdracht aan de stad Lessen voor de symbolische euro van de weg en de bijbehorende grondinneming en de opneming ervan in het gemeentelijke wegennet;

- de ontvangstbevestiging van de door de vennootschap ingediende aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning voor de aanleg van de rijweg, afgegeven op 23 september 2019 en waarbij het dossier volledig is verklaard;

- het ministerieel besluit van 1 december 2020 houdende beslissing op het beroep tegen voornoemde beraadslaging van de gemeenteraad en houdende inwilliging van het verzoek tot opheffing en aanleg van het weggennet zoals aangegeven in de plannen (document A10, plannen: nr. V-01, nr. V-02A, nr. V-02B, nr. V-02C), opgesteld door het bureau "ARCEA SCRL" op 25 juni 2019;

- de lijst van goederen van de aanvrager, verstrekt door de FOD Financiën, waaruit blijkt dat hij eigenaar is van de onroerende goederen ten kadaster gekend als sectie C nrs. 27C2, 27B2, 27Z, 27Y, 28K, 28L, 260C, 63M, 65C, 70D, 70F en sectie B nrs. 1207C2, 1207D2, 1207E2 en 1215Y waarop de aanleg van de ringweg is gepland, alsmede de schriftelijke verbintenis van 8 november 2019 waarbij de eigenaar van het kadastrale perceel sectie nr. 28M ermee instemt dit over te dragen aan de naamloze vennootschap Carrières Unies de Porphyre;

Overwegende dat in dit besluit geen andere specifieke bepalingen hoeven te worden opgenomen waarbij de herziening van het gewestplan Aat-Lessen-Edingenn definitief wordt aangenomen;

Inachtneming van de beginselen, van toepassing op de gewestplanherziening (artikel D.II.45)

Overwegende dat, overeenkomstig artikel D.II.45 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, de opnemingsgebieden in plaats van niet-bebouwingsgebieden, in de zin van artikel D.II.23 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, in overeenstemming moet zijn met de beginselen van ruimtelijke ordening die gericht zijn op een verdichting van de bebouwing; dat, wanneer deze nieuwe gebieden aanzienlijke gevolgen voor het milieu kunnen hebben, de opnemingsgebieden bovendien moeten worden gecompenseerd door een gelijkwaardige wijziging van een bestaand bebouwingsgebied of van een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, in een niet-bebouwingsgebied, dan wel door een andere door de Regering vastgestelde compensatie, zowel uit operationeel oogpunt als uit milieu- of energieoogpunt en uit het oogpunt van mobiliteit, waarbij met name rekening wordt gehouden met de gevolgen van het voor bebouwing bestemde gebied op de buurt;

Overwegende dat de opnemingsgebieden in het gewestplan van het in dit besluit bedoelde gebied van aanhorigheden van ontginningen niet onderworpen is aan de beginselen die van toepassing zijn op de herziening als bedoeld in artikel D.II.45, § 1 tot en met 3, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, aangezien ze onroerende goederen betreft die bestemd zijn als industriële bedrijfsruimte en bijgevolg reeds voor bebouwing bestemd zijn in het vigerende gewestplan;

Overwegende dat deze beginselen evenmin van toepassing zijn op de omvorming van een in het gewestplan opgenomen deel van een gebied met een bedrijfskarakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, tot een industriële bedrijfsruimte, die tevens wordt beschouwd als een voor bebouwing bestemd gebied, in de zin van artikel D.II.23 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

Overwegende dat zij anderzijds van toepassing zijn op de omvorming van in het vigerende gewestplan opgenomen landbouwgebieden en groengebieden tot industriële bedrijfsruimte; dat zij wordt opgenomen ter vervanging van niet-bebouwingsgebieden die in de zin van artikel D.II.23 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, en derhalve onderworpen is aan de naleving van de beginselen van aangrenzen aan een bestaand bebouwingsgebied, compactheid van de bebouwing en compensatie voor de opnemingsgebieden van een nieuw bebouwingsgebied, neergelegd in artikel D.II.45 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

Overwegende dat de opnemingsgebieden in het gewestplan van een industriële bedrijfsruimte evenwel kan afwijken van het beginsel van artikel D.II.45, § 1, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, volgens hetwelk de op te nemen nieuwe bebouwingsgebieden die volgen op niet-bebouwingsgebieden aan een bestaand bebouwingsgebied moeten grenzen; dat dit beginsel in het onderhavige geval niettemin wordt geëerbiedigd;

Overwegende dat de nieuwe industriële bedrijfsruimte een compacte configuratie heeft en zich niet lineair ontwikkelt langs een weg, zoals voorgeschreven door artikel D.II.45, § 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

Overwegende ten slotte, dat alleen het deel van de industriële bedrijfsruimte dat in het vigerende gewestplan opgenomen is op onroerende goederen bestemd als landbouwgebied, met een oppervlakte van ongeveer 4,6 ha, en als groengebied, met een oppervlakte van ongeveer 1 ha, moet worden gecompenseerd;

Overwegende dat, overeenkomstig de bepalingen van artikel D.II.45, lid 3, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, de compensatie wordt uitgevoerd door de wijziging in een groengebied van onroerende goederen met een oppervlakte van 5,6 ha die in het vigerende gewestplan bestemd zijn als industriële bedrijfsruimte, ten noorden van de voormalige steengroeve van Tacquenier, die eigendom is van de onderneming Carrières Unies de Porphyre;

Overwegende dat, zoals hierboven is aangegeven, de ontmanteling van de spoorwegen pas kan plaatsvinden wanneer de nieuwe spoorweginfrastructuur van het multimodale platform operationeel is, met het risico dat de voortzetting van de activiteiten tegen die tijd in gevaar komt; dat deze ontmanteling, evenals de voorafgaande evacuatie van de porfiervoorraad, volgens het ingediende exploitatieproject binnen vijf jaar na de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan zou moeten plaatsvinden;

Overwegende dat de opnemingsgebieden in het gewestplan van het nieuwe groengebied derhalve, zoals door de ontwerper van het milieueffectenrapport wordt aanbevolen, vergezeld gaat van een bijkomend voorschrift met betrekking tot de fasering van de ingebruikname ervan, in de zin van artikel D.II.21, § 3, 2°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, teneinde de doeltreffendheid van de tenuitvoerlegging ervan te waarborgen; dat deze aan de Carrières Unies de Porphyre opgelegde verplichting inderdaad een verbetering van de kwaliteit van de bodem, die thans grotendeels kunstmatig is, mogelijk zal maken, hetgeen op lange termijn het herstel van de natuurlijke omgeving en de vorming van het landschap ten goede zal komen; dat zij ook beantwoordt aan de suggestie van de beleidsgroep "Leefmilieu" om in het planologische compensatiegebied ruimten te ontwikkelen die het mogelijk maken de in de zuidelijke perimetre aanwezige soorten te huisvesten;

Samenvatting

Overwegende dat het door de vennootschap Carrières Unies de Porphyre ingediende project voor de reorganisatie van de exploitatie van de afzetting en de installaties voor de verwerking en verzending van de producten samenvattend de herziening van het gewestplan Aat-Lessen-Edingen vereist met het oog op de opnemingsgebieden in het gewestplan :

- als gebied van aanhorigheden van ontginningen, van onroerende goederen met een oppervlakte van 13,1 ha, bestemd als industriële bedrijfsruimte in het vigerende gewestplan tussen de steengroeve "Lenoir Emile en Vandeveld", in het noorden, de "rue de Gages", in het oosten, de "rue de la Loge", in het zuiden, en de "chemin de Mons à Gand", in het westen;

- als industriële bedrijfsruimte, van onroerende goederen met een oppervlakte van 17,3 ha, opgenomen als gebied met een industrieel karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, met een oppervlakte van 11,7 ha, als landbouwgebied over ongeveer 4,6 ha en als groengebied van meer dan 1 ha op het vigerende gewestplan, tussen de spoorlijn Lessen-Bassily, in het noorden, de "chaussée Gabrielle Richet", in het noordoosten, de "boulevard Branquart" (RN57), in het zuiden, de gekanaliseerde Dender, in het westen, en de boerderij Bronchonne, in het oosten;

- als groengebied, als planologische compensatie voor de opnemings van een nieuw bebouwingsgebied, van onroerende goederen met een oppervlakte van +/- 5,6 ha, opgenomen als industriële bedrijfsruimte in het vigerende gewestplan, ten noorden van de voormalige steengroeve van Tacquenier;

- van een bijkomend voorschrift, gemerkt "S.88" op het nieuwe groengebied, betreffende de fasering van de ingebruikname ervan, zodat de sanering van de onroerende goederen kan worden uitgesteld met het oog op de praktische uitvoering ervan;

Overwegende dat de overige aanbevelingen in het milieueffectenrapport betrekking hebben op de installatie van technische apparatuur en speciale voorzieningen om de milieueffecten van het exploitatieproject te verminderen; dat deze maatregelen, die de ontwerper van het milieueffectenrapport toereikend acht in het licht van de stand van de kennis van het exploitatieproject, evenwel niet onder het gewestplan vallen en zullen worden bestudeerd in het kader van de afgifte van vergunningen na de definitieve aanneming van het plan;

Overwegende dat het derhalve aan de bevoegde overheden zal zijn om de maatregelen ter vermindering van de milieueffecten van de uitvoering van het plan vast te stellen en die maatregelen te monitoren om na te gaan of zij volstaan om onvoorziene negatieve effecten te verminderen en om alle correctieve maatregelen te kunnen nemen die zij passend achten;

Overwegende dat de milieuverklaring waarin artikel D.VIII.36 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling voorziet, bij dit besluit gevoegd is;

Besluit :

Artikel 1. De herziening van het gewestplan Aat-Lessen-Edingen met betrekking tot de opnemings in het gewestplan:

- van een gebied van aanhorigheden van ontginningen;
- van een industriële bedrijfsruimte;
- van een groengebied, als planologische compensatie

wordt definitief aangenomen overeenkomstig de bijgevoegde plattegrond.

Art. 2. Het bijkomend voorschrift, gemerkt "S.88" op het plan, is van toepassing is in het groengebied opgenomen op het gewestplan bij dit besluit:

"De evacuatie van de porfiervoorraad en de ontmanteling van de spoorwegen aanwezig in het gebied zullen binnen vijf jaar na de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan uitgevoerd worden. Zij zullen worden vastgesteld door de gemachtigde ambtenaar. In geval van nalatigheid zullen de werken worden uitgevoerd door het Gewest op kosten van de vennootschap Carrières Unies de Porphyre".

Art. 3. De milieuverklaring die ingevolge artikel D.VIII.36 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling is vereist, is bij dit besluit gevoegd en maakt er volledig deel van uit.

Namen, 12 februari 2021.

De Minister van Ruimtelijke Ordening,
W. BORSUS

Bijlage 1 : Milieuverklaring

Milieuverklaring voor de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Aat-Lessen-Edingen met het oog op de opnemings, op het grondgebied van de gemeente Lessen, van een gebied van aanhorigheden van ontginningen voor de exploitatie van een porfierafzetting tussen de groeven Lenoir Frères en Emile Lenoir en Vandevelde, van een industrieel bedrijfsgebied voor de aanleg van een multimodaal platform voor het vervoer van de ontgonnen materialen en van een groengebied als planologische compensatie

Inleiding

Deze milieuverklaring is vereist wegens artikel D.VIII.36 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. De milieuverklaring hoort bij het ministerieel besluit voor de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Aat-Lessen-Edingen met het oog op de opnemings, op het grondgebied van de gemeente Lessen, van een gebied van aanhorigheden van ontginningen voor de exploitatie van een porfierafzetting tussen de groeven Lenoir Frères en Emile Lenoir en Vandevelde, van een industrieel bedrijfsgebied voor de aanleg van een multimodaal platform voor het vervoer van de ontgonnen materialen en van een groengebied als planologische compensatie. Ze wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt en is toegankelijk via de website van het Departement Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw van de Waalse Overheidsdienst Gebiedsbeleid Wonen Erfgoed Energie. De milieuverklaring is een samenvatting van de manier waarop de milieuoverwegingen werden opgenomen in het plan en waarop het milieueffectenverslag, de adviezen, bezwaren en opmerkingen in overweging werden genomen alsook de redenen van het plan of van het ontwikkelingsplan zoals aangenomen rekening houdende met de andere geplande redelijke oplossingen. De bezwaren en opmerkingen te berde gebracht in het openbaar onderzoek worden in detail beantwoord in het ministerieel besluit tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan.

Voor meer leesbaarheid wordt deze milieuverklaring opgedeeld in vier hoofdstukken: het eerste hoofdstuk gaat over de inhoud van de gewestplanherziening, het tweede over de chronologische volgorde van deze herziening, het derde gaat in op de milieuoverwegingen en het laatste legt de keuze uit voor het aangenomen plan, gelet op de overige overwogen redelijke oplossingen.

I. Inhoud van de gewestplanherziening

De herziening van het gewestplan heeft betrekking op de opnemings van :

. een gebied van aanhorigheden van ontginningen, 13,1 ha groot, op onroerende goederen heden opgenomen als industriële bedrijfsruimte op het vigerend gewestplan tussen de steengroeve "Lenoir Emile et Vandevelde" in het noorden, rue de Gages, in het oosten, rue de la Loge, in het zuiden en de steenweg Bergen-Gent, in het westen om de exploitatie van de porfierafzetting tussen beide groeves mogelijk te maken;

. een industriële bedrijfsruimte, 17,3 ha groot, op onroerende goederen opgenomen als gebied met een industrieel karakter waarvan de inrichting aan een gemeentelijk overleg onderworpen is over 11,7 ha, als landbouwgebied over om en bij de 4,6 ha en als groengebied over 1 ha tussen de spoorlijn Lessen-Bassilly, in het noorden, de chaussée Gabrielle Richet in het noordoosten, de boulevard Branquart (RN57), in het zuiden, de gekanaliseerde Dender, in het westen, en de hoeve Bronchenne, in het oosten, om er de verwerkingsinstallatie voor porfier te vestigen en er een multimodaal platform aan te leggen voor het vervoer van de ontgonnen producten via de waterweg, de spoorweg en over de weg;

en, als planologische compensaties:

. een groengebied op onroerende goederen, 5,6 ha groot, bestemd als industriële bedrijfsruimte in het noordwesten van de voormalige steengroeve Tacquenier;

Het bijkomend voorschrift, gemerkt « *S.88 », blijft van toepassing in het groengebied, om een ontmanteling na te streven van de bestaande installaties, evenals de afvoer van de huidige voorraden, op termijn, met oog op de ontsluiting van een groengebied in feite als in rechte.

De procedure voor de herziening van het gewestplan is conform de artikelen 42*bis* tot 44 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie (CWATUP), en sinds de inwerkingtreding van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, op 1 juni 2017, de procedure opgedeeld bij de daarin vervatte artikelen D.II.48, D.II.49, D.II.50, D.VIII.7, D.VIII.9, D.VIII.14 en 15, D.VIII.17 à 20, D.VIII.30, D.VIII.35 en 36.

Het voorontwerp van plan, aangenomen bij besluit van de Waalse Regering van 15 januari 2015, is onderworpen aan de maatregelen inzake overgangsrecht bepaald bij artikel D.II.65, § 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, volgens welke het voorontwerp geldt als voorlopige aanneming van het gewestplan en de compensaties. In dezelfde bepaling wordt voor het overige bepaald dat het milieueffectenonderzoek dat zich in de opstelfase bevond op de datum van inwerkingtreding van het nieuwe Wetboek, na afloop geldt als milieueffectenverslag.

II. Chronologie van de gewestplanherziening

Op 6 december 2010 richtte de firma Carrières Unies de Porphyre een aanvraag aan de Waalse Regering houdende de opnemings van een ontginningsgebied en een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Lessen, overeenkomstig artikel 42*bis* van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie (CWATUP), dat toen van toepassing was.

Voordat de aanvraag aan de Waalse Regering werd voorgelegd, werd hij samen met het dossier ter informatie aan het publiek voorgelegd, overeenkomstig de artikelen D.29-5 en D.29-6 van Boek 1 van het Wetboek van Leefmilieu. De publieke informatievergadering vond in Lessen plaats op 26 oktober 2010. Op 30 november 2010 bracht de gemeenteraad van Lessen een gunstig advies uit op de aanvraag tot herziening van het gewestplan.

Bij besluit van 15 januari 2015 besliste de Waalse Regering het gewestplan Aat-Lessen-Edingen (blad 38/2) aan een herziening te onderwerpen en heeft zij het voorontwerp van plan aangenomen met het oog op de opnemings van het gewestplan, op het grondgebied van de gemeente Lessen, van een ontginningsgebied voor de exploitatie van de porfierafzetting tussen de steengroeven Lenoir Frères en Emile Lenoir et Vandevelde, van een industriële bedrijfsruimte voor de aanleg van een multimodaal platform voor het vervoer van de ontgonnen producten, een reserveringsomtrek voor het herstel van de wegverbinding Lessen - Bois-de-Lessines en een groengebied als planologische compensatie.

Bij besluit van 9 juli 2015 heeft de Waalse Regering beslist een effectenonderzoek te laten uitvoeren met betrekking tot het voorontwerp van plan.

Overeenkomstig artikel 42*bis* van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie dat toen van toepassing was, koos de aanvrager het ingenieurskantoor voor de uitvoering van het effectenonderzoek voor het voorontwerp van herziening van het gewestplan Aat-Lessen-Edingen. Er werd gekozen voor de firma ARIES, erkend overeenkomstig Wetboek en Boek I van het Milieuwetboek.

Het effectenonderzoek, nu sedert de inwerkingtreding van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling op 1 juni 2017 het milieueffectenverslag genoemd, werd van bemerkingen suggesties voorzien vanwege de beleidsgroep Ruimtelijke Ontwikkeling op 27 april en 1 december 2017, vanwege de beleidsgroep Leefmilieu op 27 november 2017 en vanwege de adviesverlenende gemeentelijke commissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van Lessen op 29 november 2017, in het kader van de uitwerking ervan overeenkomstig artikel D.VIII.30 van genoemd Wetboek.

Het voorontwerp van plan, nu ontwerp-plan geworden luidens de bepalingen van artikel D.II.65, § 2, 1^o, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, werd aan een openbaar onderzoek onderworpen van 30 mei tot 13 juli 2018 in de gemeente Lessen. Het openbaar onderzoek gaf aanleiding tot 7 bezwaren, in detail opgenomen in het ministerieel besluit waaraan huidige milieuverklaring is bijgevoegd en waarin de wijze wordt omschreven waarop zij in overweging zijn genomen.

De gemeenteraad van Lessen bracht op 27 augustus 2018 een gunstig advies uit over de herziening van het plan, onder het voorbehoud dat de omtrek van het groengebied dat als planologische compensatie is opgenomen in de omgeving van de voormalige Tacquenier groeve, herzien zou worden.

Op 31 oktober 2018 bracht de beleidsgroep Leefmilieu een gunstig advies uit over de kans die het ontwerp-plan op milieugebied biedt, voor zover gevolg wordt gegeven aan de aanbevelingen door de auteur van het milieueffectenrapport en genoemde beleidsgroep. Genoemd advies heeft als referentie ENV.18.109.AV.

De beleidsgroep Ruimtelijke Ordening bracht op 16 november 2018 een gunstig advies uit over het ontwerp-plan. Genoemd advies heeft als referentie AT.18.91.AV.

III. Overwegingen inzake leefmilieu

1. Biologische diversiteit - Fauna en flora

In het milieueffectenverslag wordt ervan uitgegaan dat de gevolgen van de gewestplanherziening op de biodiversiteit niet verwaarloosbaar zijn.

De nieuwe industriële bedrijfsruimte vertoont een aanzienlijke ecologische waarde, met planten- en diersoorten die als beschermd zijn gelabeld op de rode lijst voor het Waalse Gewest.

De site speelt eveneens een rol in de plaatselijke ecologische vermazing daar het als doorgangsgedebied geldt tussen de drie zeer waardevolle biologische sites in de buurt van de gewestplanherziening (steengroeve Cosyns (n° 1821), steengroeve Lenoir (n° 1822) en voormalige steengroeve "du Mouplon et des Sarts" (n° 2127)) en de Dender.

De gevolgen van de herziening betreffen bijgevolg het verlies van beschermde soorten en de oprichting van fysieke barrières die dier- en plantensoorten beperken in hun verplaatsingen tussen verschillende natuurlijke milieus, met name de drie biologisch zeer waardevolle sites en de Dender. Er zal een aanvraag tot afwijking dienen te worden aanvaard voor de afschaffing van de waargenomen beschermde soorten, overeenkomstig de artikelen 5 en 5bis van de wet op natuurbehoud.

De maatregelen die in het milieueffectenverslag worden overwogen beogen een heraanleg van de natuurlijke milieus die identiek zijn aan de milieus die verloren gaan bij de landschappelijke inrichtingen die worden opgelegd in het kader van de vergunningen, door een gepaste soortenkeuze en een gevarieerde samenstelling. De inlandse soorten dienen eveneens de voorkeur te krijgen en de harsachtigen te worden uitgesloten bij de aanlegmaatregelen in de nabije omgeving van de infrastructuur.

De auteur van het milieueffectenverslag geeft ook de aanbeveling om een bebost lint te vrijwaren langs de Dender zodat een ecologische verbinding ontstaat. Die aanbeveling wordt ondersteund door de beleidsgroep Leefmilieu, die erop aandringt dat een maximum bestaande natuurlijke beplanting in en om de betrokken omtrekken behouden blijft, vooral langs de Dender.

Deze gezamenlijke overwogen maatregelen vallen onder de vergunning.

De auteur van het milieueffectenverslag wijst eveneens op de aanwezigheid van een twintigtal bomen die te boek staan als opmerkelijke bomen aan weerszijden van de 'boulevard Branquart', recht tegenover de toegang die voorzien wordt voor de toekomstige industriële bedrijfsruimte. De aanleg van een rotonde op die plek voor de aanleg van een wegverbinding tot het multimodaal platform houdt de rooing in van sommige van deze opmerkelijke bomen.

Dit besluit tot definitieve aanneming van de gewestplanherziening gaat er evenwel van uit dat er eveneens andere oplossingen tegen het licht dienen te worden gehouden met betrekking tot deze toegangsweg via het verstreken van de vergunning om de gewenste aansluiting te verkrijgen.

Het nieuwe gebied van aanhorigheden van ontginningen vertoont geen kwaliteitsvolle milieus.

Na afloop van de uitbating van de afzetting en de ontginning van de installaties kan evenwel verwacht worden dat de opvullingen en rotsachtige onderlagen in dat gebied opnieuw gekoloniseerd worden, wat kan evolueren naar een zeer hoge biologische kwaliteit.

De deelname van de Carrières de Porphyre in het project « Life in Quarries » zal door de ingevoerde maatregelen ook een waarborg kunnen vormen voor een permanente beschikbaarheid van milieus die de ontwikkeling van de populaties tijdens elke ontginningsfase begunstigen. De beleidsgroep Leefmilieu verstrekt de aanbeveling dat er een globaal beheersplan voor het ecologisch net wordt aangenomen. De auteur van het milieueffectenverslag is eveneens voorstander van een samenwerkingsverband met de gemeente, de leden van Action Nature en het natuurpark Pays des Collines voor een actief beheer van de betrokken milieus.

De verplaatsing van aarde, besmet met invasieve soorten, namelijk Japanse duizendknoop, in de zuidelijke omtrek, en buddleia in de noordelijke omtrek, zou ervoor kunnen zorgen dat zij zich verspreiden naar andere milieus. De beleidsgroep Leefmilieu verstrekt de aanbeveling dat in het kader van de vergunning bijzondere maatregelen worden genomen om uitzaaiing te voorkomen.

Rekening houdend met zijn grondinneming vertoont het groengebied als planologische compensatie geen bijzonder belang op biologisch vlak.

Het bijkomend voorschrift voor dit gebied, bepaald bij dit besluit, strekt ertoe dit groengebied op termijn daadwerkelijk effectief te maken. De ontmanteling van de installaties en de afvoer van de voorraden, aanwezig op de site, zullen ervoor zorgen dat de bodemkwaliteit erop vooruit gaat en het natuurlijk milieu er beter op wordt.

Dit voorschrift is eveneens een antwoord op de suggestie van de beleidsgroep Leefmilieu, die wenste dat de ruimtes die het leven dienen te ontvangen van de soorten, aanwezig in de zuidelijke omtrek, zouden worden aangelegd in dit planologische compensatiegebied.

Als dit niet zonder gevolgen is voor de plaatselijke biodiversiteit, blijft gewestplanwijziging evenwel toch zonder impact op de Natura 2000 locatie BE21005 "Vallées de la Dendre et de la Marq" of op de natuureservaten in Lessen.

2. Bevolking

2.1. Menselijke activiteiten, w.o. land- en bosbouw

De ruimtes vallend onder de gewestplanherziening zijn niet in een ruilverkavelingsomtrek gelegen.

Het milieueffectenverslag besluit dat de gewestplanherziening niet zonder gevolgen zal blijven voor de bosbouw, die afwezig is van de gebieden waar de bestemmingswijziging vastligt, en dat de effecten op de landbouw betekenisloos zullen zijn voor zover deze bestemmingswijzigingen van generlei impact zullen zijn door de ontneming aan hun bestemming van slechts 5 ha landbouwgebied met een zeer middelmatige pedologische kwaliteit en die eigendom zijn van Carrières Unies de Porphyre, heden niet meer bewerkt, of zij het ter bede.

Wat betreft de overige activiteiten, gaat het milieueffectenverslag ervan uit dat er geen enkel effect te verwachten valt op de toeristische, sportieve en sociaal-culturele uitrustingen, daar het gebied onderworpen aan dit industrieel project op een aannemelijke afstand daarvan gelegen is. Het rechtsstatuut van de trage RAVeL-verbinding is normalerwijze een vrijwaring voor iedere inneming of belemmering van de voortbeweging.

2.2. Leefkwaliteit en menselijke gezondheid

2.2.1. Geluidshinder

Wat de geluidshinder betreft, legt het milieueffectenverslag de nadruk op het te verwachten kwaliteitsverlies in de geluidsomgeving in de nabijheid van de omtrek die het nieuwe tri-modale platform zal ontvangen en van de nieuwe verwerkingsinstallaties voor de ontgonnen gesteenten, wegens het ontstaan van nieuwe geluidsbronnen in deze omtrek en de noordelijke verlenging daarvan: het inladen van treinen en aken, vrachtverkeer op de N57, transportband over de Chaussée Gabrielle Richet en het industrieel proces voor de verwerking van het eigenlijk gesteente. Bijzonder getroffen zullen worden, de plaatsen "Chaussée Gabrielle Richet" en de RAVeL-weg langs de Dender, in de nabijheid van het nieuwe platform, evenals de onroerende goederen in de nabijheid van de put Lenoir, waar de primaire verbrijzelaar zal worden verankerd.

Aanbevolen wordt, dat de nieuwe uitrustingen en installaties zo opgevat worden dat de akoestische hinder zoals ondervonden door de omwonenden, in het bijzonder de bewoners van de Chaussée Gabrielle Richet, gereduceerd wordt. De vestiging van de technische uitrustingen en de nodige inrichtingen valt evenwel niet onder planologie; dit is een materie voor toekomstige vergunningen en wordt behandeld in het kader van de daarvoor uitgevoerde effectenonderzoeken.

Het milieueffectenverslag voorziet evenwel in een gevoelige verbetering van de geluidsomgeving in de nabijheid van het nieuwe gebied van aanhorigheden van ontginningen en van het gebied voor planologische compensatie die in de nabijheid liggen van de verstedelijkte omgeving van Lessen daar het industrieel project van de Carrières Unies de Porphyre beoogt de huidige bronnen van geluidshinder weg te halen, namelijk de gesteente verwerkende installaties, de transportband voor de toevoer aan de huidige treinlaadplaats, de primaire verbrijzelaar en de voorraden en de daarmee verbonden vervoersbewegingen te verplaatsen.

Het milieueffectenverslag besluit dat de geluidseffecten, gelet op de herlokalisering van de installaties zoals beoogd in het ontwerp, verder van Lessen weg zullen komen te liggen, in een minder verstedelijkte omgeving. In deze conclusies wordt hij bijgetreden door de beleidsgroepen Leefmilieu en Ruimtelijke Ontwikkeling.

Wat nu de geluidshinder door vervoer van de productie betreft, besluit het milieueffectenverslag dat het opnieuw lokaliseren van de verwerkingsinstallaties ervoor zal zorgen dat reiswegen zullen worden gebruikt waarbij het Lessense stadscentrum en de Chaussée Victor Lampe ontweken zullen worden.

2.2.2. Lucht

Hier geldt als hoofdzakelijk effect het risico dat stof door de uitbating zich verder verspreidt. De conclusies uit het geluidshinderonderzoek zijn ter zake ook van toepassing, daar stofbronnen (verwerkingsinstallaties verbrijzelaars, zeeinstallaties enz.) verhuisd worden naar een minder verstedelijkte omgeving.

De zuiver ontginningsgerelateerde activiteiten die in het nieuwe gebied van aanhorigheden van ontginningen gevestigd zullen worden kunnen in het kader van de toekomstige vergunning onderworpen worden aan maatregelen ter verdringing van stofverspreiding (boringen van mijngaten en mijnschoten, zware afgraafuigen, storten van gesteenten in vrachtwagenbakken enz.). Dergelijke maatregelen, aanbevolen in het milieueffectenverslag, worden in het algemeen aangenomen en hebben hun nut bewezen.

Wat nu stofemissies door rijdend vrachtverkeer voor productievervoer betreft, komt het milieueffectenverslag tot dezelfde conclusies als die, welke werden geuit voor geluidshinder.

2.2.3. Trillingen

Luidens het milieueffectenverslag wordt de hinder die omwonenden ondervinden van de uitbating van de groeve bij het houden van mijnschoten beperkt daar deze mijnschoten voorzien zullen zijn op een bepaald uur, één of twee keer per week. In de toekomstige vergunningen zullen de voorwaarden worden vastgesteld waaraan de mijnschoten zullen moeten voldoen om de ontstane hinder te beperken.

2.3. Mobiliteit

Wat de personenmobiliteit betreft, besluit het milieueffectenverslag dat de afschaffing van een straatdeel in de rue de la Loge en de aanleg van een ringweg tussen deze straat en de Chaussée Gabrielle Richet voor de bewoners van de rue de Gages (een vijftigtal woningen) en in mindere mate voor de bewoners van Bois-de-Lessens en de rue de la Loge een wegomleiding zal inhouden om zich naar het Lessens stadscentrum te begeven die onvermijdelijk zullen zorgen voor langere verplaatsingen en reistijden, wat in het bijzonder nadelig is voor trage verplaatsers als fietsers en voetgangers.

De effecten voor de verplaatsingen over langere afstand of doorreizen, die meestal met de personenwagens gebeuren, zullen dan weer veel beperkter zijn.

Dit besluit gaat ervan uit dat een bepaald aantal akten die los staan van de definitieve aanneming van de gewestplanherziening voldoende waarborgen zullen inhouden voor de daadwerkelijke uitvoering, op kosten van de Carrières Unies de Porphyre, van deze omleiding, in het geval dat de uitbating van de afzetting de afschaffing van dit baanvak van de rue de la Loge zou inhouden en dat er in het kader van de herzieningsprocedure geen enkele andere bijkomende bepaling hoeft genomen ter garantie van de daadwerkelijke omzetting. Het betreft volgende elementen :

- de overeenkomst van 19 december 2007, verleden tussen de firma Carrières Unies de Porphyre, de firma "Snow Games" en de stad Lessen, bevattende volgende verplichtingen en verbintenissen:

* ontneming aan zijn bestemming, door de gemeente, van de buurtweg rue de la Loge, over het deel van zijn tracé tussen de steenweg Bergen-Gent en zijn kruising met de rue de Gages na achtereenvolgens:

1. de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan tot opneming van de onroerende goederen gelegen op de wegneming en benoorden ervan als ontginningsgebied;

2. de aanleg van een omleiding via het zuiden, volgens vastgesteld tracé;

* de overname van de financiering door de firma Carrières Unies de Porphyre van de aanleg van de omleiding met een breedteprofiel berekend op twee rijbanen en structuur evenwaardig aan die van de rue de la Loge;

* de aanleg van de omleiding op gronden die eigendom zijn van de firma Carrières Unies de Porphyre en gelegen in de ontginningsomtrek;

* de afstand aan de stad Lessen, voor een symbolische euro, van de weg en de dienovereenkomstige grondinneming en de opneming ervan in het gemeentelijk wegnennet;

- de ontvangstbevestiging van de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning ingediend door de firma voor de wegaanleg, verstrekt op 23 september 2019, en waarin het dossier wordt verklaard volledig te zijn;

- het ministerieel besluit van 1 december 2020 tot beslissing op beroep tegen de beraadslaging en het besluit van voornoemde gemeenteraad en tot aanvaarding van de aanvraag tot afschaffing en aanleg van de weg zoals kenbaar gemaakt op de plannen (Document A10, plannen: N° V-01, N° V-02A, N° V-02B, N° V-02C) opgemaakt door ingenieurskantoor ARCEA SCRL, d.d. 25 juni 2019;

- de lijst van de goeden van de aanvrager, verstrekt door FOD Financiën, waaruit blijkt dat hij eigenaar is van de onroerende goederen bij het kadaster gekend sectie C nr.27C2, 27B2, 27Z, 27Y,28K, 28L, 260C, 63M, 65C, 70D, 70F en sectie B nr. 1207C2, 1207D2, 1207 E2 en 1215Y, waarop de aanleg voorzien is van de omleiding, evenals de schriftelijke verbintenis van 8 november 2019 waarbij de eigenaar van het perceel bij het kadaster gekend sectie nr. 28M ermee instemt dit af te staan aan de naamloze vennootschap Carrières Unies de Porphyre;

Het milieueffectenverslag legt eveneens de nadruk op de duidelijk in de tijd afgebakende onderbreking van het verkeer op de Chaussée Gabrielle Richet bij de afvoer van de productie van de Carrières Unies de Porphyre via het spoor; rekening houdend met het aantal voorziene treinbewegingen wordt de sluiting van de spoorovergang evenwel maar drie keer per dag activiteit voorzien.

Er wordt verwezen naar het ministerieel besluit voor de gedetailleerde antwoorden op de bezwaren te berde gebracht bij het openbaar onderzoek, en betreffende infrastructuur en mobiliteit.

3. Materiële goeden - bebouwd kader

a. Trillingen

Het milieueffectenverslag erkent dat de trillingen die zullen ontstaan bij mijnschoten te verrichten in het nieuwe gebied van aanhorigheden van ontginningen dreigen de stabiliteit van de meest nabij gelegen gebouwen aan te tasten, in het bijzonder bij naderen van het houwfront. Daarbij wordt evenwel aangestipt dat deze gevolgen hoofdzakelijk afhangen van de hoeveelheid afgehouden gesteente en de hoeveelheid gebruikte explosieven, dat aanbevolen wordt deze te minderen naar gelang de mijnschoten dichterbij de bewoners komen. Er wordt eveneens aanbevolen, systematisch in de meting van de trillingen te voorzien in het gebouw dat het dichtst bij de uitbating ligt. In de toekomstige vergunningen zullen de voorwaarden moeten worden vastgelegd waaraan de mijnschoten zullen moeten voldoen om het risico op aantasting van de gebouwen die het dichtst bij de uitbating gelegen zijn, te beperken.

b. Waardeverlies vastgoed

Sommige bewoners van de Chaussée Gabrielle Richet opperen dat hun goeden mogelijks waardeverlies zullen lijden, waarbij ze betreuren dat geen enkele maatregel dit komt in te dekken.

Aangestipt dient te worden dat het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling geen andere bepalingen inhoudt dan die, met betrekking tot het schadeloos stellen van minderwaarde in de stedenbouw wegens sommige, welomschreven, bestemmingswijzigingen, en met bepaling van de nadere regels; dat in deze de woningen in de rue Richet, sinds de opmaak van het gewestplan Aat-Lessen-Edingen in 1986, gelegen zijn in een gebied bestemd voor groeve-ontginningen en bijgevolg geen minderwaarde lijden in de zin van genoemd Wetboek en dat zij voor het overige reeds binnen in de omtrek van de uitbating van de Carrières Unies de Porphyre, vastgesteld bij de vergunning verstrekt op 6 mei 2002, gelegen zijn.

Daarenboven dient vastgesteld dat de gronden vallend onder huidige gewestplanherziening die het dichtst bij de woningen van de rue Richet gelegen zijn, sinds de opmaak van het gewestplan, opgenomen zijn als gebied voor activiteiten met een industrieel karakter, wat de risico's voor een waardedaling van de omgevingsgoederen wegens de gewestplanherziening aanzienlijk relativeert.

4. Cultureel erfgoed

4.1. Architecturaal cultureel erfgoed

Een kapelletje, opgenomen in de inventaris van het Belgisch monumentaal erfgoed, is aanwezig binnen de omtrek van de toekomstige industriële bedrijfsruimte bestemd voor de oprichting van het multimodale platform. Het project dat aan de basis ligt van deze herziening van het gewestplan maakt het echter mogelijk het te bewaren.

Het voorontwerp heeft geen gevolgen voor de hoeve van Bronchenne, die grenst aan de zuidelijke omtrek en is opgenomen in de inventaris van het Waals monumentaal erfgoed.

De beschermde goederen, de uitzonderlijke goederen en andere goederen die zijn opgenomen in de inventaris van het monumentale erfgoed, die zijn geïdentificeerd buiten de omtrekken waarop de herziening van het gewestplan betrekking heeft, bevinden zich op enkele honderden meters van deze omtrekken en zijn er visueel van gescheiden zodat de herziening geen gevolgen heeft voor deze goederen.

4.2. Archeologisch erfgoed

In de inventaris van de Waalse archeologische sites wordt melding gemaakt van een hoeve binnen de omtrek van de industriële bedrijfsruimte die bij dit ministerieel besluit is opgenomen, maar de ligging ervan is niet precies bekend. Het advies van de Regering zal vereist zijn tijdens de procedure voor het verstrekken van de vergunning, overeenkomstig de bepalingen van het Erfgoedwetboek en het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

5. Landschap

Volgens het milieueffectenrapport wordt het nieuw gebied van aanhorigheden van een ontginning op lange en middellange afstand over het algemeen weinig waargenomen. Indien de bestaande beboste gebieden binnen en in de nabije omgeving goed worden bewaard, zoals voorzien in het project van de Carrières Unies de Porphyre, zal de site weinig zichtbaar blijven, vooral omdat de bestaande hoge elementen (zevenfabriek) zullen verdwijnen. Het belangrijkste zichtbare element zal de merloen langs de steenweg Bergen-Gent zijn, die echter kan bijdragen tot de omvorming van het bestaande industriële landschap tot een groener landschap. Het landschap van het noordelijk deel van die omtrek zal weinig gewijzigd worden, aangezien de in dit gebied aanwezige elementen bewaard zullen blijven.

De toekomstige industriële bedrijfsruimte is daarentegen zichtbaar, zowel op korte als op lange afstand. Aan de kant van de Dender en de steenweg Gabrielle Richet zal de merloen die rond het gebied voorzien is de visuele impact van de nieuwe installaties en voorraden verminderen, waarvan de hoogte het belangrijkste impactbepalende element op landschappelijk vlak zal zijn. De laadinstallaties voor duwbakken in het westen en de luchttransportband in het oosten, die zich buiten de omtrek van de merloen bevinden, zullen bijzonder zichtbaar blijven. Een kwalitatieve behandeling van die elementen, zoals aanbevolen in het milieueffectenrapport, zal de integratie ervan in het landschap verbeteren.

De verwijdering van opmerkelijke bomenrijen langs de boulevard Branquart om de aanleg van een rotonde voor de toegang tot de site mogelijk te maken, zou een heel aanzienlijke landschappelijke impact hebben. In dit besluit wordt aanbevolen om te streven naar een veilige maar minder belastende verbindingsweg, in het kader van de procedure voor het verstrekken van vergunningen volgend op de herziening.

De omleidingsweg maakt deel uit van een open landschap. Het zal een breuk in het bestaande landschap doen ontstaan, vooral als het vergezeld gaat van een verlichtingssysteem. Deze perceptie zal afnemen naarmate het gebied van aanhorigheden van een ontginning, waarvoor reeds een vergunning is afgegeven in 2006, geleidelijk ten uitvoer wordt gelegd. De rijweg zal dan verschijnen op het grensvlak tussen de merloen van dit gebied bestemd voor ontginning en het open akkerlandschap. Het profiel van de rijweg en de inrichtingen die daarbij moeten worden aangebracht, vallen onder de vergunningen en niet onder deze herziening.

De omtrekken met een landschappelijke waarde en de uitzonderlijke vergezichten, die zowel in het gewestplan zijn opgenomen als door ADESA zijn geregistreerd, worden door de herziening van het gewestplan niet getroffen.

6. Bodems

De bodems van de noordelijke omtrek, waar het nieuwe gebied van aanhorigheden van ontginningen gevestigd zal worden, en de bodems van het groengebied opgenomen als planologische compensatie zijn volledig verhard en onbruikbaar, in hun huidige staat, voor landbouw.

De bodems in de zuidelijke omtrek, waar het multimodaal platform zal komen te liggen, bestaan deels uit opgevlude of herschikte bodems met een kwaliteit die volledig afhangt van de aangebrachte materialen. De natuurlijke bodems in deze omtrek hebben een globaal middelmatige agronomische waarde en zijn geschikt voor beweiding dan voor bewerking. De bodems van het zuidelijke derde van het gebied lijden onder watertoevloed en zijn ongeschikt voor landbouw. De beste bodems bevinden zich in de noordelijke 2/3 van de omtrek maar hebben voor de regio standaardwaarden.

De smalle strook die voorheen als groengebied was bestemd aan de Denderrand zijn bodems onderhevig aan menselijk ingrijpen met een slechts middelmatige geschiktheid voor landbouw.

De effecten van de gewestplanherziening op de bodems zullen bijgevolg bestaan uit:

- het wegschrapen van de bodem in het gebied van aanhorigheden van ontginningen waarvan de onderliggende afzetting uitgebaat zal worden. Het betreft een niet reduceerbaar resteffect;

- de gedeeltelijke verharding van de bodems in de nieuwe industriële bedrijfsruimte wegens de vestiging van verscheidene materiaalverwerkings- en -laadinstallaties en de aanwezigheid van steenhopen.

Er dient ook bemerkt, dat de wijziging van het gewestplan uit zichzelf maar een gering verlies aan landbouwgronden tot gevolg zal hebben, daar de beste gronden op het initieel, op 17 juli 1986 aangenomen, gewestplan reeds bestemd werden als na overleg tot stand gekomen inrichtingsgebied terwijl de voorheen als landbouwgebied opgenomen percelen werden opgevlud of ongeschikt zijn voor landbouw.

- de verbetering van de bodemkwaliteit in het compensatiegebied na afvoer van de voorraden en wegname van de sporen.

De omleiding die wegens de gewestplanherziening tot stand zal komen wordt uitgevoerd op arealen waarvan de agronomische waarde tussen middelmatig en goed schommelt. Naar de maatstaf van de regio zijn het gewone gronden, op het gewestplan reeds opgenomen als gebied van aanhorigheden van ontginningen en dus reeds landbouwonwaardig.

Voor het overige zijn alle gebieden die onderworpen zijn aan de gewestplanherziening blootgesteld aan een hoog risico op bodemerosie door waterinwerking, waarbij eventueel modderstromen kunnen ontstaan wegens de afgeschraapte bodems of afgevlakte gronden. Daar waar de grond blootligt kan er tevens, in droge periodes, een risico op winderosie bestaan. De auteur van het milieueffectenverslag stelt uitbatingsmaatregelen voor.

Er worden door de voor het onderzoek aangewezen instantie eveneens aanbevelingen gedaan voor de sanitaire kwaliteit van de grond en de materialen gebruikt voor de omleiding en de aanleg van de industriële bedrijfsruimte, evenals om te voorkomen dat potentieel bodemverontreinigende producten accidenteel over de grondoppervlakte terecht komen.

7. Water

a. Grondwater

Volgens het milieueffectenverslag zullen het afgraven en ontginnen in de omtrek, heden opgenomen als industriële bedrijfsruimte op het vigerend gewestplan, een verlaging veroorzaken in de bovenlaag van het grondwater, met beperkte gevolgen wegens het gering belang van deze grondwatervolumes.

De dichtstbij gelegen put, gelegen op om en bij de 250 m ten westen van het afgegraven talud zou geen gevolgen moeten ondervinden van de afkalving wegens de ontginningsactiviteit.

Voor de auteur van het milieueffectenverslag gaat de uitvoering van het gewestplan het bestaand hydrogeologisch stelsel niet wijzigen of de volumes opgepompt water niet gevoelig verhogen. Hij stelt voor om het opgepompt water zoveel mogelijk te hergebruiken en de accidentele vervuilingen van de grondwaterlaag te voorkomen. De desbetreffende maatregelen vallen niet onder de gewestplanherziening.

De belangrijkste verharding van de delen van de toekomstige industriële bedrijfsruimte, heden opgenomen als landbouwgebied en groengebied op het vigerend gewestplan, zou een impact kunnen inhouden op de bevoorrading van de bovenlaag van het grondwater. Het milieueffectenverslag gaat er evenwel van uit dat de betrokken oppervlakte klein is en dat de inrichtingsmaatregelen voor de drainering van de gronden in het kader van de vergunning genomen kunnen worden.

Het gebied van planologische compensatie door omvorming tot groengebied zal er dan weer voor kunnen zorgen dat het water via natuurlijke infiltratie in de bovenlaag van het grondwater insijpelt.

b. Oppervlaktewater

Het milieueffectenverslag gaat ervan uit dat het omleggen van de beek 'de Ligne' dat nodig is voor de aanleg van de toegang tot het multimodaal platform als gevolg van de gewestplanherziening tegelijk het overstromingsrisico in de nieuwe industriële bedrijfsruimte zal opheffen.

Uit het openbaar onderzoek blijkt dat sommige bezwaarindieners vrezen dat de toename van de verharde bodems, samen met een wijziging in het tracé van de beek 'de Ligne' stroomopwaarts een hoger overstromingsrisico inhoudt. In het milieueffectenverslag wordt aanbevolen om de kanalisering voor het nieuwe tracé van de beek (en de doorboring onder de nieuwe toegangsweg tot de site) in dimensie af te stemmen op hoogwater met een terugkeerrisico van eens in de 100 jaar om ieder overstromingsrisico te voorkomen. Deze technische inrichtingen dienen in het kader van de vergunning te worden overwogen.

Ter hoogte van het nieuwe gebied van aanhorigheden van ontginningen zal het afvloeiend hemelwater voor een groter deel in de ontginningsput terecht komen. Het milieueffectenverslag wijst erop dat dit water dan gedurende de uitbatingsperiode opgepompt zal worden en afgevoerd worden naar het net van waterlopen om het watervlak, na afloop van de uitbating, te bevoorraden.

8. Klimaatfactoren

Volgens ramingen in het milieueffectenverslag zorgen de ingebruikname van het multimodaal platform, overwogen bij deze herziening, en de daardoor mogelijk gemaakte omslag naar vervoer via spoor en waterweg een verlaging van de CO₂-productie met 13 % per ton vervoerde producten daar de CO₂-emissies toe te schrijven aan het vervoer via spoor en waterweg aanzienlijk lager zijn dan bij het vervoer via wegverkeer.

Desalniettemin verhoogt de CO₂-productie, rekening houdend met een verhoging van de productie naar 2 miljoen ton, zoals overwogen in het exploitatieproject, met 22 % vergeleken bij wat nu het geval is.

Daarbij dient eveneens bemerkt dat de brandstof die in de binnenscheepvaart wordt gebruikt meer zwaveldioxide uitstoot.

De modernisering van de verwerkingsinstallaties zou dan weer gepaard moeten gaan met een gevoelige vermindering van gasolie, wat een vermindering van de CO₂-emissies inhoudt.

9. Interacties tussen de verschillende factoren

Het milieueffectenverslag wijst erop dat de effecten in verband met de ontginningsactiviteit cumulatief zijn en een rechtstreeks effect sorteren op de nabije leefomgeving, zowel door de ontginning van het gesteente en de verwerking ervan als door het zwaar vrachtverkeer voor het vervoer.

De nadruk wordt daarin evenwel niet gelegd op bijzondere interacties tussen de effecten die in de huidige milieuverklaring worden vernoemd.

In huidig geval zal de uitvoering van het gewestplan, zoals gewijzigd, als gevolg hebben, een herlokalisering van de installaties voor de verwerking van het ontgonnen gesteente, van de uitrustingen voor het vervoer van deze grondstoffen en de vervoersbewegingen voortvloeiend uit de activiteit van de Carrières Unies de Porphyre waarvan de groei overwogen wordt met als gevolg een verplaatsing van de milieueffecten.

Het milieueffectenverslag legt aldus de nadruk op de verwachte achteruitgang van het leefmilieu in de nabije omgeving van de omtrek waar het nieuwe trimodaal platform zal komen te liggen en waar de nieuwe verwerkingsinstallaties voor het ontgonnen gesteente gevestigd zullen worden, onder aanduiding van een bepaald aantal maatregelen die onder de toekomstige vergunningen zullen vallen om de resteffecten van de gewestplanherziening sterk in te perken.

Er wordt aan de andere kant ook gewezen op een gevoelige verbetering van het leefmilieu in de nabijheid van het nieuwe gebied van aanhorigheden van ontginningen en van het gebied voor planologische compensatie die dichtbij het Lessens stadsweefsel gelegen zijn. Het bijkomend voorschrift, toegepast op het grondgebied dat bij dit besluit is opgenomen als planologische compensatie zal in het bijzonder ervoor zorgen dat de omschakeling op middellange termijn daadwerkelijk wordt.

Uit voorgaande elementen, voortvloeiende uit de conclusies van het milieueffectenverslag, blijkt dat de gewestplanherziening een positieve balans op leefmilieugebied oplevert wat betreft de lokale effecten, daar deze zich verplaatsen van het Lessens stadscentrum naar een minder verstedelijkte omgeving.

IV. Andere overwogen redelijke oplossingen

Het milieueffectenverslag heeft geconcludeerd dat er geen enkel ander alternatief inzake lokalisering of afbakening de voorkeur verdiende ten opzichte van de gebieden waarvoor gekozen is in het ontwerp-plan op 15 januari 2015 aangenomen door de Waalse Regering voor de aanleg van een multimodaal platform dat met een nieuwe ligging een hertekening van de reismogelijkheden en de omslag naar andere transportmodi mogelijk maakt en voor de uitbating van de afzetting waarvan het bestaan op deze plaats bevestigd is.

De opheffing zoals voorzien van een baanvak van de rue de la Loge is ook niet in vraag gesteld, noch is een alternatief tracé voorgesteld voor de omleiding die in de plaats van deze opheffing komt.

Er werden daarentegen twee afbakeningsalternatieven voorgesteld voor het groengebied dat als alternatieve compensatie in aanmerking is gekomen in de nabije omgeving van de voormalige steengroeve Tacquenier, onder overwogen uitsluiting van een explosievenvoorraad uit de omtrek voorgesteld door huidig plan.

Deze alternatieven en de adviezen en bezwaren waarvan ze het voorwerp waren werden in dit besluit ruimschoots omschreven.

Samenvattend werd met volgende elementen rekening gehouden:

- Het eerste alternatief als voorgesteld kreeg een ongunstig advies van de beleidsgroep Ruimtelijke Ordening, rekening houdend met zijn configuratie en zijn excessief geachte oppervlakte.

Dit besluit is er voor het overige van uitgegaan dat de configuratie van genoemd alternatief, dat op geen enkele tastbare grens steunt, op het gewestplan geen enkele onbetwistbare voorstelling mogelijk maakte en dat de uitvoering op termijn van een werkelijk groengebied dat zowel in feite als in rechte een compensatie vormt niet gegarandeerd was daar de ontmanteling van de daarin vervatte installaties niet te overwegen valt;

- het tweede alternatief, dat gedeeltelijk een gemeentelijk overleggebied inhoudt, wordt door de gemeenteraad van Lessen niet gewenst daar hij acht dat die ruimte bij het stadscentrum en het station, aan de kant van een uitgeruste weg, goed gelegen is voor bewoningsdoeleinden. Dit besluit is het met dat advies eens ten overstaan van de principes verwoord inzake structurering van het grondgebied via het op 27 mei 1999 aangenomen ruimtelijk ontwikkelingsplan;

- het bestaan van een klein gebouw voor de opslag van explosieven vormt geen bijzondere dwingende factor voor de opnemings van een groengebied op de betrokken onroerende goederen;

- het is vergund tot in 2035, via een vergunning verstrekt op 6 juni 2015 en de gemeentelijke adviescommissie inzake ruimtelijke ordening heeft de wens uitgedrukt dat het elders wordt gevestigd na afloop van de vergunning gelet op de nabijheid met gebieden bestemd voor bewoning;

- het bevat enkel nog resten van schoten en een kleine voorraad;

- de onroerende goederen waarop het gevestigd is blijven de eigendom van Carrières Unies de Porphyre en zijn niet toegankelijk voor het publiek;

- de extreem kleine oppervlakte ervan vormt geen gevaar voor de daadwerkelijke uitvoering van het toekomstig groengebied;

Bijgevolg beperkt dit besluit zich tot de afbakening van het gebied voorgesteld door het ontwerp-plan, bij dit besluit bevestigd in het kader van de definitieve aanneming van de gewestplanherziening.

In het besluit wordt niettemin rekening gehouden met de aanbeveling gedaan door de auteur van het milieueffectenverslag en wordt een bijkomend voorschrift overwogen waarbij de daadwerkelijke uitvoering van het groengebied met vijf jaar kan worden uitgesteld te rekenen van de definitieve aanneming van de gewestplanherziening, om ervoor te zorgen dat de installaties ter plaatse kunnen blijven voortbestaan totdat de vervangende installaties in verband met het multimodale platform operationeel zijn.

Namen, 12 februari 2021.

W. BORSUS,

De Minister van Ruimtelijke Ordening

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/20408]

28 JANVIER 2021. — Ordonnance portant approbation du compte général et règlement définitif du budget du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales pour l'année 2019

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Du compte d'exécution du budget*

CHAPITRE I^{er}. — *Le budget des voies et moyens*

Article 1^{er}. L'estimation des droits constatés en faveur du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales, pour l'année budgétaire 2019, s'élève, conformément au tableau « Compte d'exécution du budget - Budget des voies et moyens » ci-annexé, à : 1.573.053.000,00 €

Art. 2. Les droits constatés en faveur des Services du Fonds régional de refinancement des trésoreries communales, pour l'année budgétaire 2019, s'élèvent, conformément au tableau « Compte d'exécution du budget - Budget des voies et moyens » ci-annexé, à : 886.400.888,80 €

CHAPITRE II — *Le budget général des dépenses*

Art. 3. La prévision des crédits d'engagements à charge du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales, pour l'année budgétaire 2019 s'élève, conformément au tableau « Compte d'exécution du budget - Budget général des dépenses » ci-annexé, à : 1.573.053.000,00 €

Art. 4. Les sommes engagées au cours de l'année budgétaire 2019 du chef d'obligations nées ou contractées au cours de cette année budgétaire et, pour ce qui concerne les obligations récurrentes dont les effets s'étendent sur plusieurs années, les sommes exigibles pendant cette année budgétaire, s'élèvent, conformément au tableau « Compte d'exécution du budget - Budget général des dépenses » ci-annexé, à la somme de : 886.384.713,58 €

Art. 5. La prévision des crédits de liquidation à charge du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales, pour l'année budgétaire 2019, s'élève, conformément au tableau « Compte d'exécution du budget - Budget général des dépenses » ci-annexé, à : 1.573.053.000,00 €

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/20408]

28 JANUARI 2021. — Ordonnantie houdende goedkeuring van de algemene rekening en eindregeling van de begroting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën voor het jaar 2019

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, hetgeen volgt :

TITEL I. — *Uitvoeringsrekening van de begroting*

HOOFDSTUK I. — *Middelenbegroting*

Artikel 1. De raming van de vastgestelde rechten van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën voor het begrotingsjaar 2019 bedraagt, in overeenstemming met de bijgevoegde tabel « Uitvoeringsrekening van de begroting - Middelenbegroting » : 1.573.053.000,00 €

Art. 2. De ten voordele van de diensten van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën vastgestelde rechten voor het begrotingsjaar 2019 bedragen, in overeenstemming met de bijgevoegde tabel « Uitvoeringsrekening van de begroting - Middelenbegroting » : 886.400.888,80 €

HOOFDSTUK II. — *Algemene uitgavenbegroting*

Art. 3. De raming van de vastleggingskredieten ten laste het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën voor het begrotingsjaar 2019 bedraagt, overeenkomstig de bijgevoegde tabel « Uitvoeringsrekening van de begroting - Algemene uitgavenrekening » : 1.573.053.000,00 €

Art. 4. De bedragen die tijdens het begrotingsjaar 2019 werden vastgelegd uit hoofde van verbintenissen ontstaan of aangegaan tijdens dit begrotingsjaar en, voor de recurrenente verbintenissen waarvan de gevolgen zich over meerdere jaren uitstreken, de tijdens het begrotingsjaar opeisbare bedragen, vertegenwoordigen in het totaal, overeenkomstig de bijgevoegde tabel « Uitvoeringsrekening van de begroting - Algemene Uitgavenbegroting » : 886.384.713,58 €

Art. 5. De vereffeningskredieten ten laste van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën voor het begrotingsjaar 2019 bedragen, overeenkomstig de bijgevoegde tabel « Uitvoeringsrekening van de begroting - Algemene Uitgavenbegroting » : 1.573.053.000,00 €